

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Le Commerce extérieur français de 1927 à 1933 et la Crise économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 19 décembre 1933, à 14 heures

PAR

Raymond DINET

Lauréat de la Faculté de Droit de Montpellier

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. BROCARD, professeur.
Assesseurs . . . }	de MENTHON, professeur.
	MARCHAL, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
28, Rue de Solignac

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

Le Commerce extérieur français de 1927 à 1933 et la Crise économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 19 décembre 1933, à 14 heures

PAR

Raymond DINET

Lauréat de la Faculté de Droit de Montpellier

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. BROCARD, professeur.
Assesseurs . . . }	de MENTHON, professeur.
	MARCHAL, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
28, Rue de Solignac

1933

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, †, ☉ I).

Doyens honoraires: MM. GÉNY (O *, ☉ I); MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☉ I).

CARRÉ DE MALBERG (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (☉ I).

GÉNY (O *, ☉ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (O *, ☉ I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, ☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☉ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, †, ☉ I), professeur de Droit romain.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public.

HENRY (☉ I), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☉ I), professeur d'Economie politique et d'Histoire des Doctrines économiques. chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÖLL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (☉ I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, ☉ A), professeur de Droit civil.

TROTARAS (†), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

La vie économique d'un pays n'a guère de reflet plus net que le commerce extérieur, et celui-ci se répercute sur elle d'une façon qui va grandissant à mesure que s'accroît, comme il le fait depuis un siècle, le volume des échanges.

Le commerce extérieur de la France de 1927 à 1933 présente un intérêt particulier : il a évolué sous l'influence d'un déséquilibre mondial sans précédent entre la production et la consommation. Cette « crise » dont les symptômes étaient perceptibles dès 1928, s'est déclanchée en Amérique en 1929 et a gagné toutes les nations comme l'ont fait de plus en plus toutes les crises périodiques. La contagion se propage sous l'influence de causes complexes qui produisent des effets devenant eux-mêmes des causes nouvelles. Des phénomènes de crise qui fournissent des symptômes, y agissent comme cause, en subissent le choc en retour, celui qui joue le rôle le plus important, le plus tangible, le plus mesurable est certainement le commerce extérieur. La manifestation la plus sûre de la crise est, à n'en pas douter, le mouvement du commerce avec l'étranger. C'est par l'intermédiaire des transactions extérieures et de leurs variations que se propage de pays en pays la contagion de la surproduction. Enfin le mouvement du commerce extérieur

est l'un des effets les plus importants de la dépression puis de la prospérité caractéristique du phénomène de crise.

De là l'intérêt que présente pour l'étude de la crise actuelle, celle des mouvements **du commerce** extérieur.

La période que nous envisageons débute avec l'année 1927. Certes, cette année, pour la France du moins, est bien antérieure à la crise, mais elle marque pour notre pays à trois points de vue différents un changement caractéristique dans la situation économique.

D'abord c'est la dernière année d'une période où la balance commerciale nous avait été favorable.

C'est ensuite la première année où, après les troubles monétaires, la monnaie, dépréciée sans doute, mais saine et stable, a cessé de produire des influences perturbatrices.

Enfin, 1927 marque un changement catégorique et avoué de notre politique commerciale : on revient franchement à la clause de la nation la plus favorisée.

En outre, fait très important, notre diplomatie commerciale conclut cet accord franco-allemand qui va devenir la pièce maîtresse de tout notre système douanier, et qui va avoir sur notre commerce des conséquences insoupçonnées des signataires de l'accord, au moins du côté français.

L'on pouvait prévoir dès 1927 que notre commerce, dans un délai plus ou moins long et sans qu'il soit besoin de faire intervenir une crise, allait redescendre des hauteurs où il s'était élevé. Les principales

raisons de son essor s'évanouissent : et d'abord l'inflation avec sa prime de change favorisant l'exportation et conférant une protection supplémentaire à nos industries; en outre, la protection particulière vis-à-vis de l'Allemagne due à l'absence d'accord commercial et à la soumission des marchandises allemandes à notre tarif général. Cette deuxième raison disparaît par le fait que l'accord du 17 août 1927 établit l'égalité de droit sinon de fait, entre les exportateurs français et les exportateurs allemands. En admettant que cette égalité de traitement fut parfaite, et rien n'est moins sûr, c'eût été méconnaître les qualités toutes particulières de l'organisation commerciale allemande et l'aide officielle qui lui était donnée que de ne pas prévoir l'avantage que l'Allemagne ne tarderait pas à tirer de la situation.

Cependant l'ensemble de notre commerce s'est maintenu à un niveau intéressant tant que la crise n'a pas atteint la France, mais la balance commerciale a été de plus en plus déficitaire. La chute, au moment de la crise, a été d'autant plus accentuée et durement ressentie que le gonflement antérieur était plus exagéré et en partie d'origine artificielle. Notre économie tout entière a été atteinte, notre production qui en est l'ossature ayant dû se réduire dans des proportions considérables. Les répercussions de la réduction ont été des plus variées et ont influé à leur tour sur le commerce extérieur, amplifiant encore le désastre. Les nombreux moyens inventés et mis en œuvre pour l'enrayer ont donné des résultats assez décevants, car l'avantage qu'ils apportent dans un sens est contre-

balancé par un inconvénient dont il n'est pas toujours possible de mesurer la gravité parce qu'il ne se produit en général qu'avec un certain retard. L'arrêt de la dépression qui se fait sentir en France à la fin de notre période, n'est dû que pour une part relativement faible aux mesures prises. Il provient d'une façon plus certaine, de la reprise qui se dessine à l'extérieur. On ne peut guère affirmer d'ailleurs que cet arrêt soit absolu. Certains indices en effet semblent inciter à n'avoir qu'une confiance modérée dans les pronostics de reprise annoncés par quelques auteurs.

Nous essaierons d'esquisser ici un tableau du commerce extérieur de la France pendant les années 1927, 1928, 1929, 1930, 1931 et 1932, de montrer son rétrécissement progressif dans la fin de la période de prospérité puis dans la crise; nous déterminerons les facteurs qui ont présidé à cette évolution défavorable.

Nous rechercherons ensuite comment le fléchissement de notre commerce avec l'étranger s'est répercuté sur notre économie nationale.

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION

DU COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS

DE 1927 à 1933 ET LA STATISTIQUE

Le commerce extérieur français subit depuis l'année 1927 une crise de plus en plus accentuée. Les statistiques en valeurs montrent que les importations et les exportations ne se sont pas comportées de la même façon pendant toute cette période. Les variations apparaissent plus nettement encore si on considère les chiffres des quantités. D'ailleurs, les diverses natures de marchandises n'ont pas toutes participé aux mouvements dans la même mesure; enfin, nos différents fournisseurs et clients ne sont pas également responsables des fluctuations de notre commerce extérieur. Ce sont ces variations que nous nous proposons d'étudier ici.

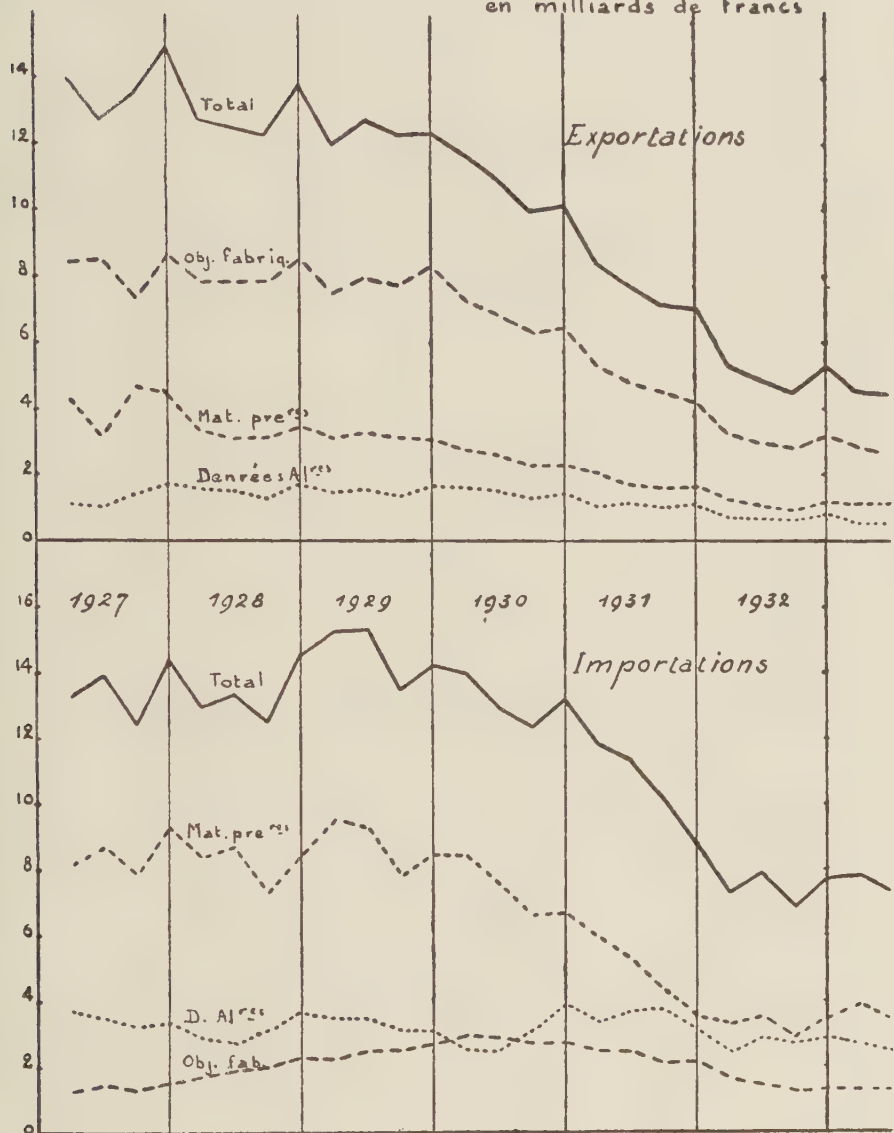
Les données statistiques que nous utiliserons sont de deux sortes. Les unes sont données en valeur absolue; elles proviennent directement des renseignements fournis par l'Administration des douanes. Les autres sont présentées sous forme d'indices de base 100 en 1913, et sont tirées du *Bulletin de la Statistique générale de la France*.

Aucune de ces statistiques ne peut être considérée comme rigoureusement exacte. Cependant, ce défaut ne permet pas d'infirmer les indications que nous en tirons, car les erreurs que l'on peut relever sont de peu d'importance et, d'autre part, on peut admettre en première approximation qu'elles sont proportionnelles aux grandeurs. Les chiffres fournis sont donc exacts à un coefficient constant près, et les conclusions qu'ils permettent de tirer sont les mêmes que celles qu'on tirerait s'ils étaient rigoureusement vrais.

Nous examinerons successivement l'évolution du commerce extérieur français de 1927 à 1933, d'abord dans son ensemble, puis par nature de marchandises, enfin par pays de provenance et de destination.

TABLEAU I
VALEURS DES MARCHANDISES
exportées et importées par trimestre

en milliards de francs



Importations : Obj. fab..... 1
D. Al^{res}..... 2
Mat. p^{res}..... 3
TOTALES 7

Exportations : Obj. fab..... 4
D. Al^{res}..... 5
Mat. p^{res}..... 6
TOTALES 8

CHAPITRE PREMIER

L'EVOLUTION D'ENSEMBLE DU COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS DE 1927 A 1933

Cette évolution résulte des variations de valeur et de volume que nous étudierons, successivement en elles-mêmes d'abord, puis dans leurs répercussions sur la balance du commerce.

§ I. — LES MOUVEMENTS DES VALEURS

Quatre sortes de mouvements peuvent affecter le commerce extérieur d'un pays ; les mouvements de longue durée, les mouvements cycliques, les mouvements saisonniers et les mouvements irréguliers.

Mais la période que nous envisageons est trop courte pour que nous y puissions déceler la part prise par ces quatre sortes de mouvements. Seuls les mouvements saisonniers sont perceptibles. Nous étudierons donc pour les importations et les exportations, d'une part les mouvements saisonniers, d'autre part les autres mouvements dans leur ensemble.

I) *Importations*

Les graphiques font d'abord apparaître les mouvements saisonniers. En général, le second et le qua-

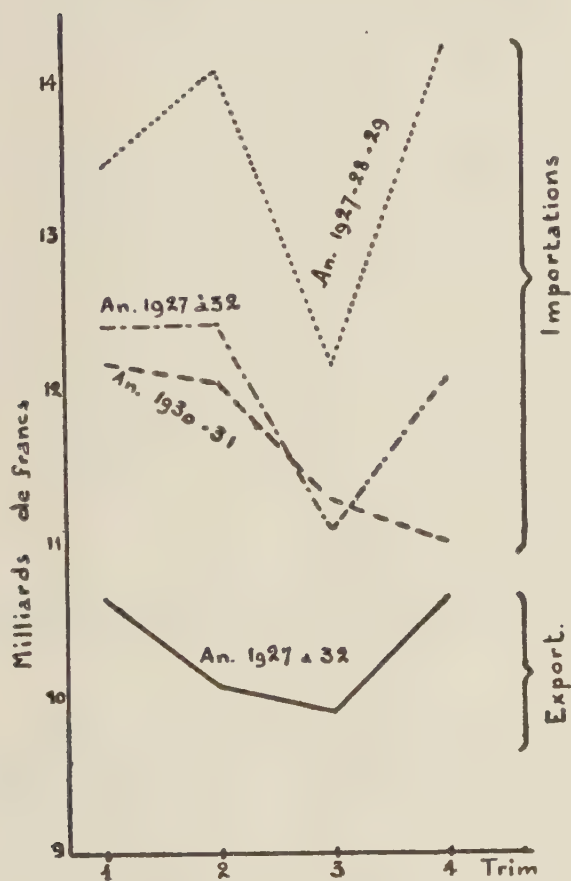
trième trimestre de chaque année, et plus spécialement le mois de décembre, présentent une augmentation sensible des importations. Au contraire, le premier et surtout le troisième montrent une réduction importante.

Ceci est facilement observable pour les trois premières années de notre période : 1927, 1928, 1929, ainsi que pour la dernière : après une baisse considérable au troisième trimestre nous voyons une hausse encore plus importante au quatrième. Mais si nous voulons faire une moyenne sur les six années, nous trouvons des résultats moins nets, la hausse de fin d'année est plus faible que la baisse qui l'a précédée. Ceci provient de ce que, en 1930 et 1931, les importations se réduisent constamment. La hausse du quatrième trimestre est remplacée par une moindre baisse. Les mouvements saisonniers de baisse sont ainsi fortement accentués; au contraire, ceux de hausse sont contre-carrés.

Ces constatations apparaissent nettement sur le graphique ci-joint, qui présente séparément les courbes des mouvements saisonniers pour les trois premières années, puis pour les deux suivantes, enfin pour l'ensemble des six années. On peut en outre constater que l'importance des fluctuations saisonnières est beaucoup moins considérable pour les années 1930 et 1931 que pour les trois premières et la dernière, même en les rapportant à la valeur totale des importations.

Abstraction faite des mouvements saisonniers, l'allure générale de la courbe des importations en valeur

TABLEAU I bis
MOUVEMENTS SAISONNIERS



permet de distinguer deux périodes très différentes. Dans une première période qui s'étend du début de 1927 au milieu de 1929, les importations ont tendance à augmenter avec une accentuation nette de cette tendance du milieu de 1928 au milieu de 1929. Dans la deuxième période, les importations se réduisent d'abord lentement, puis à une allure qui va s'accélégrant, pour s'atténuer en 1932.

Les conclusions à tirer de l'examen des différents mouvements sont concordantes. Pendant la période d'augmentation, les mouvements saisonniers sont très marqués avec une tendance à la prépondérance des mouvements de hausse. A partir de la fin de 1929, les mouvements saisonniers s'atténuent, et surtout ceux qui tendent à s'opposer au mouvement général de baisse. Le début du deuxième semestre de 1929 marque donc bien un changement d'orientation très net dans le mouvement de la valeur de nos importations.

L'année 1932 ramène des mouvements saisonniers nets, mais qui gardent la tendance générale à la baisse.

II. — *Exportations*

Les mouvements saisonniers se réduisent à une augmentation franche de la valeur des exportations au cours du dernier trimestre de chaque année. Mais nous pouvons aisément remarquer que leur amplitude va en décroissant depuis 1927 jusqu'à 1931, puisqu'en cette dernière année l'augmentation n'est que relative, et elle se présente seulement comme une moindre baisse. En outre, la durée du mouvement

diminue, car à partir de 1930 l'augmentation ne porte que sur octobre et novembre, et en 1931 elle n'est vraiment sensible que sur octobre. Le mouvement redevient un peu plus sensible en 1932.

Abstraction faite des mouvements saisonniers, la courbe présente l'allure générale d'une parabole, tournée vers le bas, à tangente au sommet horizontale, le sommet étant le début de 1927. C'est dire que la valeur va constamment en décroissant, très peu d'abord, puis de plus en plus. Cette comparaison n'est cependant plus exacte à partir du troisième trimestre 1932 : on observe alors une atténuation de la baisse. Ainsi donc la valeur des exportations est en baisse continue et les fluctuations passagères diminuent d'importance; c'est en 1930 et en 1931 que la réduction est la plus sensible.

III. — *Les mouvements comparés des importations et des exportations*

Nous avons pu constater ainsi que deux périodes distinctes apparaissent dans nos six années.

Pendant la première, qui s'étend de 1927 au milieu de 1929, les mouvements d'ensemble des importations et des exportations sont en opposition. L'indice moyen des importations en 1927 est environ 650, l'indice moyen du premier semestre 1929 est 750. Par contre, les chiffres correspondants pour les exportations sont 690 et 610. Ces dernières diminuent donc moins que les importations n'augmentent. Pendant la deuxième période, les mouvements d'ensemble sont de même sens, mais les exportations subissent une réduction

plus importante que les importations. Les indices passent pour les premières de 700 à moins de 250, et pour les autres de 750 à 490.

C'est d'ailleurs ce que nous constatons en considérant la balance commerciale :

	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933 (1)
	—	—	—	—	—	—	—
Importations .	52.853	53.448	58.285	52.344	42.199	29.826	15.106
Balance	55.225	51.347	50.072	42.830	30.421	19.793	8.977
Exportations ..	+2.482	--2.101	--8.213	--9.510	--11.778	--10.033	--6.129
Pourcentage ..		2 %	7,6	10	16	20	25

En 1927, la balance est excédentaire, mais à partir de 1928 elle devient déficitaire et de plus en plus; une amélioration semble intervenir en 1932, mais ce n'est qu'une apparence, car si l'on considère le pourcentage de la balance par rapport à l'ensemble du commerce, on constate que ce pourcentage va constamment en croissant.

La situation de notre commerce extérieur a donc commencé à être mauvaise en 1928. Elle était d'ailleurs déjà moins bonne en 1927 que les années précédentes. Il en résulte donc pour notre production une gêne de plus en plus accentuée. Nous allons rechercher, en considérant les variations du commerce indépendamment des variations de prix, c'est-à-dire les « volumes », si la situation de notre production est aussi gravement atteinte qu'il le paraît.

(1) Pour les 6 premiers mois seulement.

§ II. — LES « VOLUMES » ET LEURS VARIATIONS (1)

L'étude des variations en poids du commerce extérieur n'a de sens que si on s'intéresse séparément à chaque espèce de marchandise. Il ne saurait être question ici de faire cette étude. Des indications suffisantes sont fournies par les variations des « volumes indépendamment des variations de prix » telles qu'elles sont calculées par la Statistique générale de la France.

Il apparaît immédiatement que l'allure d'ensemble est la même que pour les valeurs. Toutefois, l'amplitude des variations est différente.

I. — *Importations*

Les mouvements saisonniers agissent sur la courbe des volumes sensiblement comme sur la courbe des valeurs, ils n'apportent donc aucun renseignement intéressant. Au contraire, l'allure générale de la courbe montre que le « volume » des marchandises importées n'a cessé de croître qu'au deuxième semestre 1931, qui est marqué par une chute rapide. L'indice correspondant qui oscillait autour de 105 en 1927, avec une tendance à la hausse, se tenait aux environs de 150 pendant le premier semestre 1931 pour retomber à 110 en janvier 1932, avec tout de même une légère reprise ensuite. Ainsi donc, il s'est produit un décalage de deux ans entre la réduction de la valeur des importations et celle du « volume », mais cette dernière a été beaucoup plus brutale. Ceci revient à dire

(2) Chiffres fournis par le *Bulletin de la Statistique Générale de la France*, depuis 1927. N° de avril-juin et suivants.

que le marché français s'est gorgé de produits étrangers jusqu'au milieu de 1931, et qu'il a ensuite brusquement restreint l'ouverture de ses portes.

II. — *Exportations*

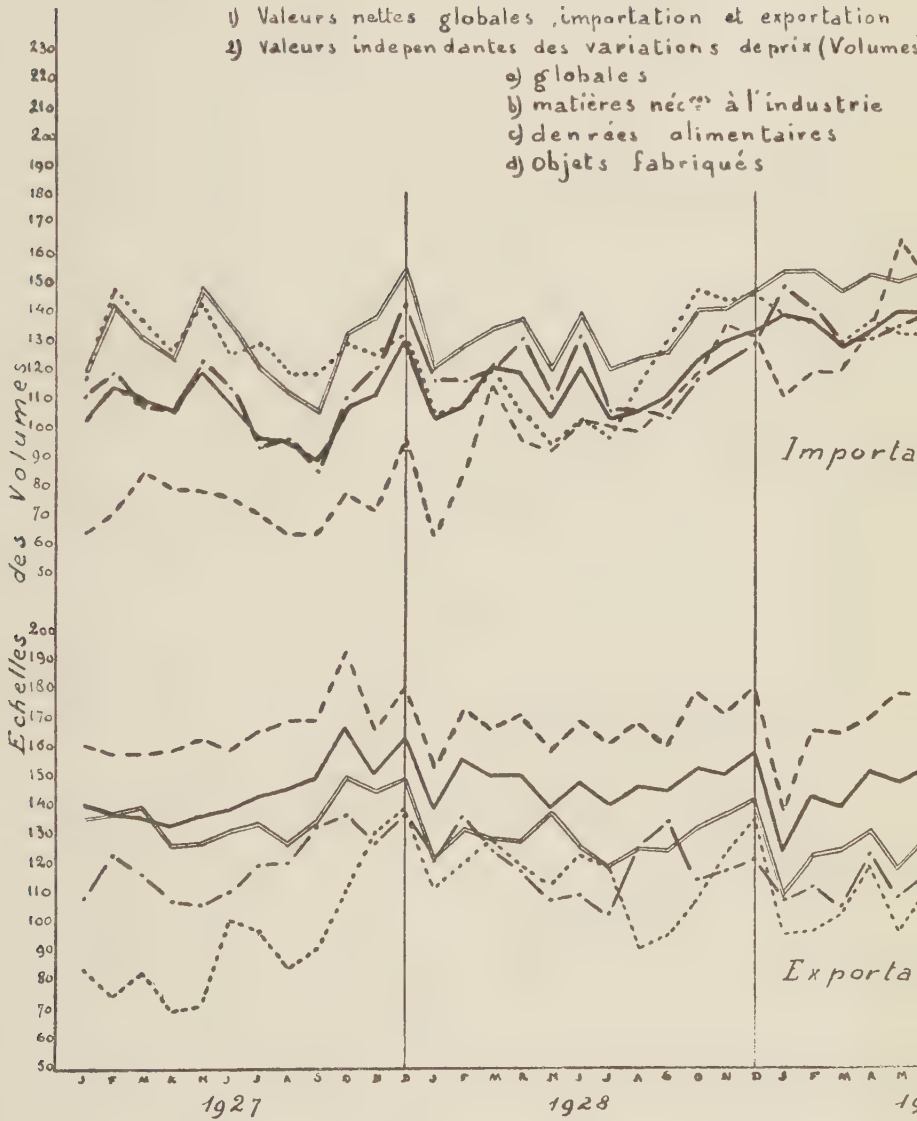
La remarque précédente relative aux mouvements saisonniers s'impose ici encore et de même, l'allure générale de la courbe est, comme aux importations, fort instructive.

Après une légère ascension au cours de l'année 1927, l'indice des « volumes » tend à se stabiliser jusqu'à la fin de l'année 1929, et se met ensuite à décroître par paliers annuels, assez lentement d'abord, en 1930 et 1931, puis plus fortement au début de 1932, année où il semble atteindre son minimum. Encore ici, il y a un décalage d'environ deux ans entre le début du mouvement de réduction des valeurs et celui des « volumes », dans le sens du retard de ces derniers. C'est donc, qu'en quantité, nous avons pu maintenir nos exportations à un niveau élevé jusqu'à la fin de 1929. L'activité de notre production n'a donc pas eu à souffrir de la part des marchés extérieurs avant 1930.

III. — *Les mouvements comparés des importations et des exportations*

Il semble que le déficit de la balance des « volumes » se soit également déclenché avec deux ans de retard sur le déficit de la balance des valeurs. Si, en effet, nous faisons glisser la courbe des exportations en volume vers le haut, de manière qu'elle s'appli-

INDICES



ÉRIEUR



que sensiblement sur la courbe des indices des exportations en valeur pendant l'année 1927, nous voyons que la concordance des deux courbes se poursuit jusque vers le mois de septembre 1929. Ensuite, l'écart entre les deux courbes augmente rapidement, celle des « volumes » s'élevant, celle des valeurs s'abaissant.

Pendant le même temps, nous voyons qu'il faudrait faire glisser légèrement vers le bas la courbe des importations en volume pour l'appliquer sensiblement en 1927 sur celle des indices des importations en valeur. Dans les années suivantes, on ne retrouve pas la concordance des deux courbes qui ne cessent de s'éloigner l'une de l'autre.

Ainsi donc, l'exportation en quantité garde plus longtemps l'avantage sur l'importation correspondante que l'exportation en valeur, et le déficit ne serait vraiment marqué que pour les années 1930, 1931 et 1932.

De ces constatations, combinées d'ailleurs à celles du paragraphe I, on peut déduire que nos industries d'exportations n'ont pas souffert dans leur activité avant l'année 1930. Par contre, elles ont dû se contenter de profits restreints dès l'année 1928.

D'autre part, on peut présumer que nos autres productions destinées au marché intérieur ont subi une concurrence redoutable des produits étrangers, surtout à partir des débuts de 1930.

Nous allons rechercher maintenant quelles catégories de marchandises ont, suivant les époques, participé aux mouvements décrits ci-dessus.

CHAPITRE II

LES VARIATIONS

DU COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS

DE 1927 A 1933 PAR NATURE DE MARCHANDISES

Les produits qui font l'objet du commerce extérieur sont classés par l'Administration des douanes en trois grandes catégories : les matières nécessaires à l'industrie, les denrées alimentaires et les objets fabriqués. Nous allons successivement passer en revue ces trois classes de produits.

§ I. — IMPORTATIONS

Le premier chapitre nous a montré que dans l'ensemble la valeur des importations est allée en croissant jusqu'en juin 1929 pour décroître ensuite. Les trois catégories de produits ont-elles toutes participé à ces mouvements, et dans quelles proportions?

Il est assez malaisé de distinguer des variations saisonnières de même sens dans les importations d'objets fabriqués.

Pour les denrées alimentaires, il est possible de reconnaître la constance d'une augmentation au quatrième trimestre, sauf en 1931, et d'une diminution au premier. Mais ces mouvements sont relativement faibles, sauf en fin 1928 et fin 1930.

Les variations sont au contraire plus violentes pour les matières nécessaires à l'industrie. L'indice, élevé au début de l'année, décroît progressivement jusqu'au début du quatrième trimestre, pour reprendre assez vigoureusement ensuite (c'est l'inverse en 1932), et on peut dire que jusqu'à la fin de 1930, ce sont les mouvements saisonniers affectant les importations de matières premières qui ont une influence prépondérante sur les mêmes mouvements des importations totales. A partir du quatrième trimestre 1930, les importations de matières premières se mettent à décroître régulièrement pour arriver à être du même ordre de grandeur que celle des denrées alimentaires. C'est la hausse saisonnière sur ces dernières qui détermine celle des importations globales au dernier trimestre 1930.

L'ensemble des autres mouvements indiqués par la courbe des importations totales se retrouve dans la courbe des importations de matières premières. Celle-ci montre en effet une légère diminution au cours de 1928, puis une augmentation jusqu'en juin 1929 avec un gonflement brusque au premier semestre de cette année. Ensuite, la chute des importations totales suit celle des importations de matières premières.

La légère augmentation constatée en 1928 pour les importations totales provient de l'accroissement des entrées d'objets fabriqués qui compense, et au delà, une réduction aux denrées alimentaires et aux matières premières. A partir de 1929, les fluctuations des denrées alimentaires et des objets fabriqués sont

de sens contraires et de valeurs sensiblement égales, avec toutefois un léger avantage en faveur des denrées alimentaires, ce qui, en 1929, renforce le mouvement de hausse des matières premières, et en 1931 freine un peu le mouvement de chute des importations totales. D'ailleurs, au début de 1929, les entrées de denrées alimentaires et de produits finis sont en hausse très nette sur 1928.

En résumé, en 1927, les fluctuations des importations totales découlent de celles des entrées de matières premières. En 1928, les variations générales sont de même allure que les variations des matières premières, mais elles ne sont maintenues à la hausse que grâce aux progrès des entrées de produits fabriqués. En 1929, tous les produits participent à la hausse du premier semestre, les objets fabriqués maintiennent seuls leur mouvement au second. Pour les années 1930 et 1931, matières premières et objets fabriqués diminuent en valeur, les entrées de denrées alimentaires tendent par leur accroissement à limiter la chute.

En 1932, la diminution est générale, mais elle n'est importante que pour les objets fabriqués. La tendance est à l'arrêt de la baisse et la reprise semble s'affirmer en 1933.

Nous allons passer maintenant en revue les produits les plus importants, et rechercher comment ils ont influé sur l'ensemble de leur catégorie.

I. — *Matières nécessaires à l'industrie*

La houille. — Les importations de houille représentent environ le 1/10^e de la valeur des importations de matières premières pendant les années 1927 et 1928, pour en devenir le 1/6^e en 1930 et 1931, et presque le 1/5^e en 1932. C'est dire que la houille a tendu à prendre une place de plus en plus importante dans nos achats. Après une légère réduction en 1928, la valeur des charbons importés a cru de plus de un milliard de francs en deux ans, pour revenir en 1931 presque au niveau atteint en 1927, et passer bien en dessous en 1932. Le mouvement en poids a suivi les mêmes variations. Les charbons ont donc amplement participé au mouvement de hausse de 1929, mais ils se sont opposé ensuite au mouvement de baisse jusqu'en 1931, où ils ont commencé à céder du terrain.

Les huiles minérales. — L'ensemble de ces produits forme environ le 1/15^e de la valeur des entrées de matières premières. Leur importation a atteint son maximum en 1930 après avoir cru constamment depuis 1927, réalisant en quatre ans un progrès de plus de 900 millions de francs, soit une augmentation de moitié. Mais ce progrès s'est évanoui en 1931, où les importations d'huiles minérales se retrouvent au-dessous du niveau de 1927. Elles diminuent encore en valeur en 1932, bien qu'elles augmentent en quantité.

Les minerais divers. — Leurs importations, qui ne représentent guère qu'une part de 1/60^e, après avoir marqué un fléchissement en 1928, se sont re-

trouvées en 1929 à un niveau un peu supérieur à celui de 1927, et ont déchu ensuite très vite. Elles se sont donc conformées en gros aux importations totales de matières premières.

Le cuivre. — Il n'en est pas tout à fait de même du cuivre, qui n'a pas marqué de fléchissement en 1928, mais au contraire a cru fortement ainsi qu'en 1929. La réduction en valeur s'est fait sentir dès 1930 et s'est gravement accentuée en 1931 pour continuer en 1932.

Fers et aciers. — Les importations de ces produits sont relativement peu importantes mais elles se caractérisent par ce fait qu'elles ont cru régulièrement et fortement jusqu'en 1930, pour revenir en 1932 à peu près au niveau de 1927, bien que les quantités soient d'importance plus que double.

La laine. — Nous sommes ici en présence de l'élément le plus important de nos achats de matières premières en 1927, puisqu'il en constituait plus de la sixième partie. Cette importance a été progressivement perdue au cours des six années que nous étudions puisque les importations de laine n'ont cessé de décroître en valeur, modérément en 1928 et 1929, puis à une allure extrêmement rapide : les achats de 1932 s'élevant à 1 milliard 270 millions, et ceux de 1927 à 5 milliards 500 millions. Il faut toutefois reconnaître que le tonnage importé a été sensiblement constant jusqu'en 1930, et ne s'est réduit que de 1/5^e en deux ans, cette diminution portant presque entièrement sur 1931.

Le coton. — Les importations de coton, qui forment

environ le 1/8^e du total, ont marqué une progression continue jusqu'en 1930 (augmentation de 14 % en trois ans), puis une chute très brusque, de 1 milliard 200 millions en 1930 et 1 milliard 700 millions en 1931, soit pour les deux ans de 65 % de la valeur atteinte en 1929. La diminution n'est que de 300 millions en 1932, et elle correspond à une augmentation du tonnage.

La soie. — La valeur des importations de soie a connu son maximum en 1928. La dégression qui a suivi a été des plus rapides (91 % en quatre ans).

Les peaux et pelleteries brutes. — La valeur des importations a ici encore connu son maximum en 1928. Le mouvement est analogue à celui de la soie, quoique moins brutal.

Les graines et fruits oléagineux. — Pour ces produits, le maximum est encore en 1928, mais la réduction en 1929 est à peine sensible. Dans les années suivantes elle est relativement modérée. Le tonnage d'ailleurs ne cesse de croître. En 1932, la baisse est légère et elle correspond à une diminution du tonnage.

Les pâtes de cellulose. — Nous trouvons ici une augmentation très forte dès 1928, et la réduction s'amorce à peine en 1930. Elle est toutefois assez sensible en 1931 et 1932, années où le tonnage diminue aussi quoique dans de bien moindres proportions, surtout en 1932.

Le caoutchouc et la gutta-percha. — Le mouvement est pour ces produits, en général à la baisse, bien qu'on ait en 1929 une hausse momentanée. La

réduction d'ensemble est des plus importantes, cependant le tonnage est allé constamment en croissant jusqu'en 1930, et en 1931 il est encore à un niveau élevé.

Les bois communs. — Les importations en ont cru continuellement jusqu'en 1930 (augmentation de 50 % en quatre ans). La réduction de 1931 les ramène sensiblement au niveau de 1928. Celle de 1932 est encore plus importante (65 % en deux ans).

Le nitrate de soude. — Le mouvement des importations de ce produit comporte un fléchissement en 1928, une forte augmentation en 1929, une très forte réduction en 1930, et un relèvement notable en 1931. En 1932 la valeur redevient ce qu'elle était en 1930. Le tonnage suit sensiblement les mêmes fluctuations sauf en 1928.

En résumé :

1° La houille, les huiles minérales et huiles lourdes, les bois communs, les fers et aciers ont leur maximum d'importation en 1930; il s'agit ici en gros d'achats faits par la grosse industrie et pour la construction;

2° Les importations de minerais divers, de cuivre, de coton, de pâtes de cellulose, de nitrate sont à leur apogée en 1929; ce sont encore en partie des achats faits par la grosse industrie; en tous cas, ces deux groupes de produits réunissent, laine mise à part, les articles les plus importants dans nos importations;

3° Les entrées de soies et bourres de soie, peaux et pelleteries brutes, graines et fruits oléagineux, ont leur maximum en 1928, celles de laine et de caoutchouc en 1927. Ici sont en question surtout les produits alimentant les industries de luxe ou demi-luxe, et en particulier les textiles;

4° Les importations de presque tous les produits et en particulier des plus importants, sont en décroissance en 1931. Celles de houille, de minerais, de caoutchouc et de nitrate présentent un minimum en 1928. En 1932, elles se réduisent presque toutes, mais pour quelques-unes la diminution est relativement faible.

Donc, d'une façon très générale, les entrées de produits intéressant les industries métallurgiques ont provoqué le fléchissement de 1928 et surtout le gonflement de 1929. Elles ont tendu à limiter la baisse en 1930. Les achats de produits destinés à l'industrie du vêtement, surtout de textiles, ont fléchi très tôt, limitant l'accroissement de 1929, déterminant la chute en 1930, accélérant la réduction de 1931 qui s'observe pour la grande majorité des produits. Mais ce sont eux qui amènent les premiers le freinage de la baisse en 1932.

II. — *Denrées alimentaires*

Les importations annuelles de denrées alimentaires sont alternativement croissantes et décroissantes, les maxima ayant lieu pour les années 1927, 1929, 1931. Nous allons trouver l'origine de ces alternances dans les variations des entrées des produits les plus impor-

tants. Nous allons étudier les principaux produits dans leur ordre approximatif d'importance décroissante.

Les céréales. — Elles avaient fait l'objet en 1927 d'importations massives dont la valeur atteignait le tiers des importations totales de produits agricoles.

En 1928, les achats subissent une réduction de près de moitié pour se relever en 1929 et se réduire encore plus en 1930. Par contre, en 1931 nous importons pour une valeur presque égale à celle importée en 1929. En 1932, la valeur est presque égale à celle de 1931.

Les vins. — La valeur des vins importés représente le 1/6^e de l'ensemble. Les fluctuations sont faibles, sauf une augmentation de près de 800 millions de francs (environ 30 %) en 1931, suivie d'une réduction presque aussi importante (620 millions) en 1932.

Le café. — Les achats de café ont cru en valeur en 1928, puis décliné régulièrement, mais assez fortement par la suite; les quantités n'ont d'ailleurs pas cessé de croître. L'année 1932 présente un renversement de ces deux mouvements, mais de faible importance.

Les bestiaux et viandes fraîches et frigorifiées. — La valeur de ces importations a beaucoup diminué en 1928 et 1929, pour croître considérablement en 1930 et 1931, et se réduire fortement en 1932 (276 millions de francs contre 821 pour les bestiaux, 193 contre 631 pour les viandes). Leur mouvement accentue donc celui des céréales et des vins pour 1928 et 1931.

Les fruits de table. — Nous en avons acheté de plus en plus à l'étranger. L'augmentation a été parti-

culièrement sensible en 1928 et en 1931. Mais en 1932 l'augmentation en quantité a correspondu à une baisse en valeur.

Les sucres bruts et raffinés. — La valeur des sucres importés (environ le 1/20^e de l'ensemble) suit sensiblement les mêmes fluctuations que celle des cafés, bien que les quantités ne varient pas de la même façon.

Les eaux-de-vie. — La valeur de ces importations a cru assez fortement jusqu'en 1929, et a diminué assez lentement ensuite. Mais l'année 1932 ramène une augmentation assez sérieuse.

En résumé, les mouvements des importations de denrées alimentaires sont surtout commandés par ceux relatifs aux céréales, aux vins, aux viandes, et partiellement aux fruits, c'est-à-dire aux produits de première nécessité. A contraire, ils sont freinés par ceux relatifs aux produits dont le besoin est moins vif.

III. — *Objets fabriqués*

Les fluctuations des achats d'objets fabriqués ont été, nous l'avons vu, une progression constante jusqu'en 1930, et une légère régression en 1931, qui s'accroît en 1932.

Presque tous les produits participent à ces mouvements, en particulier les machines motrices à vapeur et autres, les pièces détachées et organes de machines, les outils et ouvrages en métaux, les carrosseries pour voitures automobiles, c'est-à-dire, en somme, les produits des industries métallurgiques.

Certains autres produits importants ont commencé leur recul dès 1930, par exemple les produits chimiques autres que le sulfate d'ammoniaque, et le papier.

Le sulfate d'ammoniaque a eu une réduction extrêmement rapide commencée en 1929.

En 1932, la réduction est générale et de l'ordre des 3/5^e pour tous les produits.

IV. — *Vue d'ensemble des importations*

Ainsi, comme leur importance le faisait présumer, les importations de matières premières ont imprimé leurs fluctuations aux importations totales. Les deux autres catégories de produits ont eu un effet non négligeable, et en particulier les importations d'objets fabriqués ont tendu, par leur croissance continue jusqu'en 1930, à atténuer l'action des autres produits, et c'est leur réduction, en 1932, qui influe le plus sur le mouvement général.

Les marchandises dont l'effet a été le plus notable sont la houille, les huiles minérales, les graines et fruits oléagineux, les textiles, les céréales, les vins, le café, les viandes, les machines, pièces détachées, outils et ouvrages en métaux, les produits chimiques.

§ II. — EXPORTATIONS

Notre commerce d'exportation a été, nous l'avons vu, de plus en plus réduit depuis 1927.

Les mouvements saisonniers qui affectent les trois catégories de produits sont en général concordants,

et ils sont de moins en moins sensibles au fur et à mesure qu'on s'approche de 1931.

Les mouvements d'ensemble sont d'accord quant au sens dans toute la période pour les objets fabriqués et pour les matières premières : la baisse est continue et progressive. Mais il n'en est pas de même pour les denrées alimentaires, dont les exportations en 1928 sont en hausse par rapport à 1927. A partir de 1929 elles subissent le sort commun.

Nous allons déterminer sous l'influence de quels articles principaux ces mouvements se sont produits.

I. — *Objets fabriqués*

Fils de coton. — La valeur des exportations de ces filés a été constamment en décroissant : de 70 millions de francs en 1928, de 108 en 1929, de 107 en 1930, de 104 en 1931, de 64 en 1932, réductions qui ramènent ces exportations aux 2/5^e de ce qu'elles étaient en 1927.

Fils de laine. — La baisse se déclanche ici aussi dès 1928, et elle est encore plus grave. Elle est de près de 1,4 milliards, sur un total de 1.732 millions de ventes en 1927.

Fils de soie. — La valeur des exportations de fils de soie n'est guère que le 1/7^e de celle des envois de fils de laine, mais ses variations en sont très différentes. En effet, les ventes de filés de soie et de bourre de soie ont beaucoup augmenté en 1928, se sont sensiblement maintenues en 1929, ont crû encore en 1930, pour se réduire en 1931 et revenir en 1932 à un niveau un peu supérieur à celui de 1927. C'est le

le seul des articles textiles qui marque ainsi une tendance à la bonne tenue aux exportations, sauf cependant en 1932.

Tissus de coton. — La valeur des exportations de ces tissus subit pendant ces cinq années une réduction considérable : 500 millions en 1928, 200 en 1929, 360 en 1930, 730 en 1931, 440 en 1932, soit en tout les 72 % de ce qu'elle était en 1927. Or, cette valeur est environ le 1/10^e de celle des exportations totales d'objets fabriqués.

Tissus de laine. — Après une augmentation de près de 60 millions de francs en 1928, la valeur des ventes de tissus de laine décroît presque aussi vite que celle relative aux tissus de coton : diminution de 1.748 millions en cinq ans, c'est-à-dire qu'elle n'est plus que le 1/5^e de ce qu'elle était en 1928. Les exportations de tissus de laine étaient presque aussi importantes que celles de tissus de coton en 1927 et 1928.

Tissus de soie. — Mêmes mouvements que pour les tissus de laine et d'égale importance; la valeur de ces exportations, si on y comprend celles faites par colis postaux, est environ les 11 % de la valeur totale.

Lingerie et vêtements. — Nous retrouvons pour cet article les mêmes variations que pour les tissus de coton, quoique de moindre ampleur en 1928. Mais la réduction en 1931 est de près de un milliard, et celle de 1932 de 560 millions, ou en définitive, pour les six années, une diminution totale de 91 %.

Pellateries ouvrées. — Les exportations de pelletteries ouvrées sont d'une valeur beaucoup moindre

que celles des articles précédents. Néanmoins elles dépassaient 400 millions pendant les trois premières années, avec le maximum en 1928. La réduction au cours des trois années suivantes a été d'environ 60 %.

Ouvrages en peau. — Leurs exportations subissent une réduction considérable en 1928 (540 millions de francs) et se relèvent de quelque 7 millions en 1929, mais elles diminuent de 106 en 1930, de 280 en 1931, et surtout de 365 en 1932. Ces réductions se totalisent aux 91 % de la valeur en 1927, et cette valeur était d'environ la 24^e partie des exportations de produits finis.

Produits chimiques. — Les variations de la valeur de ces exportations ont été relativement faibles; à une hausse légère en 1928 a succédé un état sensiblement stationnaire en 1929, suivi d'une réduction peu sensible en 1930. Par contre, en 1931 et en 1932, la diminution est importante.

Parfumerie et savons. — La valeur croît jusqu'en 1930 pour redescendre en 1931, très au-dessous du niveau de départ, et se réduire encore de 200 millions en 1932.

Médicaments composés. — Leurs exportations suivent le même mouvement, mais cependant la réduction finale est moins forte que pour la parfumerie.

Produits des industries métallurgiques. — Machines motrices à vapeur et autres, pièces détachées et organes de machines, outils et ouvrages en métaux.

L'ensemble des exportations de ces produits représentent environ les 10 % des exportations totales d'objets fabriqués. Les variations pour ces trois catégories

sont sensiblement concordantes. Le mouvement est à la hausse jusqu'en 1929, et la réduction ne s'amorce qu'à peine en 1930. Par contre, elle est importante en 1931, très importante en 1932.

Carrosseries de voitures automobiles. — Ces exportations représentent le 1/20^e des exportations totales. Leur mouvement d'ensemble est un mouvement de baisse, quoiqu'en 1929 il y ait eu un relèvement important. La réduction totale se monte aux deux tiers de la valeur en 1927.

Ouvrages en caoutchouc. — Leurs exportations ont été l'objet d'une baisse constante et considérable qui se chiffre à près des 3/4 de la valeur en 1927.

L'étude qui précède nous permet de faire les remarques suivantes :

1° Tous les produits fabriqués ont vu leurs exportations baisser, et la plupart fortement en 1931 et en 1932;

2° On peut rassembler les articles d'exportation en deux groupes qui se sont comportés différemment; le premier, qui comprend un nombre relativement restreint de produits, mais qui représente en valeur la moitié des exportations d'objets fabriqués, est celui des textiles. Dans ce groupe, la baisse a eu lieu pour presque tous les produits en 1928, pour les autres en 1929 (il faut en excepter les filés de soie), et elle a été considérable.

Les ouvrages en caoutchouc et en peau ont subi le même sort.

L'autre groupe est composé d'une part des produits chimiques, et d'autre part des produits métallurgiques auxquels se joignent des produits divers. Ici, carrosseries de voitures automobiles mises à part, les valeurs des importations se sont maintenues, ou ont été en légère hausse jusqu'à l'année 1929, l'année 1930 n'amenant qu'une baisse relativement faible. Ce sont donc les produits textiles qui ont déterminé la baisse rapide de nos exportations d'objets fabriqués. Tous les autres produits ont donné à leurs producteurs la possibilité de travailler avec profit jusqu'à l'année 1930. On ne peut plus dire de même en 1931, et l'année 1932 consacre une réduction « catastrophique » de ces exportations.

II. — *Matières nécessaires à l'industrie*

Fers et aciers, fontes. — Les exportations de l'industrie lourde ont subi de graves réductions continues et assez régulières. Pour les fers et aciers, qui constituent notre principal article dans cette catégorie, de 2 milliards 950 millions de francs en 1927, la valeur exportée est tombée à 1 milliard 055 millions. Pour les fontes les chiffres correspondants sont 366 et 53 millions, ce qui montre une diminution plus grave encore .

Houille crue, carbonisée et agglomérée. — Cet article est un des rares dans cette catégorie dont les exportations aient crû en valeur jusqu'en 1930. L'augmentation est d'ailleurs assez faible et ressort à 44 millions de francs environ. La diminution subséquente est plus importante et dépasse 400 millions.

Minerais de toutes sortes. — Les ventes de minerais ont crû en 1928 et se sont maintenues en bonne position jusqu'en 1930. Par contre, la baisse de 1931 les a ramenées au-dessous du niveau de 1927. Celle de 1932 a été de 130 millions de francs.

Cuivre. — Nos envois de cuivre ont crû en valeur jusqu'en 1930 avec une augmentation de 136 millions. Malheureusement, la baisse en 1931 les ramène à 177 millions, moins de la moitié du chiffre atteint en 1930. L'année 1932 présente une nouvelle réduction de 100 millions.

Laines et déchets de laine. — Les expéditions de cet article ont déchu lentement en 1928 et 1929, puis très brusquement en 1930, 1931 et 1932. La réduction totale est les trois quarts de la valeur de 1927.

Soies et bourres de soie. — Ces exportations sont l'objet d'une baisse considérable en 1928, qui est suivie d'un relèvement en 1929. Mais la baisse reprend en 1930 et continue en 1931 et en 1932. Le chiffre de 1932 est le 1/15^e du chiffre de 1927.

Peaux et pelleteries brutes. — La valeur de ces exportations reste à un niveau élevé jusqu'en 1929 avec un maximum en 1928. Mais la baisse qui survient est foudroyante : 700 millions en trois ans sur une valeur de 926 millions en 1929.

Bois communs. — Après un léger maximum atteint en 1928, ces exportations se réduisent à une cadence accélérée dans les années suivantes. La valeur en 1932 n'est guère que les 20 % de la valeur relative à l'année 1927.

La conclusion à tirer est que la valeur des expor-

tations des demi-produits (sauf le cuivre) et des textiles, qui représentent la partie la plus importante des ventes de cette catégorie, a diminué constamment pendant notre période et surtout en 1931 et 1932. Pour les autres articles, et en particulier les produits bruts, la baisse, pour rapide qu'elle fût, n'a commencé nettement qu'en 1930.

D'autre part, tous les produits participent, et en général largement, à la réduction de 1931 et de 1932.

Enfin, l'importance particulière des exportations en 1927 est imputable aux fers et aciers, à la fonte et à la soie.

III. — *Produits d'alimentation*

Vins (mistelles comprises). — Les exportations de vins représentent le cinquième des exportations totales de cette catégorie. Elles ont augmenté légèrement jusqu'en 1929, puis déchu assez fortement ensuite (750 millions en trois ans).

Sucres bruts et raffinés. — Après une assez forte augmentation en 1928, presque maintenue en 1929, est intervenue une baisse assez sensible de 200 millions de francs, proportionnellement égale jusqu'en 1931 à celle qui est intervenue pour les vins. La baisse de 1932 est insignifiante, et elle correspond à une augmentation en quantité.

Pommes de terre. — Nos envois de pommes de terre ont déchu jusqu'en 1930 et se sont relevés de 60 millions en 1931. L'année 1932 ramène une baisse importante de 137 millions de francs.

Légumes frais. — Au contraire, ceux de légumes frais ont augmenté jusqu'en 1929 et diminué ensuite;

mais, si la réduction relative à 1930 est assez forte (40 millions), celle de 1931 est minime. Celle de 1932 est considérable et dépasse 100 millions.

Fruits de table. — Nos expéditions de fruits ont dépassé légèrement en 1929 le niveau atteint en 1927, après avoir fléchi en 1928, mais en 1930 et 1931 elles ont subi des réductions de plus de 100 millions par an, en 1932 de 150 millions.

Fromages et beurres. — Les exportations de ces deux articles ont été l'objet d'augmentations en 1928, plus importantes d'ailleurs pour les fromages. Mais alors que les envois de beurre se sont réduits dès 1929 pour parvenir en 1931 à la moitié de la valeur de 1927, ceux de fromage ont crû encore en 1929, se sont maintenus en 1930 et n'ont diminué que modérément en 1931. Les réductions ont été du même ordre pour les deux articles (environ 20 millions) dans l'année 1932.

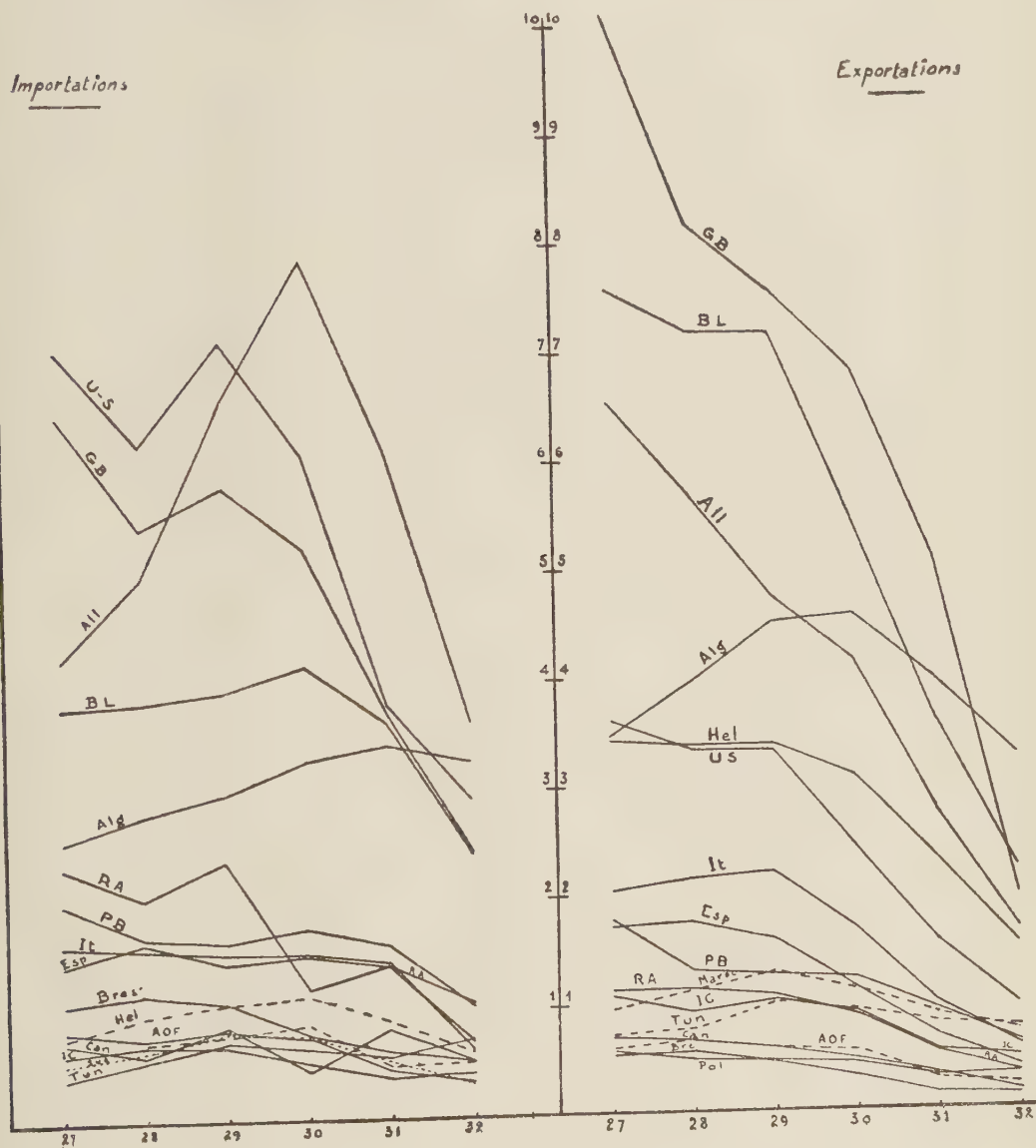
En somme, pour les denrées alimentaires, l'augmentation observée en 1928 provient principalement des sucres, des légumes frais, des fromages, des eaux-de-vie, des œufs de volailles et de gibier. La baisse qui suit est à peine sensible à cause surtout de la bonne tenue des exportations de vins, eaux-de-vie, sucres, légumes frais et fromages. La diminution de 1931 n'est pas très forte, car certaines réductions sont très faibles, et on note même des augmentations (pommes de terre). L'année 1932 présente des réductions très sensibles pour tous les articles importants, les sucres exceptés.

IV. — *Vue d'ensemble des exportations*

La diminution continue et accélérée de la valeur de nos exportations provient donc pour les trois premières années des réductions souvent considérables de la valeur de nos envois de produits textiles, ouvrés ou non, et de certains demi-produits de l'industrie lourde. Pour l'année suivante, la réduction devient plus intense et porte en particulier sur les produits métallurgiques et chimiques, sur presque toutes les matières premières, sur tous les produits alimentaires. En 1931, les exportations sont réduites sur tous les articles et gravement sur la majorité d'entre eux. Cet état de choses se retrouve en 1932 à peu près sous les mêmes formes.

Nous avons noté que, sauf pour ce qui intéresse le vêtement (textiles et peaux) et les fers, fontes et aciers, la production industrielle et agricole n'avait pas vu ses débouchés extérieurs se restreindre gravement jusqu'en 1930. Au contraire, toutes les productions sont à l'unisson pour 1931 et 1932. Il en résulte que pour ces dernières années nous pouvons dire que tous nos clients ont réduit leurs achats. Pour les années précédentes, des discriminations sont à faire.

TABLEAU III
COMMERCE EXTÉRIEUR PAR PAYS
 Valeurs réelles annuelles (En milliards de francs)



CHAPITRE III

LES VARIATIONS

DU COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS

AVEC LES DIFFERENTS PAYS

Nos achats ou nos ventes extérieurs sont assez spécialisés par pays. Tel pays fournit presque exclusivement des matières premières et des produits alimentaires; à tel autre nous n'envoyons guère que des produits fabriqués. Nous devons donc retrouver dans les mouvements du commerce extérieur avec chaque pays les éléments des variations qui frappent notre commerce dans son ensemble.

Nous avons porté sur deux graphiques les variations de nos importations et de nos exportations avec les pays pour lesquels la part dans chacun de ces mouvements est au moins égale à 0,5 %.

Nous y avons observé que nos fournisseurs peuvent, d'après l'importance de leurs envois, être rassemblés en plusieurs groupes. D'abord nos gros fournisseurs, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Allemagne et Union Belgo-Luxembourgeoise dont le moins important nous fournit aux environs de quatre milliards de marchandises par an et dont l'ensemble des envois constitue environ 40 % de nos

importations. Puis vient un groupe de fournisseurs d'importance moyenne mais assez nombreux nous fournissant chacun au moins pour un milliard et demi de marchandises et dont l'ensemble constitue environ 18 % de nos importations. Ce sont l'Algérie, dont la tendance est très nette à passer dans le premier groupe, la République Argentine, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie.

Vient ensuite un groupe d'Etats nous fournissant entre 2 % et 0,5 % de nos importations et dont l'ensemble réunit environ 14 % de nos importations. Il y a là une dizaine d'Etats dont les plus constants sont la Suisse, le Brésil, la Suède, l'Afrique Occidentale Française, la Tunisie, l'Egypte, l'Indochine, les autres étant l'U.R.S.S., le Japon, le Canada, le Maroc, Madagascar, la Roumanie.

Enfin la foule des autres Etats dont l'importance des envois ne dépasse pas individuellement 0,5 % de nos achats et dont l'ensemble forme cependant 28 % de nos importations. Les variations dans le commerce avec chacun de ces Etats n'a qu'une importance minime sur le total de nos mouvements d'affaires. C'est ainsi, par exemple, que pour le Danemarck, on observe une variation entre 1927 et 1928 de 25,3 % pour les importations. Or ce pays ne nous envoie par an qu'environ 0,20 % de nos achats.

La variation dans notre commerce d'importation total du chef du Danemarck ne ressort donc qu'à — 0,05 %.

Pour ces Etats on ne peut considérer que l'ensemble, car leur nombre est tel que les compensations sont à

peu près parfaites et leurs envois portent sur des marchandises extrêmement variées. Le pourcentage reste sensiblement constant, au moins jusqu'en 1930 pour les exportations et jusqu'en 1931 pour les importations, l'importance du total des importations de ces Etats reflète tout simplement les variations du total de nos achats (1). On ne peut en dire autant des variations qui affectent notre commerce avec les Etats des deux premiers groupes et avec certains groupements des Etats du troisième groupe.

En effet, si nous prenons, par exemple, les variations de nos importations venant d'Allemagne entre les années 1927 et 1928, l'augmentation des importations de 1928 sur 1927 est de 17,1 %. Or, la part de l'Allemagne dans nos importations de 1928 est de 9,28 %. La variation du chef de l'Allemagne sur l'ensemble de nos importations est donc de 1,6 %, nous nous rendons compte que ce mouvement compense à peu près exactement la diminution de nos achats en Angleterre qui est de — 16,5 % pour une part d'environ 10 %, ce qui nous fait une diminution du total de 1,65 %.

(1) Les pourcentages sont les suivants (les 21 puissances les plus importantes exclues):

ANNÉE	IMPORTATION	EXPORTATION
1927	29,5 %	13 %
1928	29 %	14 %
1929	27 %	9 %
1930	27,5 %	12 %
1931	20,4 %	12 %
1932	21 %	18 %

L'importance de ces variations est donc environ 35 fois plus grande que celle des variations dues au Danemark envisagé plus haut. A priori, c'est donc l'étude des Etats les plus importants qui nous permettra de tirer des conclusions vraiment intéressantes, aussi nous passerons en revue les Etats par ordre l'importance croissante et nous commencerons par ceux du troisième groupe, laissant de côté les très petits fournisseurs.

I. — *Les petits fournisseurs*

Sans ignorer la part quelquefois assez rapidement grandissante de certains des Etats que nous avons rangés dans ce groupe, nous constatons que les variations des envois de ces Etats sont d'assez faible importance et sont en général de même sens. Après une régression de 1926 à 1927 à peu près égale pour tous sauf pour l'Espagne, pour laquelle l'augmentation compense assez exactement la diminution du Brésil, on observe une légère croissance de 1927 à 1928, le Brésil ayant remplacé l'Espagne. Cette croissance continue de 1928 à 1929 avec tendance à s'atténuer en 1930, d'autant plus que deux Etats qui avaient pris tout à coup assez d'importance en 1929 se voient en assez brutale régression en 1930; nous voulons parler du Canada et de l'Egypte; au contraire, l'U. R. S. S. continue sa marche ascendante, quoique avec plus de modération. En 1931, il y a une réduction sensible pour presque tous, qui ramène leurs envois au niveau de 1927. L'année 1932 montre des mouvements divers qui ne modifient pas sensiblement l'ensemble.

Dans ce groupe, où figurent la plupart de nos colonies et pays de protectorat, on aimerait constater une augmentation des importations en provenant par rapport à celles des autres pays de ce groupe, il n'en est malheureusement rien, sauf seulement en 1932.

2. — *Les fournisseurs moyens*

Les Etats du deuxième groupe sont, au point de vue de leurs envois en France, d'une caractéristique assez nette : ce sont tous, sauf les Pays-Bas en partie, des pays qui nous procurent surtout des denrées alimentaires ou des produits animaux tels que la laine.

On peut mettre à part l'Algérie, qui est un pays à monnaie franc et qui n'intervient pas à proprement parler dans notre balance commerciale. L'augmentation assez rapide des envois de l'Algérie constitue seulement un gage de l'augmentation du pouvoir d'achat des agriculteurs algériens. Ceci ne peut être que vu d'un bon œil par l'industrie française. Du fait de cette augmentation, l'Algérie rattrape en 1931 les plus importants fournisseurs et se range parmi eux en 1932. Le mouvement général des importations des autres pays du groupe est une diminution après avoir été, Italie mise à part, une augmentation en 1927. Cette réduction est particulièrement sensible en 1932 et vient mettre ces pays au rang de ceux du premier groupe étudié.

Quelques chiffres vont justifier les principaux mouvements indiqués plus haut.

Algérie. — L'augmentation de 1928 sur 1927 résulte surtout des envois de blé, 259,7 millions de plus qu'en

1927, augmentation compensée en partie par une diminution de 125,8 millions de francs sur les vins. En 1929 le mouvement continue et malgré une diminution de 122 millions de francs sur les céréales, l'augmentation est très nette et provient en partie d'un accroissement de 248,3 millions de frs sur les vins. En 1930 l'augmentation se poursuit et porte principalement sur les céréales (accroissement de 231,1 millions de francs) et les viandes (+ 130,4). En 1931, c'est l'inverse : à une augmentation sur les vins de 710,8 millions correspond une diminution sur les céréales (— 264,7) et sur les bestiaux (— 100,6). La réduction de 1932 est peu sensible, grâce à des augmentations importantes sur certains articles (céréales + 278).

En résumé, nos besoins de denrées alimentaires particulièrement intenses en 1929 et 1931 ont été de plus en plus couverts par les envois algériens. L'augmentation générale des importations de denrées alimentaires constatée en 1927, 1929, 1931 provient en partie de là. L'origine des deux dépressions observées en 1928 et 1929 doit être recherchée ailleurs.

Italie. — Les importations décroissent légèrement mais régulièrement depuis 1927 jusqu'en 1931, puis fortement en 1932. En 1928 on note une augmentation de 68,7 millions de francs de soie compensée en partie par une réduction de 45,9 millions sur le chanvre. En 1929 la diminution résulte surtout d'une réduction de 131 millions sur les soies et bourre de soie. En 1930, réduction nouvelle sur les soies de 48 millions, sur le chanvre de 54,4 millions avec une augmentation sur les fruits de table de 24,1 millions.

L'Italie, qui nous envoyait pour 28,2 millions de francs de bestiaux en 1930, nous en envoie pour 252,7 en 1931, soit 224,5 d'augmentation. Elle nous envoie également 852.600 hectolitres de vin contre 144.400 en 1930; par contre, les envois de soie et de chanvre continuent à diminuer fortement. En somme, accroissement des envois de denrées alimentaires, diminution grave des envois de matières premières marquant le marasme de nos industries textiles. Mais l'Italie, jusqu'en 1931, améliore sa position relative, puisque la diminution de ses envois est proportionnellement bien inférieure à la réduction de nos importations.

En 1932 la réduction porte sur tous les articles, mais particulièrement sur les bestiaux (— 242), les soies (— 105), les fromages (— 61), le chanvre (— 25)

République Argentine. — Les mouvements sont plus importants. La réduction en 1928 porte sur l'ensemble des importations. En 1929, l'augmentation est la plus forte sur les céréales (+ 396 millions), compensée en partie par une réduction sur les laines (— 135,8). En 1930, diminution considérable dont les éléments principaux sont les bovins (— 329,5) et les céréales (— 84,7 millions de francs). En 1931, relèvement sensible, malgré la baisse des prix qui réduit la valeur des envois de laine de 122,4 millions de francs, mais, par contre, les viandes entrent en France à concurrence de 14,5 millions de quintaux contre 5,7 en 1930 : ici encore, réduction des importations de matières premières. Nouvelle et importante réduction en 1932 (360 millions) répartie proportionnellement sur tous les articles.

Nous trouvons ainsi une origine partielle de la réduction de nos importations de denrées alimentaires en 1930. Pour les matières premières, les chiffres fournis expliquent pour leur part le mouvement général de baisse indiqué par la courbe. Les envois de ce pays sont un élément notable du recul des matières premières et des produits alimentaires en 1932.

Pays-Bas. — Leurs envois en France sont réduits de 300 millions de francs en 1928, répartis à peu près proportionnellement sur tous les articles. Puis en 1929 la réduction est beaucoup moindre et si nous voyons une large baisse sur les viandes fraîches ou frigorifiées (— 137 millions), cette baisse est en partie compensée par un accroissement sur la houille de 116.7 millions.

En 1930, la houille reste en augmentation de 94 millions accompagnée par les viandes, en augmentation aussi de 112.7 millions de francs.

En 1931, réduction en valeur, mais augmentation sensible en quantité. Les mouvements de ces importations sont en opposition avec ceux des denrées alimentaires et des matières premières. Réduction de plus de 500 millions en 1932, dont les principaux éléments sont les viandes (— 128), la houille (— 230).

Espagne. — La hausse très nette de 1926 continue en 1927 ; elle porte en particulier sur les œufs (+ 96,4 millions). En 1928 se produit une grosse réduction sur les vins de 316,8 millions de francs. En 1930 intervient un renversement du mouvement par augmentation sur les fruits de table (+ 122,5 millions), le plomb (+ 35,4 millions) et malgré une réduction des envois de vins de 71,6 millions de francs.

L'augmentation des envois des produits agricoles se poursuit en 1931, les vins y compris; au contraire, les matières premières, plomb, soufre et minéraux divers, sont en diminution. Mais 1932 amène une réduction de 700 millions dont l'élément principal est une baisse de 308 millions sur les fruits de table.

Les variations, pour l'Espagne, aident à justifier celles des importations de denrées alimentaires.

Pour l'ensemble des pays du deuxième groupe, nous constatons donc une augmentation des importations de denrées alimentaires compensée, et au delà, par des réductions sur les matières premières, surtout textiles. Ceci aide à expliquer la bonne tenue de nos importations de produits agricoles, qui ne reculent que lorsque les récoltes sont excellentes, et au contraire le déclin des importations de matières premières.

Cependant, si l'on groupait les importations totales de ces pays, on trouverait une somme sensiblement constante. Ce n'est donc pas ici que nous trouverons la véritable explication des mouvements de nos importations. Il faut pour cela étudier les quatre pays qui sont nos plus importants pourvoyeurs.

3. — *Les gros fournisseurs*

Le petit groupe de ces fournisseurs peut se partager en deux sous-groupes. D'un côté, les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre, dont l'importance des fournitures subit sensiblement les mêmes fluctuations avec une tendance caractérisée à la baisse, et de l'autre l'Allemagne et la Belgique, nos voisins immédiats de l'Est qui, après une réduction en 1927, voient leurs

envois croître régulièrement et, pour l'Allemagne, avec une grande rapidité jusqu'en 1930.

L'année 1931 remet les quatre puissances dans la même situation, il y a une baisse très forte pour toutes, qui se prolonge en 1932 avec une importance augmentée pour nos voisins de l'Est, réduite pour nos fournisseurs d'outre-mer.

C'est ainsi que les Etats-Unis, qui nous envoyaient en 1927 plus de 7 milliards de marchandises, ne nous en envoient plus que pour 6 milliards en 1930, pour 3 milliards 805 en 1931 et pour 2,918 en 1932.

L'Angleterre voit ses fournitures passer de près de 6.500 millions à 5.250 millions, à 3.724, puis à 2.457 aux mêmes dates. Au contraire, l'Allemagne passe d'un peu plus de 4 milliards à presque 8 milliards de francs, pour redescendre 6.131 millions en 1931, et à 3.618 en 1932, et l'Union Belgo-Luxembourgeoise passe de 3.790 millions à 4.161 millions en 1930, pour revenir à 3.635 millions en 1931 et à 2.440 en 1932.

a) *Etats-Unis d'Amérique.* — Les Etats-Unis nous fournissaient en 1926 tout près de 8 milliards de francs de marchandises. Ce chiffre imposant tombe déjà en 1927 à 7.065.836 milliers de francs, puis en 1928 à 6.201.150 milliers de francs, soit une diminution de un milliard par an.

En 1928, les denrées alimentaires et les textiles sont en diminution, les produits industriels sont au contraire en augmentation, mais cet accroissement est loin de compenser la diminution signalée. En 1929, ces derniers produits continuent leur mouvement en l'amplifiant (les autres sont en hausse légère), ce qui

amène le renversement de l'effet total, puisque nous sommes en présence d'une augmentation générale de près de un milliard. Ce progrès est annulé en 1930, où l'on revient au chiffre de 6.089 millions de francs à cause surtout du recul portant sur les matières premières et objets fabriqués. Ce recul s'accroît en 1931 pendant qu'au contraire les produits agricoles bénéficient de la baisse des prix et marquent une légère avance. En 1932 la réduction est générale.

Donc pour les matières premières nous assistons à une diminution en 1928, à une légère augmentation en 1929, puis à une réduction croissante en 1930, 1931 et 1932 : mouvements en conformité de sens avec ceux de la courbe 3 du tableau I.

Pour les denrées alimentaires, nous observons la même similitude avec la courbe 2. Pour les objets fabriqués, nous trouvons encore un mouvement de même allure générale qu'à la courbe 1, mais le maximum est atteint en 1929, et en 1930 la régression est amorcée.

Pour l'ensemble, on peut remarquer que la courbe relative aux Etats-Unis sur le tableau III des importations a la même allure que la courbe 7 du tableau I (importations totales), mais les amplitudes sont plus marquées, surtout pour 1928 et 1930. Cela provient surtout du fait que les importations d'Allemagne varient en sens contraire, ainsi que nous le verrons plus loin .

Les chiffres suivants donnent en millions de francs les principales augmentations ou diminutions par année pour les plus importants produits..

1928. Céréales, —987,6; Tabac, —61,4; Coton, —193,6.
Cuivre +283,1; Machines motrices, +93,5; automobiles, +68,2.
1929. Céréales, +44,2; Tabacs, +56; Coton, +69,9.
Cuivre, +239,7; Machines motrices, +145,6; Huiles minérales, +197,8.
1930. Tabacs, +101,7; Coton, —528,8.
Cuivre, —401,5; Machines motrices, —86,5.
1931. Tabacs, —108,3; Coton, —1068,2; Huiles minérales, —750,4.
Cuivre, 212,3; Machines motrices, —107,7; Automobiles, —103,9.
1932. Céréales, —90; Coton, —74; Pétroles, —167.
Cuivre, —211,6.

b) *Grande-Bretagne.* — Les mouvements des envois de Grande-Bretagne concordent avec ceux des envois des Etats-Unis depuis 1927 avec des amplitudes cependant un peu différentes, surtout pour l'année 1927. Cette année avait donné une somme d'importations de 6.472 millions de francs à peine inférieure à celle afférente à 1926. Au contraire, 1928 est marquée par une chute brusque de plus de un milliard, ramenant les envois anglais à la somme de 5.477 millions. Cette réduction porte principalement sur la houille 295.284 millions de francs (— 915,5 millions de tonnes), le goudron — 79.793, le coton en laine — 47 6. En contrepartie quelques augmentations notables : cuivre, + 39,7; produits chimiques, + 34,3; machines motrices, + 46 millions de francs.

L'année 1929 amène une amélioration de 350 millions de francs provenant surtout de la houille (+ 663,4), des machines et pièces détachées (+ 103,7), augmentations balancées en partie par des réductions dont une importante sur les laines et déchets de laine de 395,9 millions de francs.

En 1930 se produit une nouvelle réduction de 578 millions de francs portant surtout sur les embarcations, — 42,1; les perles fines, — 147,5; les laines, — 150,7 millions de francs. La réduction s'accroît en 1931 et porte surtout sur la houille, le caoutchouc, la laine, les fils et tissus divers, nous refusons donc de plus en plus les produits industriels anglais. En 1932, la baisse est encore du même ordre, mais elle épargne les produits textiles, dont certains marquent une augmentation sensible. Les autres produits industriels en sont d'autant plus touchés (houille, — 386,5; machines, — 133,8; pièces détachées, — 30,4; outils et ouvrages en métaux, — 37; fers et aciers, — 30; caoutchouc, — 23; peaux et pelleteries brutes, — 44).

Contrairement à ce qui se passe pour les Etats-Unis, les mouvements n'affectent ici que les matières premières et les produits industriels. On voit facilement que ces mouvements sont en concordance avec les courbes 1 et 3 du tableau I avec cette réserve que les importations d'objets fabriqués anglais amorcent leur chute dès 1930...

Les fluctuations d'ensemble des importations anglaises sont proportionnellement plus violentes que celles de nos importations totales, car leurs excès sont atténués par les variations des envois allemands.

En 1932, la chute est impressionnante : 2.500 millions répartis à peu près proportionnellement sur tous les produits. Cependant les articles des industries métallurgiques y participent pour près de 1 milliard. Seul le nitrate de soude marque une progression importante (125 millions).

Ici donc, bien plus encore que pour la Belgique, la courbe ressemble à la courbe 1 de notre tableau I avec des variations d'amplitude plus forte. Les chiffres que nous venons de citer indiquent que nos achats en Allemagne portent presque uniquement sur les objets fabriqués. On peut donc dire que ce sont les envois allemands qui régissent nos importations de produits industriels.

e) C'est l'ensemble des quatre pays de ce premier groupe qui détermine l'aspect général de notre commerce d'importation. En gros, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont agi sur les entrées de matières premières, l'Allemagne a imprimé son action sur nos achats de produits industriels.

§ II EXPORTATIONS

Comme pour les importations, nous pouvons former avec nos clients une série de groupes constitués par des Etats offrant des caractères communs relativement à leurs achats en France. Un premier groupe réunira la Grande-Bretagne, l'Union Belgo-Luxembourgeoise et l'Allemagne ; un deuxième les Etats-Unis, la Suisse, l'Algérie et l'Italie. L'Algérie apparaissant cependant comme un cas un peu particulier. Enfin un troisième groupe formé par tous nos autres

clients dont les achats n'ont subi que des variations faibles la plupart du temps et justiciables simplement de la baisse générale des prix.

Pour tous ces pays, la règle générale est la baisse de la valeur des achats, baisse assez régulière d'ailleurs, mais très inégale entre les différents clients, seule l'Allemagne fait exception en 1927.

1. — *Les clients importants*

a) *Grande-Bretagne.* — La Grande-Bretagne était et reste notre meilleur client jusqu'en 1931. Mais l'importance de ses achats en France s'est réduite de plus de moitié en cinq ans. Elle s'est encore réduite en 1932 de plus de la moitié de ce qu'elle était en 1931.

Déjà en baisse en 1927, par rapport à 1926, nos exportations subissent une réduction de plus de 2 milliards de francs en 1928. En 1929 et 1930, la réduction est moins grave puisqu'elle est d'environ 700 millions par an. Mais en 1931 la chute redevient presque verticale : presque deux milliards de francs, et elle est encore plus accentuée en 1932.

Nous constatons que nos exportations en Grande-Bretagne portent pour une grande part sur les objets fabriqués et une très faible sur les denrées alimentaires. Le mouvement constaté sur les premiers, une régression constante, explique donc le mouvement général de nos exportations de produits industriels, mais l'amplitude de la variation en est plus grande. Il faut noter en 1932 une restriction considérable des achats de denrées alimentaires.

Variations positives ou négatives les plus notables en millions de francs.

	1928	1929	1930	1931	1932
	—	—	—	—	—
Laines	+ 60,6	—101,7	—104,8		— 59
Fils de laines.....			— 67 (1)		—203(6)
Tissus de laine.....		—111,5	— 79,4(2)	— 86,2	—325(7)
Tissus de soie.....	+139	—128	—261,5(3)	— 97,1	—438
Tissus de coton.....	—187,8	— 33,2			— 90
Peaux préparées	—121,6				—105
Pelletteries ouvrées			— 46,4		— 78
Lingerie et vêtements...		+ 54,3	+ 59,5	—515(5)	—307
Ouvrages en caoutchouc.	—101,2				
Automobiles	— 90,7	— 39,4			— 30
Fers et aciers	—218,7	—117,2	+ 33,6(4)		—188
Œufs, volailles et gibiers.		— 56			— 10
Pommes de terre.....		— 64,7			—124(8)
Fruits de table.....		+ 41,2			— 55
Légumes frais					— 55
Vins et eaux-de-vie.....					—125

(1) 62.095 qx contre 64.565 qx.

(2) 64.112 qx contre 67.605 qx.

(3) 2.766.107 kil. contre 3.447.647.

(4) 5.597.492 qx contre 4.450.314.

(5) Plus de 60 %.

(6) 97 %.

(7) 92 %.

(8) 99 %.

b) *Union Belgo-Luxembourgeoise.* — Nos exportations en Belgique varient comme nos envois en Grande-Bretagne. Mais alors que la baisse est très rapide dès 1928 pour l'Angleterre, elle n'est très brusque qu'en 1930 et 31 pour la Belgique. Elle est relativement modérée en 1932. Il est vrai qu'en 1927, il y avait eu un rétrécissement considérable de nos expéditions à destination de l'Union. Le total pour 1927 est de près de deux milliards et demi plus faible que pour 1926. Au contraire, les années 1928 et 1929 sont à peine défavorables pour notre commerce. Mais en 1930 et 1931 la chute est plus rapide que pour aucun autre pays, réduisant d'environ trois milliards et demi en deux ans un commerce qui dépassait encore 7 milliards. La chute de 1932 ramène la valeur de nos envois à 2 milliards 250 millions de francs.

Nous voyons immédiatement, puisque nos envois comportent surtout des objets fabriqués, que la fermeté en 1928 et 1929 aide à donner à notre courbe 4 du tableau I sa relative horizontalité pendant cette période. Ensuite, la Belgique participe largement à la chute de nos exportations.

Variations positives ou négatives les plus notables en millions de francs.

	1927	1928	1929	1930	1931	1932
	—	—	—	—	—	—
Laine	—169,8	+ 90,8		—383,4	—139	— 70
Tissus de laine.....	—85,8			—109		— 45
Fils de laine				— 89,7		— 67
Fils de lin				— 79		— 16
Tissus de soie	—150,9					— 50
Tissus de coton.....	— 52,6			— 50		— 26
Lingerie et vêtements.....	— 53,7					
Fers et aciers		— 55,6	— 57,4	—136,6	— 91	—110
Pelletteries préparées		— 57,8				— 23
Ouvrages en métaux.....	—241,7			+ 68,7	— 86,4	— 53
Automobiles	—148					— 55
Chlorure de K		+ 86	+ 43,9		—105,5 ⁽¹⁾	—101
Peaux et pelletteries brutes.		+ 87,1	— 81,2	—146,6	— 79,7	— 26
Houille			+ 63,3	—174,5		— 40
Céréales				+ 64		
Vins					— 99,2	— 36

(1) 3.9 millions de qx contre 6,3.

Ici, comme pour la Grande-Bretagne, les réductions portent surtout sur nos produits textiles. Mais nos produits métallurgiques sont également touchés. Cette baisse importante de nos exportations fait passer en 1931 la Belgique au troisième rang de nos clients. L'Union ne regagne un rang en 1932 qu'à cause du recul impressionnant des achats anglais.

c) *Allemagne.* — Après une augmentation considérable par rapport à 1926 et à peu près unique, nos exportations descendent rapidement du maximum atteint en 1927. Nous voyons immédiatement que la courbe correspondante affecte la même forme que les courbes 4 et 6 du tableau I. Nous allons voir qu'en effet nos exportations en Allemagne portent surtout sur les objets fabriqués et un peu sur les matières premières. L'Allemagne est donc responsable autant que la Grande-Bretagne et que l'Union Belgo-Luxembourgeoise de la ruine de nos exportations. Mais ici le cas est plus grave, car ce mouvement de régression correspond à une ascension foudroyante des envois allemands en France.

Les produits qui pâtissent de cet état de chose sont encore les produits textiles, surtout pour les années 1928 et 1929. Les produits métallurgiques sont surtout atteints en 1931. Ce sont tous les produits, même les denrées alimentaires, dont les envois sont réduits en 1932.

Variations positives ou négatives les plus notables en millions de francs.

	1927	1928	1929	1930	1931	1932
	—	—	—	—	—	—
Laines		—150	— 42,1	— 85,9		— 21
Fils de laine	+452,5	—285,5	— 97,8	— 59,5	— 87,4	—120
Fils de coton	+215,8	— 58,8	—112,6			
Tissus de coton	+329	—101,5	—171			— 33
Tissus de soie	+ 52,7			+ 28,1 ⁽²⁾	— 87,9	— 32
Peaux préparées	+1268	—175			— 93,2	— 29
Peaux brutes	+105,7		— 46,1		— 74,5	— 51
Minerais divers		+ 52,1	— 32,1			— 43
Fers, fontes et aciers....	+331,7	— 93,5	— 91,8		—180,3	— 149
Outils et ouvrages en mé-						
taux	—209,4 ⁽¹⁾				— 77,2	— 55
Houblon						
Vins	—101,2			— 65		
Céréales						— 24
Fruits de table						— 38

(1) Correspondant à une augmentation de 700.000 qx.

(2) 338.362 kos. contre 281.850.

2. — *Les clients moyens*

a) *Etats-Unis d'Amérique.* — Ici, comme ailleurs, nous perdons rapidement les avantages que nous avait valus la prime à l'exportation due à la dévalorisation du franc. Déjà en 1927 la réduction est de 300 millions de francs. En 1928 elle est de 280 millions portant surtout sur les lingerie et vêtements — 93,1 millions et bien qu'il y ait des excédents dont un important sur les objets de collection : + 67,4 millions de francs. En 1929 le total ne change guère, mais il y a des variations assez sérieuses en sens contraire sur certains articles : ouvrages en peau ou en cuir + 43, pierres gemmes + 40,4, papiers — 30,3, lingerie et vêtements — 34,7, tissus de soie — 40,3. Un fléchissement considérable se produit en 1930 : 900 millions de francs. Sont en cause principalement les tissus de soie, en réduction de 79,7 millions de francs (664.974 kilos contre 931.422), les lingerie et vêtements, de 153, les peaux et pelleteries brutes de 89,7, les perles fines de 44,6, les pierres gemmes de 75,9. Le fléchissement porte donc sur les objets de luxe ou demi-luxe. Les commerces de luxe et du vêtement sont encore les principales victimes de la réduction de 900 millions de francs afférente à 1931; on note en particulier : ouvrages en peau ou en cuir — 98,5, tissus de soie — 86,6, lingerie et vêtements — 93,4, fleurs, feuillages et fruits artificiels — 69,7 millions de francs. La baisse, en 1932, affecte encore les mêmes articles : peaux brutes — 53, tissus de soie — 64, lingerie et vêtements — 49, ouvrages en peau — 48.

L'analogie de la courbe des Etats-Unis avec celle de nos exportations totales d'objets fabriqués est très nette. Les variations sont concordantes, les amplitudes analogues. Les Etats-Unis participent ainsi à la réduction de notre commerce d'exportation mais moins que les Etats du premier groupe. Ils perdent cependant un rang au profit de la Suisse.

b) *Suisse* (H sur le graphique). — Nos exportations vers la Suisse sont restées à un niveau satisfaisant jusqu'en 1929 après une baisse un peu sensible en 1927. Il y eut cependant des variations assez considérables sur certains produits. C'est ainsi qu'en 1928 nous y avons expédié pour 90 millions de fils de soie en plus et pour 135 millions de francs de soie 57,8 de peaux préparées, 67,4 d'automobiles en moins qu'en 1927. En 1929, nous y envoyons en plus 41 millions de francs de soie et bourre de soie, en moins 28 4 millions de francs d'ouvrages en caoutchouc et 67,3 de tissus de coton. En 1930, la réduction de la valeur de nos envois est assez sensible. Les variations importantes sont les suivantes : céréales + 88,8 millions de francs (962.542 quintaux contre 34.052), coton + 37,3, fil de soie + 63,4, houille + 78 7, laine — 58,7, soie — 51,2, tissus de laine — 37, tissus de coton — 41,5, tissus de soie — 32 8. La réduction est considérable en 1931, 800 millions, portant en particulier sur : la laine — 30,4, les soies — 54,7, les fils de soie — 37,8, les tissus de soie — 85,3. C'est encore notre industrie textile qui pâtit et en particulier celle de la soie. Elle est encore atteinte en 1932, mais nos autres productions aussi : céréales — 48, fers et aciers — 57,

houille — 37, fils de soie — 80, tissus de soie — 60, outils et ouvrages en métaux — 27, automobiles — 24.

c) *Algérie*. — L'Algérie a constitué pendant ces six années le seul client vraiment intéressant par ses rapides et encourageants progrès qui contrastaient heureusement avec les régressions à peu près générales de tous les autres. L'industrialisation de l'Algérie, ou tout au moins son perfectionnement technique a attiré chez elle pour 37,1 millions de francs de machines motrices, 48,4 d'outils et ouvrages en métaux, 76 de voitures automobiles de plus en 1928 qu'en 1927; une seule réduction importante à signaler sur les tissus de coton : 64,8 millions de francs.

En 1929, le mouvement est beaucoup plus rapide et l'on observe les variations principales suivantes : tissus de coton + 118,2, voitures automobiles + 56, outils et ouvrages en métaux + 50,2, machines motrices + 35,1, pièces de machines + 37,2, matériaux + 31,5 millions de francs, par contre lingerie et vêtements -- 40,6.

En 1930, ralentissement sensible de la progression, ralentissement qui est de mauvais augure pour les années suivantes. La plupart des articles ne sont l'objet d'aucun changement notable. On peut seulement citer les outils et ouvrages en métaux en augmentation de 17,7 millions de francs.

Pour 1931 le recul apparaît avec une diminution d'environ 600 millions de francs, dont encore une fois notre industrie textile fait en grande partie les frais (tissus de coton — 117,1, fers et aciers en augmentation de 49,4 millions de francs).

Le recul est analogue en 1932, mais porte sur tous les articles : fers et aciers — 46, tissus de coton — 120, machines motrices — 51, outils et ouvrages en métaux — 96, automobiles — 70.

d) *Italie*. — Nos exportations en Italie se sont conformées au mouvement général et ont baissé de 1926 à 1930 de près d'un milliard de francs, soit sensiblement la moitié de leur valeur moyenne annuelle pendant cette période et de 1930 à 1931 de près de 500 millions, abaissant ainsi nos exportations en Italie au-dessous du milliard. La diminution a été moins forte en 1932.

Les réductions ont surtout porté sur les laines et les pierres fines jusqu'en 1930. En 1931 tous les articles y ont participé. Même tendance en 1932, particulièrement marquée pour les laines, la houille, les fers et aciers.

3. — *Les petits clients*

Nous pouvons détacher dans ce groupe trois clients pour lesquels la réduction des envois, bien que d'importance équivalente, n'a pas été concommittante, ce sont les Pays-Bas pour lesquels la diminution principale de près de 500 millions de francs avait lieu en 1928, l'Espagne, pour laquelle cette réduction s'était étendue sur 1929 et 1930 et l'Indo-Chine, pour laquelle elle avait eu lieu en 1927.

Pour tous nos autres clients, la diminution des exportations, quoiqu'indéniable, est peu sensible pour chacun d'eux pris individuellement. Cependant l'allure des graphiques si obstinément parallèles et

de pente négative croissante est un indice grave pour notre commerce d'exportation dans les années à venir.

En 1931, la réduction en valeur baisse à peu près autant qu'en 1930, sauf pour nos colonies, A. O. F., Maroc, Tunisie, Indo-Chine, pour lesquelles elle est plus sensible, et Madagascar, au contraire, qui présente un relèvement encourageant.

En 1932, les réductions sont relativement faibles et spécialement nos colonies font figure de bons clients.

Si la réduction de nos exportations provient d'une façon générale de la diminution des achats de tous nos clients (sauf l'Algérie et la Tunisie), il faut tout de même remarquer que les grandes puissances européennes et les Etats-Unis d'Amérique sont particulièrement responsables de la rapidité de la chute. Tous nos autres clients ont au contraire contribué à enrayer cette réduction par une stabilité plus grande dans leurs achats. Nous verrons même, un peu plus loin, que si on tient compte de la baisse des prix, on peut dire que ces derniers Etats ont maintenu le volume de leurs achats à un niveau à peu près constant. Cela est surtout sensible en 1932.

§ 3. — MOUVEMENTS COMPARÉS PAR PAYS DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

Nous avons pu constater que dans l'ensemble les courbes des importations par pays indiquaient des fluctuations semblables à celles de nos importations de matières premières et d'objets fabriqués, les

courbes des exportations par pays montraient la même tendance à la baisse que nos exportations d'objets fabriqués et de matières premières. Les seules exceptions sont aux importations l'Allemagne surtout, l'Union Belgique-Luxembourg et l'Algérie; aux exportations l'Algérie.

Ainsi donc, les exportations ont varié comme les importations, ou tout au moins dans le même sens pour tous les pays sauf l'Allemagne et la Belgique. Pour ces deux nations, et surtout la première, nos importations ont considérablement augmenté et nos exportations extrêmement diminué. Ce sont donc ces deux nations qui sont responsables de l'aggravation du déficit de notre balance commerciale.

DEUXIEME PARTIE

COMMENT S'EXPLIQUE L'EVOLUTION
DU COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS
. DE 1927 à 1933

La période que nous étudions est caractérisée par ce fait que la balance commerciale y a été de plus en plus déficitaire. Pendant les années 1928 et 1929, le déficit résultait d'une augmentation des importations et d'une réduction des exportations. Pendant les années 1930, 1931 et 1932, importations et exportations se restreignaient ensemble, celles-ci plus rapidement que celles-là.

Comment s'explique ce fléchissement des importations et des exportations ? Il tient d'abord, pour les unes et les autres, aux variations combinées des quantités et des prix. Il tient aussi à des causes d'un autre ordre qui diffèrent suivant que l'on envisage les importations ou les exportations.

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES QUI ONT AGI SUR LES IMPORTATIONS

Il y a au premier plan l'action combinée des quantités et des prix. Mais ces deux sortes de grandeurs varient elles-mêmes sous l'influence de causes très nombreuses dont les plus notables sont la politique douanière, les pratiques commerciales des pays étrangers et surtout les faveurs que ces derniers accordent à l'exportation.

§ 1. — ACTION DES QUANTITÉS

Nous avons déjà noté que dans l'ensemble les mouvements des quantités justifiaient sensiblement ceux des valeurs en 1927, 1928 et premier semestre 1929 mais qu'ensuite il n'en était plus rien. Il est intéressant de savoir pour quels produits particuliers les valeurs ont ou n'ont pas dépendu principalement des quantités importées, cela nous aidera à rechercher les causes qui ont déterminé l'augmentation ou la réduction de celles-ci.

1. — *Matières premières*

En volume, les importations de matières premières se sont maintenues en 1928 au niveau de 1927, puis ont augmenté en 1929. En 1930, il y a stabilisation

qui se poursuit au début de 1931 pour faire place à une régression ramenant au niveau de 1928 pendant le deuxième semestre 1932. Ce recul s'arrête dès février 1932 et une tendance à la hausse apparaît qui s'affirme au début de 1933. L'augmentation constatée pour les valeurs jusqu'au premier semestre 1929 a donc pour raison essentielle l'augmentation des quantités importées. Par contre la baisse des valeurs constatée par la suite s'est faite jusqu'au deuxième semestre 1931, malgré la hausse ou le maintien des quantités.

Quelques chiffres particulièrement édifiants vont éclairer ce résultat : Les importations de houille passent de 247 millions de quintaux métriques en 1927 à 307 en 1930 avec une légère réduction en 1928

Nous achetions 782 mille quintaux de fers et aciers en 1927, mais par contre pour 2.983 en 1930 et encore pour 2.474 en 1931. Pour les huiles minérales augmentation continuelle de 14.365 millions de quintaux en 1927 à 28.672 en 1931. Les caoutchoucs, les bois communs et quelques autres produits sont en progression jusqu'en 1930. Les entrées de laines et de cotons se réduisent en 1928 pour revenir en 1929 un peu au-dessus de leur niveau en 1927, se maintiennent sensiblement en 1930 et se réduisent en 1931. Les soies, au contraire, présentent un maximum en 1928 et décroissent constamment ensuite.

En somme, pour presque toutes les marchandises, augmentation des quantités importées, au moins jusqu'en 1929. Pour certaines on note cependant une légère réduction en 1928. Ce qui justifie la faible

augmentation en valeur notée précédemment pour cette année.

On ne saurait trouver dans les fluctuations de la production des matières premières l'origine directe des mouvements indiqués. En effet, sauf anomalies accidentelles et d'ailleurs rares, la production tant mondiale que française a subi un constant mouvement de hausse dans la première partie de notre période avec seulement une tendance au ralentissement en 1931. C'est le développement de la production industrielle surtout métallurgique qui détermine cet appel continuellement croissant aux matières premières lourdes; au contraire, le marasme de notre industrie textile intervient pour limiter les importations des produits qui lui sont nécessaires.

2. — *Denrées alimentaires*

Le volume des denrées alimentaires importées est allé pendant nos six années, en général, en augmentant. Mais il a subi les fluctuations suivantes : d'abord une diminution d'environ 40 % en 18 mois, suivie d'une augmentation de 45 % en 3 mois, qui se maintient un trimestre. Puis une nouvelle réduction se fait sentir d'à peu près 40 % encore et aussi en 18 mois. Le troisième trimestre 1930 est témoin d'une augmentation brutale de 50 %, suivie d'une réduction peu importante au premier trimestre 1931, vite annulée par une nouvelle augmentation. Cette dernière porte les importations en volume à presque deux fois ce qu'elles étaient avant la guerre. Une réduction s'amorce seulement dans les deux derniers mois de

l'année 1931. Mais 1932 n'amène pas de réduction importante.

Les variations sont donc de même sens que pour les valeurs, mais elles sont plus violentes, surtout en 1931 et 1932.

Elles ont comme cause essentielle la production agricole plus ou moins abondante de la France. En effet, chaque bonne récolte est suivie d'une réduction lente des importations, chaque mauvaise est suivie d'un accroissement rapide et brutal des achats à l'extérieur.

L'année 1927 est marquée par une bonne récolte en France : nous produisons 160 millions de quintaux de céréales de bonne qualité, dont 75.250 de blé. Les achats de blé canadien sont fortement réduits. La récolte de vin est moyenne, mais en hausse (49 millions d'hectolitres pour 40) sur 1926. Les autres récoltes sont également en augmentation. L'influence de la récolte se prolonge jusqu'en 1928 et les importations continuent à décroître jusqu'en juillet 1928, sauf pour le vin.

La récolte de 1928 est mauvaise dans l'ensemble, à cause de la sécheresse, sauf pour le blé qui passe à 76.554 milliers de quintaux et reste d'excellente qualité et pour le vin dont la production est très forte. Par contre, les autres récoltes sont déficitaires et particulièrement celles de fourrages, ce qui entraîne indirectement la réduction des importations de viandes et bestiaux. En somme, on constate une diminution importante des entrées de blé et des viandes, une modération du mouvement de hausse de l'importa-

tion du vin, une augmentation de l'importation des autres produits, en particulier fruits de table, sucres bruts et raffinés, cafés, etc.

Au début de l'année 1929, les importations de denrées alimentaires commencent à décroître légèrement. Une réduction plus sensible est amenée par la récolte de 1929 qui est bonne, même excellente : c'est ainsi, par exemple, que la production du blé augmente de 10 millions et demi de quintaux, soit 13,7 % sur 1928. Cependant, la baisse des importations en quantité n'est pas telle qu'on aurait pu l'attendre, car la production mondiale est pléthorique et par le jeu des prix, réussit à garder une place importante sur notre marché. Les viandes importées conservent leur tendance à accroître leur tonnage. De même les fruits de table. Par contre, les céréales, et les sucres sont en réduction considérable.

Et ainsi, jusqu'à l'approche de la récolte de 1930, le volume des importations diminue doucement, tout en restant nettement supérieur (de 1/5) à ce qu'il était en 1913. Malheureusement la récolte de 1930 est très mauvaise. La production du blé est évaluée à 62.901 millions de quintaux et de mauvaise qualité, l'année ayant été humide; la récolte de pommes de terre est moins forte de 28 millions de quintaux que celle de 1929. Seuls les sucres sont en forte augmentation, la température ayant été favorable à la betterave.

D'un autre côté, la surproduction mondiale de blé s'accroît. Rien ne peut gêner l'accroissement, qui devient considérable, de nos importations et elles font

un brusque bond au quatrième trimestre 1930, se réduisent un peu au premier trimestre 1931 (diminution saisonnière), remontent et restent étales jusqu'au dernier mois de 1931, pendant lesquels se fait sentir l'action de la récolte de 1931 presque assez bonne.

Les entrées sur presque tous les produits augmentent, celles de blé sont doubles de celles de 1930. Il n'y a guère que les sucres qui accusent une diminution notable (près d'1/4).

La récolte de 1931, suivie d'une meilleure en 1932, aurait dû amener une régression importante du volume des importations. Il n'en a rien été parce que les conditions du marché mondial nous étaient défavorables en dépit des nombreuses mesures douanières adoptées.

Pour certains articles où jusqu'à présent nous avions des excédents d'exportations, nous devenons surtout importateurs.

C'est ainsi que pour les bestiaux nous avons un excédent d'exportation de 262.818 quintaux en 1930 qui se change en un excédent d'importation de 1.490.833 quintaux en 1931.

De même pour les œufs, le beurre, les légumes frais.

Pour d'autres articles notre excédent d'importation croît dans des proportions inquiétantes. Par exemple l'excédent d'importation sur les chevaux de boucherie passe de 20.020 quintaux à 276.580, sur les viandes fraîches et frigorifiées de 287.900 à 1.032.044. Les augmentations sont moins importantes, mais notables tout de même, sur les viandes salées et les charcute-

ries, les conserves de viande, les fromages, les vins, les légumes secs, les pommes de terre, les fruits de table.

Ainsi la quantité des importations de denrées alimentaires a été dans l'ensemble en augmentant. Cela s'est fait par à-coups, chaque mauvaise récolte déterminant un afflux brusque et considérable des marchandises étrangères, les bonnes récoltes n'intervenant ensuite que pour atténuer ces excès d'importations.

Ces mouvements affectent la presque totalité des produits. Donc les variations en quantité de cette catégorie de marchandises règlent pour une grande part les variations en valeur même encore en 1931. Ce n'est plus vrai en 1932, où la justification de la diminution en valeur ne se trouve plus dans la réduction des quantités.

3. — *Objets fabriqués*

La courbe des indices des « volumes » montre que les importations de produits finis ont crû jusqu'à la fin de l'année 1930 et ont subi une légère réduction en 1931, puis une très forte en 1932. L'augmentation était de l'ordre de 150 % au début de l'année 1927. La diminution en 1931 était d'environ 5 % par rapport à l'année 1930.

Les variations que nous avons constatées pour les valeurs ont bien leur principale origine dans les variations en quantité, mais ce n'est pas la seule, car le maximum a lieu pour les valeurs au début de 1930, il ne consacre qu'une augmentation de 110 à 120 %

par rapport au début de 1927 et la réduction qui suit est d'environ 20 %. L'action des quantités est donc freinée d'abord, puis contrebalancée, puis renforcée par un autre facteur que nous étudierons plus loin : les prix.

Les produits dont les variations en quantité ont le plus d'influence sont les machines motrices à vapeur et autres, les outils et ouvrages en métaux, les papiers, les produits chimiques, les pièces détachées et organes de machines, etc...

Pour les machines motrices, le maximum d'importation est en 1930; l'augmentation de 1930 par rapport à 1927 est de 140 %; la réduction de 1931 ressort à 20 %. Pour les outils et ouvrages en métaux, les chiffres correspondants sont 45 % et 23 %, pour les pièces détachées 240 % et 5 %, etc. Pour les papiers, il y a une différence en ce que le maximum des entrées se place en 1929, il consacre une augmentation de 60 % et la réduction de 1931 est telle qu'on revient au niveau de 1927. On doit constater qu'il en est exactement de même pour les valeurs.

Ainsi, dans l'ensemble, les quantités d'objets fabriqués justifient le mouvement d'ascension des importations en valeur jusqu'en 1930, mais justifient beaucoup moins le mouvement de recul signalé en 1931.

Notre production industrielle, sauf pour les textiles, a été en croissant jusqu'en 1930, l'augmentation d'importation des objets fabriqués ne pouvait donc provenir que de l'extrême avidité de la consommation intérieure qui ne pouvait se contenter des progrès pourtant importants de notre production. D'autre

part, la production mondiale était en augmentation et alimentait facilement notre marché grâce, comme nous le verrons plus loin, à des prix en réduction rapide. L'afflux de marchandises étrangères a été nettement exagéré et a amené la constitution de stocks importants qui ont eu une influence néfaste sur notre production en 1931, mais qui ont permis la réduction des quantités importées dans cette même année.

4. — *Influence des importations sur notre économie*

Nous sommes donc amenés à conclure que les mouvements des importations en valeur ont été guidés essentiellement par les mouvements en quantité, tant qu'il y a eu hausse des valeurs. Puis, les mouvements en quantité ont servi de frein aux mouvements en valeur. Enfin, la diminution des volumes s'est faite malgré la baisse des prix. Les changements d'actions se placent en 1930 et 1932. Le premier, très marqué, pour les objets fabriqués, moins pour les matières premières, à peine pour les produits agricoles. Le second est valable pour tous les produits.

D'autre part, pour les matières premières qui constituent l'essentiel de nos importations, on peut distinguer deux classes. La première est celle des matières pour lesquelles nous sommes nécessairement tributaires de l'étranger, car notre capacité de les produire est nulle ou insuffisante; l'autre est celle des produits que nous pourrions trouver complètement chez nous. On est obligé de constater que c'est pour cette deuxième classe (houille, fontes et aciers, etc.) que les maxima d'importation en quantité ont été

les plus tardifs, au contraire pour l'autre (coton, laine, soie, minerais divers, etc.) la régression des importations a commencé très tôt. Cette constatation donne immédiatement une idée sur l'évolution de l'activité de notre industrie.

On peut corroborer cette remarque en considérant les graphiques des indices en « volume ». En effet, on constate que la courbe des importations totales se confond sensiblement avec celle des matières nécessaires à l'industrie jusqu'au milieu de 1929. Qu'est-ce à dire, sinon que, par rapport à 1913, la proportion des matières premières dans nos importations totales reste sensiblement constante. Par contre, la faiblesse relative de l'indice des objets fabriqués est compensée par l'importance plus grande prise par celui des denrées alimentaires. D'ailleurs l'écart, grand en 1927, va se réduisant et en mars-avril 1929 l'indice est le même pour tous les produits. Ceci semble indiquer que notre activité générale a gardé sensiblement son équilibre tout en s'amplifiant par rapport à l'avant-guerre, puisque cet indice commun est 130.

A partir du deuxième semestre 1929, la courbe générale, tout en suivant encore en gros jusqu'en mai 1930 celle des matières premières, lui est beaucoup moins fidèle. C'est qu'un renversement complet de la situation s'est produit pour les deux autres catégories. Les entrées d'objets fabriqués ont enflé brusquement et démesurément — corrélativement se produit une baisse sur les importations de denrées alimentaires. Il n'y a rien d'inquiétant qui apparaisse sur la courbe générale pour notre industrie à cause des sens diffé-

rents de ces deux mouvements. Mais en comparant la courbe des produits finis et celle des matières premières on s'aperçoit qu'une perturbation va se déclencher dans notre activité au détriment de notre industrie. A partir du deuxième semestre 1930 le trouble s'affirme par l'écart grandissant qui s'établit entre la courbe totale et celle des matières premières, à cause de l'importance croissante prise par les importations de denrées alimentaires. Leur indice a rejoint celui des objets fabriqués qui a peu baissé, tandis que celui des matières premières accentue sa dégression.

Ainsi donc, les importations en volume montrent que notre production, dans sa généralité, n'a été vraiment troublée qu'à partir du deuxième semestre 1930.

En somme, l'accroissement en quantité des objets fabriqués a précédé et déclenché la réduction des importations des matières premières, ainsi, les importations en quantité ont tendu à aggraver le déficit de la balance en valeur et cela de la façon la plus défavorable qui soit.

§ 2. — L'ACTION DES PRIX SUR LA VALEUR DES IMPORTATIONS

Le paragraphe précédent nous a amené à constater une certaine discordance entre les mouvements en valeur et les mouvements en quantités. Cette discordance se résume en ceci : le maximum d'importation est atteint plus tard pour les « volumes » que pour les valeurs, l'importance des variations est plus grande pour les volumes que pour les valeurs dans

la première partie de la période, et c'est l'inverse pour la deuxième partie.

Un autre facteur ajoute donc son action à celle des quantités : c'est le facteur prix. Les prix dépendent des quantités et inversement : il est intéressant de savoir comment les fluctuations des prix sur le marché mondial ont influé sur nos importations. En outre, certains de ces prix ont subi des variations artificielles dont il faut parler.

1. — *Action des prix*
sur la valeur des quantités importées :
Action directe des prix

Les indices des prix de gros de la statistique générale de la France vont nous donner une indication suffisante pour expliquer les différences constatées entre les valeurs et les quantités.

Les prix des produits importés sont allés en diminuant jusqu'en fin 1927, puis se sont élevés jusqu'au début (premier trimestre) de 1929, mais les prix moyens pour l'année sont plus hauts en 1928 qu'en 1927. Pendant les années 1929, 1930, 1931, 1932, les prix sont allés en diminuant, rapidement d'abord, puis moins vite; ils ont atteint leur minimum au milieu de 1932.

Pendant les années 1927 et 1928, nous avons noté que dans l'ensemble le volume des importations n'avait pas beaucoup varié. Mais les prix tendent à monter, il en résulte une légère hausse de la valeur des importations en 1928. En 1929, les quantités importées augmentent fortement, sauf sur quelques

rares produits, aussi, malgré une baisse légère, quoique certaine, des prix, y a-t-il hausse considérable de la valeur.

En 1930 nous avons noté une augmentation du volume des importations particulièrement sensible surtout pour les objets fabriqués, aussi, malgré l'importante baisse des prix, la valeur des importations diminue assez peu. Pour l'année 1931, les entrées d'objets fabriqués sont moins importantes, mais celles de produits agricoles sont en augmentation notable. L'effet de ces deux mouvements combiné avec la diminution considérable afférente aux matières nécessaires à l'industrie amène l'importante réduction de la valeur des importations notée pour 1931, bien que la réduction des prix pour cette année soit moins violente que pour l'année précédente. En 1932, la diminution des prix a une action encore plus atténuée.

En résumé, en 1928 les prix tendent à élever la valeur des importations en 1929 et 1930, ils la réduisent fortement, en 1931 leur action de réduction est moins importante.

2. — *Action des prix*

sur le volume de nos importations ou action indirecte des prix sur leur valeur

L'action directe de la hausse ou de la baisse des prix sur la valeur des importations n'est pas la seule. En effet, si des prix hauts augmentent la valeur des quantités importées et des prix bas diminuent cette même valeur, des prix bas tendent en général à faire

augmenter les quantités importées, et des prix hauts, agissent en sens inverse. Mais, cette deuxième action, qu'on peut appeler l'action indirecte, ne se produit pas nécessairement; elle peut même provoquer des mouvements inverses qui renforcent l'action directe. Nous allons voir que dans la période que nous étudions, l'action indirecte a joué, mais alternativement dans chaque sens.

Il est bon, d'ailleurs, de préciser tout de suite comment se passe cette action indirecte : lorsque un mouvement de hausse se fait sentir momentanément dans une période de baisse générale des prix, ce mouvement de hausse tend à réduire les importations. Par contre, lorsqu'un mouvement de baisse paraissant devoir être sans lendemain se manifeste pendant une période de hausse de longue durée, il est l'occasion d'une recrudescence de la demande. Mais, un mouvement de baisse qui se prolonge amène la restriction de la demande, comme un mouvement de hausse qui se soutient entraîne une excitation de la demande.

Ainsi, en 1927 et en 1929, le mouvement de baisse a lieu au cours d'une période de hausse, aussi ne croit-on pas à sa durée et les importateurs s'empressent de multiplier leurs commandes. La hausse des prix en 1928 incite à ne pas ralentir la demande pour profiter des prix pratiqués actuellement, qui paraissent devoir être inférieurs à ceux de la période suivante. Au contraire, le mouvement de baisse qui se prolonge en 1930 amène un resserrement important des commandes, car, et c'est surtout vrai pour les matières premières, il est impossible

d'avoir en stock des marchandises qui se déprécient tous les jours.

C'est ainsi que jusqu'en 1930, les mouvements des prix poussent à l'augmentation des quantités, puis à partir de cette année à leur réduction. Cette action a été particulièrement nette pour les textiles.

Pour les cotons, par exemple, le maximum des importations en quantité a lieu en 1930 avec 3.900 mille quintaux métriques et en 1931, nous n'importons que 2.482 milliers de quintaux. Or, les cours (sur la base du terme au Havre en francs par 100 kgs) qui oscillaient entre 1.200 et 1.400 de juillet 1927 à octobre 1929 sont « dégringolés » à moins de 400 en septembre 1931 pour se maintenir ensuite entre 4 et 500.

Les laines offrent un exemple analogue. Le maximum d'importation a lieu en 1927; il est suivi en 1930 d'une réduction à peine sensible et en 1931 d'une diminution importante. Les prix ont varié dans des conditions encore plus violentes que ceux des cotons : on note au Havre, par 100 kgs : 1.600 francs en janvier 1927, 1.900 en février, mars, avril 1928 (ceci explique la réduction en quantité afférente à 1928), 1.700 au début de 1929 et 500 fin 1931.

En général, la baisse des prix a amené jusqu'en 1930 une augmentation des quantités importées, ce qui a, dans une certaine mesure, limité la réduction de la valeur des importations.

3. — *Causes des variations artificielles de prix et leur influence sur la valeur de nos importations*

Cette action des prix sur les quantités n'est pas toujours résultée du libre jeu des lois du marché. L'augmentation des quantités à introduire sur le marché français a été parfois obtenue par des baisses artificielles des prix soit directes, soit indirectes. Nous voulons parler du dumping et de la dévalorisation des monnaies.

Bien entendu, ces réductions de prix avaient leur action directe sur la valeur de nos importations, mais elles avaient pour but l'action indirecte, c'est-à-dire qu'elles tendaient à augmenter les quantités que notre marché était susceptible d'absorber et par là, ces manœuvres tendaient à augmenter la valeur de nos importations ou tout au moins à en ralentir la baisse.

Le dumping. — Il a été beaucoup parlé du dumping et nombre de producteurs français ont prétendu être gravement touchés par des mesures malhonnêtes des concurrents étrangers tendant à inonder le marché intérieur de produits vendus à des prix n'ayant aucun rapport avec les prix de revient. En fait, il y a eu beaucoup d'exagération dans les réclamations des producteurs français. Il est certain qu'ils ont dû subir une concurrence très active des producteurs étrangers, ainsi qu'il est facile de le voir par la comparaison des prix français et des prix mondiaux ; mais dans la plupart des cas il n'y a pas eu manœuvre proprement dite de la part des concurrents étrangers. Les producteurs étrangers ont simplement bénéficié de prix de revient plus faibles et s'abaissant plus

rapidement qu'en France. Cependant, il y a eu des cas de dumping bien caractérisés.

Tantôt des produits étrangers ont été présentés directement sur nos marchés à des prix très bas par le gouvernement du pays producteur, tantôt les produits étaient présentés par les producteurs eux-mêmes mais étaient l'objet de primes diverses, soit à la production soit à l'exportation, ou d'exemptions d'impôt. C'est ainsi que, par exemple, les effets du dumping russe ont été constatés nettement sur notre production de lin en 1929 et 1930 et qu'en 1930, du blé russe a été offert à Marseille à 50 francs l'hectolitre, alors que le producteur français estimait à 150 francs le prix de revient de l'hectolitre. Les droits d'entrée ne comblaient pas la différence. Grâce à ces manœuvres, réalisées également pour d'autres produits comme les bois, les exportations russes en France sont passées en valeur de 716 millions de francs en 1928 à 788 en 1929 et à 886 en 1930. Les manœuvres indirectes de dumping ont été employées par d'autres pays, en particulier l'Allemagne.

Les changes. — La dévaluation d'une monnaie par rapport à une autre provoque un abaissement des prix-or des produits du pays à monnaie dépréciée. Cet abaissement constitue une prime à l'exportation et un frein à l'importation. C'est la prime à l'exportation qui a été nommée le dumping des changes.

Pendant notre période où les monnaies sont relativement assez stables, sauf à la fin, nous trouvons peu d'exemples de ce genre particulier de dumping. Cependant, la dévaluation de la peseta espagnole en

1929 et 1930 a favorisé l'exportation de certains produits industriels, en particulier les articles de coton (1). Nos importations en provenance d'Espagne n'ont diminué qu'à peine de 1927 à 1930, alors que nos exportations y ont beaucoup baissé.

A la fin de l'année 1931 prend place l'origine d'une action de change beaucoup plus importante — nous voulons parler de l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne le 22 septembre (2), entraînant derrière elle une foule d'autres monnaies. Mais l'action de ce nouveau dumping s'est surtout fait sentir sur l'année 1932. D'ailleurs cette action a été très atténuée du fait des mesures spéciales prises par le gouvernement français — et a joué beaucoup plus sur nos exportations que sur nos importations.

§ 3. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE

Nous venons de voir comment les prix ont été modifiés artificiellement par certaines mesures prises dans les pays fournisseurs. Mais les prix des produits importés sont formés des prix demandés par les fournisseurs augmentés des droit d'entrée imposés par le régime douanier français. De même, les quantités qui pénètrent sur le marché français peuvent être limitées par des mesures spéciales dites de contingentement ou des mesures d'ordre sanitaire ou autres, ou être réduites à zéro par des prohibitions.

(1) Aperçu général du commerce mondial, 1930. S. D. N., p. 39.

(2) Le déclin de la £ avait commencé en juillet 1931.

L'orientation générale de la politique douanière et son application pratique ont eu une grande influence sur notre commerce extérieur pendant la période 1927-1932 et en particulier sur l'importation. C'est qu'en effet les événements ont poussé les pouvoirs publics de plus en plus vers le protectionnisme.

L'année 1927 est marquée par l'aboutissement d'une évolution de notre politique douanière. Depuis la loi du 29 juillet 1919 nous ne pouvions accorder en principe la clause générale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée, mais en fait, nos négociateurs avaient dû la consentir, par des moyens de moins en moins détournés, et c'est en 1927 que la clause reparait dans nos conventions. L'accord du 17 août 1927 entre la France et l'Allemagne qui consacrait une augmentation assez considérable de nos tarifs douaniers, la comportait.

Par voie de conséquence, la clause était accordée du même coup à un certain nombre de pays qui avaient droit au même traitement que l'Allemagne : l'Autriche, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Le tarif inscrit dans l'accord est devenu notre tarif minimum par le décret du 30 août, mais les élévations de droits qu'il comportait lèsèrent certains pays bénéficiaires d'accords antérieurs et soulevèrent des protestations de la part d'autres Etats. Ces réclamations donnèrent lieu à des modifications consacrées par les accords du 21 janvier 1928 avec la Suisse, du 23 février 1928 avec la Belgique, du 7 mars 1928 avec l'Italie. Précédemment, les réclamations des Etats-Unis et du Canada avaient conduit à prendre

un décret en date du 15 novembre 1927 en faveur des produits américains (1) et à signer un accord avec le Canada le 15 décembre 1927.

Toutes les mesures énumérées avaient en vue la réglementation des produits industriels et surtout des matières premières. Environ 1.700 postes du tarif avaient été relevés. Mais les denrées alimentaires étaient, pour la plupart, restées en dehors de ce mouvement tarifaire, car elles n'étaient pas comprises dans des accords commerciaux. L'agriculture réclamait constamment une protection plus efficace, rendue d'autant plus nécessaire que l'industrie était de plus en plus protégée. Les décrets du 2 septembre et du 17 novembre 1927 avaient déjà relevé les droits d'entrée sur les blés, les seigles et les viandes, en application de la loi du « Cadenas ». Les décrets étaient jugés insuffisants et le 2 mars 1928 est votée la loi qui est la base de notre tarification douanière actuelle.

La situation est alors la suivante : le tarif autonome a pour ainsi dire disparu, sauf pour les denrées alimentaires. Tous les autres postes sont conventionnalisés par des accords, à vrai dire, révocables, mais qui assurent une certaine stabilité. Cette stabilité va être conservée pendant une bonne année; puis on assiste à des tentatives de plus en plus nombreuses de déconsolidation, soit sanctionnée par des accords, soit acceptées tacitement à condition de réciprocité. Des accords sont signés en 1930 et 1931 avec la Tché-

(1) Les Etats-Unis pratiquent le tarif autonome et ne signent pas de conventions commerciales.

coslovaquie, la Grèce, l'Esthonie, la Roumanie, le Danemark, la Yougoslavie, Haïti, le Chili, le Salvador, la Suisse. Le dernier, par exemple, signé en décembre 1931 (décret du 9-12-1931) déconsolide en Suisse les droits sur les corsets de coton et autres en échange de la déconsolidation sur le tarif français des droits relatifs aux chaussures, positions qui étaient liées par le traité de commerce du 8 juillet 1929.

Ce mouvement de déconsolidation se développe en 1932. Sept accords sont signés avec l'Esthonie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Suisse, l'Italie et l'Allemagne, visant des produits divers : bois, légumes secs, vêtements, lingerie, salamis, appareils électriques, etc... Les plus importants d'entre eux sont l'avenant franco-allemand du 28 décembre et le *modus vivendi* franco-italien du 4 mars. Dans ces deux actes on renonce à l'application de la clause pour un certain nombre d'articles compris sur des listes, mais sur la liste de l'avenant franco-allemand il n'y a que des produits sans importance (2).

La hausse des tarifs n'a pas subi le même temps d'arrêt pour les produits qui n'étaient pas l'objet de consolidation. Nous donnons ci-contre la liste des textes modifiant le régime douanier de produits alimentaires ou de produits industriels avec, quand il y a lieu, le pourcentage d'augmentation des droits.

(2) Cet avenant est doublé d'un accord sur les devises qui établit un « office franco-allemand de paiements commerciaux » pour éviter les difficultés de transfert de devises et faciliter le paiement des exportations.

- Décret du 23 mai 1929, sur le froment, les farines, les semoules (environ 40 % d'augmentation).
- Loi du 29 novembre 1929, sur les sucres (40 %), mélasses (40 %), confiseries au sucre et glucose, produits sucrés (augmentations diverses).
- Décret du 18 janvier 1930, les avoines et les pommes de terre (40 %).
- Décret du 19 mai 1930, froment, farines et semoules (60 %).
- Décret du 3 juin 1930, beurres (100 %).
- Décret du 18 juillet 1930, bestiaux (33 %), viandes de porc, saindoux, avoine, seigle, pommes de terre.
- Décret du 11 septembre 1930, maïs.
- Loi du 17 février 1931, poissons frais (194 %), salés ou fumés (de 83 à 370 %).
- Loi du 23 février 1931, semoules et pâtes d'Italie.
- Loi du 19 mars 1931, pain (importation réglementée dans régions frontalières).
- Décret du 26 mars 1931, bestiaux et viandes (porcs), en moyenne 50 %.
- Décret du 26 mars 1931, viandes préparées de porc (de 91 à 155 %).
- Décret du 26 mars 1931, charcuterie (environ 100 %).
- Décret du 26 mars 1931, saindoux (40 %).
- Loi du 31 mars 1931, Moût de vendange et jus de raisins frais et vins autres que ceux de liqueurs et assimilés.
- Loi du 31 mars 1931, café, caoutchouc brut, sisal (taxes spéciales à l'importation).
- Loi du 31 mars 1931, manioc (taxes spéciales à l'importation).
- Loi du 15 avril 1931, lait et farines lactées, sucres, mélasses, confiseries au sucre, glucose et produits sucrés (de 6 à 21 %).
- Loi du 15 avril 1931, betteraves (25 %).

Loi du 28 avril 1931, seigle (farine 100 %, grains 66,6 %).

Décret du 9 mai 1931, appliquant surtaxe douanière à certaines importations brésiliennes (représailles), les viandes et le cacao sont soumis à une surtaxe égale au double des droits inscrits au tarif. Ce décret a été rapporté quant aux viandes par celui du 7 octobre 1931.

Loi du 14 juillet 1931, faisant bénéficier de droits réduits certains contingents de moûts et autorisant, sous certaines conditions, le coupage des vins importés avec des vins français.

Décret du 4 août 1931, concernant l'application de surtaxes compensatrices de l'écart des changes.

Décret du 28 août 1931, réglementant l'importation de certaines marchandises, vins et bois. Les contingents sont calculés sur la moyenne des cinq dernières années; pour les vins, ces contingents sont 3.250.000 hectolitres pour la Grèce (point de départ en avril 1931), 250.000 hectolitres pour l'Italie (point de départ en mai 1931).

Décret du 9 octobre 1931, majoration de taxe sur houblon, en laissant un certain contingent bénéficier d'un régime de faveur (1/4 du tarif).

Décret du 14 novembre 1931, relatifs aux surtaxes compensatrices de change.

Décret du 15 novembre 1931, modifiant la tarification applicables à certaines marchandises des Etats-Unis et du Canada, droits sur les asperges importées des Etats-Unis portés à 100 fr. les 100 kilos. Les droits sur les asperges canadiennes sont ramenés à ce chiffre.

Décret du 2 novembre 1931, contingentant l'entrée de certains produits agricoles italiens (jambons, lait, fromages).

Décret du 11 novembre 1931, 1° fixant un contingent pour novembre et décembre de volailles, lapins, viandes de moutons, œufs; 2° établissant obligation pour les vendeurs de blés étrangers non destinés à l'alimentation humaine de les dénaturer; 3° instituant la nécessité de permis d'importation du blé et toutes mesures de contrôle rendues nécessaires.

Décret du 18 octobre 1931, établissant le contrôle de l'emploi de la chicorée indigène en vertu de la loi du 4 juillet 1931 et soumettant l'importation à autorisation.

Décret du 1^{er} décembre 1931, surtaxe sur le malt en provenance d'Allemagne.

Décret du 12 novembre, 9 et 31 décembre 1931, surtaxe et change.

Décret du 2 décembre 1931, nouveau décret déterminant les conditions d'obtention de permis d'importation des chicorées.

Décret du 9 décembre 1931, instituant un contrôle des importations de bananes et un contingent d'importation de bananes étrangères pour restreindre les importations étrangères, surtout espagnoles, en vue de protéger la production de nos colonies.

Loi du 20 avril 1932, majoration de tarif sur les fleurs de tilleul.

Loi du 23 avril 1932, majoration de tarif sur les prunes et pruneaux.

Loi du 13 juillet 1932, majoration de tarif sur les chevaux.

Loi du 29 juillet 1932, majoration de tarif sur les moules.

Loi du 19 août 1932, majoration de tarif sur les légumes conservés.

Loi du 16 septembre 1932, majoration de tarif sur l'avoine, le seigle, le maïs et dérivés.

Loi du 27 septembre 1932, majoration de tarif sur le beurre.

Loi du 24 novembre 1932, majoration de tarif sur les malts.

Loi du 19 décembre 1932, majoration de tarif sur le pain d'épices.

Les textes modifiant des taxes sur des produits industriels sont les suivants :

Décret du 17 avril 1930, automobiles, accessoires et pièces détachées (remplace le tarif « ad valorem » par une tarification spécifique basée sur le poids).

Loi votée le 31 mars 1931, boutons de nacre (66 et 166 % d'augmentation).

Loi du 18 avril 1931, bonneterie de coton, tarification « ad valorem », remplacée par une tarification spécifique.

Loi du 22 avril 1931, pâtes de bois (333, 160 et 62 %), papiers (420 et 60 %), papiers couchés (100 et 122 %).

Décret du 7 mai 1931, soumet l'importation des engrais azotés à la délivrance d'autorisation.

Loi du 14 juillet 1931, modifiant le régime douanier du papier.

Décret du 16 juillet 1931, réglemente l'importation des combustibles minéraux.

Arrêté du 17 juillet 1931, prohibe l'importation des peaux vertes ou sèches des laines et crins d'Espagne (mesure sanitaire).

Décret du 19 juillet 1931 (application L. 11 juillet 1931), fixe des contingents de lins étrangers (50.000 tonnes) du 18 juillet 1931 au 18 juillet 1932.

Décret du 6 octobre 1931, complète celui du 7 mai sur les engrais azotés.

Décret du 3 novembre 1931, établit une taxe spéciale à l'importation de tous articles en caoutchouc (prévue par la loi du 31 mars 1931).

Décret du 12 novembre 1931, modifie le décret du 29 décembre 1922 prohibant les sorties de ferrailles, sauf licences à accorder.

Décret du 20 novembre 1931, contingente les entrées de fleurs.

Décret du 20 novembre 1931, complète le décret du 29 juillet 1928 sur le régime douanier des produits pétrolifères.

Décret du 27 novembre 1931, modifie le régime des importations des papiers de presse et pâtes de cellulose.

Décret du 3 décembre 1931, établit le contrôle des importations en provenance des pays étrangers ayant établi un régime spécial de sortie des devises.

Décret du 25 décembre 1931, relève les droits d'entrée sur les bas et les chaussettes en provenance des Etats-Unis et ramène au même tarif les droits sur les produits similaires canadiens.

Loi du 21 mars 1932, majoration des tarifs sur les chaussures en caoutchouc.

Loi du 14 avril 1932, majoration des tarifs sur les articles en tissus élastiques.

Loi du 7 juillet 1932, majoration des tarifs sur la clouterie.

Loi du 20 juillet 1932, majoration des tarifs sur le chlorure de potassium.

Loi du 20 juillet 1932, majoration des tarifs sur les produits divers.

Loi du 16 septembre 1932, majoration des tarifs sur le liège et les articles en liège.

Loi du 27 septembre 1932, majoration des tarifs sur les papiers.

Loi du 19 novembre 1932, majoration des tarifs sur les bois.

Décret du 7 janvier 1932, contingent sur les jeux et jouets.

Décret du 26 janvier 1932, contingent sur les articles de ménage.

Décret du 15 février 1932, contingent sur les peaux ouvrées.

Décret du 8 mars 1932, contingent sur les tôles.

Décret du 16 mars 1932, contingent sur le mercure, l'or, l'acide sulfurique, les ficelles, etc...

Décret du 1^{er} avril 1932, contingent sur les bas et chaussettes en coton et soie artificielle.

Décret du 17 mai 1932, contingent sur les papiers et albums, rouieau pour cinématographe.

Décret du 20 mai 1932, contingent sur les métiers à tricoter et à bonnetterie.

Décret du 27 mai 1932, contingent sur les glaces, dalles en verre coulé.

Décret du 2 juin 1932, contingent sur l'eau oxygénée.

Décret du 3 juin 1932, contingent sur les allumeurs automatiques.

Décret du 24 juin 1932, contingent sur les produits résineux.

Cette longue énumération permet de se rendre compte de l'évolution de la politique suivie en dehors des arrangements contractuels dont nous avons parlé plus haut.

C'est, d'abord, l'usage de plus en plus grand de l'élévation des droits d'entrée pour le tarif autonome et pour les articles déconsolidés, quelquefois compensée par une réduction sur les droits intérieurs (1). Puis à partir du mois d'août 1931 apparaissent les contingentements. Ceux-ci résultent d'une part d'arrangements contractuels entre les industriels français et ceux d'autres pays, mais surtout d'Allemagne qui s'entendent et s'engagent mutuellement à limiter

(1) Augmentation des tarifs sur le sucre et les produits sucrés (loi du 20 novembre 1929) et en même temps réduction d'autant des droits intérieurs pour annuler l'effet sur le coût de la vie.

leur exportation; d'autre part de décrets unilatéraux. — La floraison des mesures de contingentements cesse cependant en juin 1932. En outre, on instaure des limitations intérieures à l'emploi de certains produits étrangers (1). On arrive même à des prohibitions à prétexte sanitaire. Enfin, on organise de plus en plus minutieusement le contrôle des importations et l'octroi des licences. De nombreuses commissions sont créées à cet effet.

Pour résumer en quelques lignes l'aspect de notre politique douanière pendant ces six années, nous distinguerons d'une part les produits compris dans des conventions commerciales, c'est-à-dire la majorité des matières premières et des objets fabriqués, d'autre part les produits régis par le tarif autonome, c'est-à-dire la presque totalité des denrées alimentaires et quelques objets manufacturés.

Pour la première catégorie, nous nous trouvons jusqu'en 1930 avec un régime libéral, comportant l'accord généralisé de la clause de la nation la plus favorisée. Ce régime repose sur des conventions nombreuses dont la plus importante est l'accord franco-allemand qui s'applique à un grand nombre de produits et dont les autres ne visent en général que quelques marchandises qui intéressent particulièrement tel ou tel pays producteur.

(1) Interdiction d'employer plus de 3 % de farines étrangères dans la panification et les usages alimentaires sans préjudice d'une augmentation des droits d'entrée (loi du 1^{er} décembre 1929).

Interdiction d'emploi de vins étrangers pour le coupage (loi du 1^{er} janvier 1930).

Ce régime est vivement attaqué à partir de 1933; le résultat est une série de déconsolidations qui finissent par atteindre même l'accord franco-allemand.

Pour la deuxième catégorie, toute la période est remplie par une poussée continue vers le protectionnisme. Les décrets de septembre et novembre 1927 en sont les premières étapes. Les suivantes sont marquées d'abord par les extensions d'application de la loi du cadenas pour le relèvement des taxes puis par les contingentements et prohibitions.

Enfin, pour les deux catégories, on va jusqu'à contrôler les importations en provenance des pays qui ont établi un régime spécial de sortie des devises et on instaure les surtaxes de change.

Quels sont les mouvements des importations qu'on peut attribuer à cette politique ?

Il est très difficile de les définir exactement.

Cependant, au régime libéral indiqué a correspondu une hausse importante des importations d'objets fabriqués et matières premières. Or, nous savons que le pays qui a le plus bénéficié de cette augmentation est précisément l'Allemagne et nous avons vu que l'accord franco-allemand a servi de base au réajustement de notre tarif douanier.

Il paraît hors de doute que l'accord franco-allemand a favorisé grandement les importations germaniques pendant l'année 1928. Le tableau des importations par pays en donne immédiatement la preuve. Si nous voulons descendre dans le détail nous pouvons considérer le tableau suivant qui nous donne le pourcentage

atteint par quelques-uns des produits les plus importants en provenance d'Allemagne par rapport à l'importation totale de chacun de ces produits pour les années 1927 et 1928 et en outre les accroissements pour l'Allemagne et pour l'ensemble des entrées de chaque matière. Nous constatons, pour tous ces produits, une augmentation considérable, allant parfois au double, de la part des achats en Allemagne par rapport à l'ensemble.

	1927		1928		DIFFÉRENCES	
	TOTAL	ALLEMA- GNE %	TOTAL	ALLEMA- GNE %	DES TOTAUX	POUR L'ALL.
Sucres (1)	625.776	44.543 7	784.387	105.798 13,5	159.611	61.255
Pâtes de cellulose.....	372.777	47.303 12,6	518.934	86.622 16,2	146.157	37.319
Fers et aciers	131.225	16.280 12,5	164.914	27.748 16,8	33.689	11.568
Prod. chimiques	522.595	116.964 22,4	683.261	177.860 26,7	160.661	60.896
(autres que le sulf. d'am.)						
Machines motrices	998.490	265.052 26,5	1.419.564	528.317 37,2	421.074	263.255
Pièces détachées	251.211	67.852 27	329.485	131.574 40	78.274	63.722
Outils et ouvrages en métaux	373.865	104.614 28	444.451	173.645 39	70.586	69.031

Si nous comparons avec d'autres articles similaires provenant de Grande-Bretagne, par exemple, nous notons, lorsqu'il y a augmentation, que celle-ci est faible et même qu'elle correspond à une diminution relative.

	TOTAL	G. B. %	TOTAL	G. B. %
Produits chimiques	522.595	42.000 8	683.261	76.000 11,1
Machines motrices	998.490	189 000 19 ^s	1.419.564	235.000 17

(1) En milliers de francs.

Ces augmentations des importations de produits allemands ne se sont pas répercutées brutalement sur nos importations, car il semble bien qu'elles se soient faites en partie au dépens des envois des autres pays.

En 1929, nos achats à l'étranger sont en hausse pour presque tous les pays, mais beaucoup plus pour l'Allemagne que pour les autres.

Nous avons vu que l'augmentation des prix était pour quelque chose dans cette hausse, mais l'augmentation des quantités provient certainement pour une bonne part de la faveur consentie par notre régime douanier, et particulièrement par l'accord franco - allemand aux marchandises étrangères. L'influence de l'accord se fait sentir encore largement en 1930 et si elle semble disparaître en 1931, c'est qu'elle est camouflée par la réduction des prix.

Pour les autres pays, les mesures protectionnistes agissent dès 1930, car les accords conclus avec eux sont ou beaucoup moins larges, ou revisés dans le sens de la déconsolidation des droits ou du contingentement.

Elles agissent d'ailleurs avec un certain retard car elles sont prises sur les réclamations réitérées des producteurs français (1). C'est pour cela, en particu-

(1) C'est ainsi par exemple que le décret du 5 mai 1931 (J. O. 7 mai) justifie les mesures qu'il prend en subordonnant l'importation des engrais azotés à autorisation par la nécessité :

1° D'assurer de meilleurs prix à l'agriculture française en la défendant contre toute entente entre producteurs français et étrangers.

2° De protéger l'industrie française de l'azote contre le dumping étranger.

lier pour les denrées alimentaires, qu'elles sont relativement peu efficaces — elles ne peuvent que freiner un peu la tendance à l'augmentation des importations.

Cependant quelques mesures préventives ont été prises qui ont tendu à annuler de nouvelles causes d'augmentation. Il s'agit ici, surtout, des surtaxes compensatrices de change.

La France n'a pu se dispenser de se protéger contre la prime du change. En application de l'article 17 § 4, des lois des douanes codifiées, un décret du 4 août 1931 prescrit que les surtaxes à prévoir devront être calculées pour compenser les effets de la dépréciation d'une monnaie sur son pair légal. Pour les pays ayant signé des accords commerciaux avec la France les surtaxes ne pourront que rétablir la situation relative des prix en France et dans ces pays tels qu'ils étaient à la date de ces accords. Cette méthode de calcul est modifiée par le décret du 10 décembre 1931 qui précise que les surtaxes seront établies en comparant l'écart existant entre les prix actuels exprimés en valeur or et les prix qui étaient pratiqués dans ces pays au moment de la dépréciation de la monnaie nationale. Cette deuxième méthode paraît être plus conforme à l'intérêt des puissances étrangères et, en tout cas, fait remonter moins loin le terme de comparaison.

Le décret du 12 novembre détermine les pays (2) qui auront à supporter les surtaxes et le pourcentage de dépréciation à envisager, il fixe aussi les produits non susceptibles de donner lieu à la surtaxe : ce sont les produits exonérés de taxes de douanes et les produits pour lesquels il existe un marché mondial ou dont les cours ne sont pas influencés par les variations des monnaies nationales (rogue de morue, froment, métal et grains, graines et fruits oléagineux, thé).

Les surtaxes de change ont d'ailleurs une action purement négative, elles tendent à maintenir en l'état les relations commerciales telles qu'elles étaient au jour de la dévalorisation. On n'en saurait attendre aucune action restrictive sur les importations. On ne peut en dire autant des exportations qui tendent à se réduire par suite de la diminution du pouvoir d'achat des clients à monnaie dépréciée, et par suite des mesures protectionnistes qu'ils prennent à titre de représailles contre la surtaxe, indépendamment de la protection qui leur est conférée par le fait même de la dévalorisation.

(2) Les pays et les pourcentages fixés sont les suivants :

Australie	15 %	Grande-Bretagne	15 %
Mexique	15 %	République Argentine.	10 %
Danemark	15 %	Indes Anglaises	7 %
Norvège	8 %	Uruguay	10 %
Suède	15 %		

Le décret du 9 décembre modifie et complète la liste.

Canada	11 %	République Argentine.	15 %
Egypte	15 %	Indes Anglaises	15 %
Finlande	15 %	Irlande	15 %
Norvège	15 %	Uruguay	15 %

D'ailleurs, les surtaxes tendent en 1932 à devenir un instrument de marchandage et tendent à disparaître. On admet que pour un pays avec qui on a conclu un accord après l'établissement de surtaxes, celles-ci doivent être supprimées.

On préfère une barrière plus solide et alors on s'adresse soit aux majorations de tarifs, soit aux prohibitions sanitaires, soit encore à des obligations administratives comme celles de la loi du 20 avril, qui exige l'apposition de la marque d'origine sur le produit.

Ainsi donc, l'histoire des quatre dernières années a été une réaction constante et progressive contre la politique libérale de 1927 et de 1928. Il a fallu, et surtout pendant les trois dernières années, réduire à tout prix les importations dont l'exagération menaçait notre économie, sans égards aux répercussions fâcheuses de cette politique sur nos exportations.

Cependant, s'il est dangereux pour notre économie nationale d'importer beaucoup d'objets fabriqués, le fait d'acheter beaucoup de matières premières est l'indice d'une activité intéressante du pays, donc un signe de prospérité. Mais il faut distinguer.

La classification des matières nécessaires à l'industrie faite par l'Administration des douanes comporte des articles dont le rôle est très différent dans l'activité industrielle. Parmi les plus importantes, on peut faire trois groupes. D'abord la houille et les pétroles. Dans l'ensemble, on peut dire que les importations de ces produits sont en rapport avec l'activité générale du pays. Cependant, il y a des réserves à faire;

pour les pétroles, par exemple, il y a une grosse part qui revient à la concurrence croissante de l'automobile à la vapeur ou à la traction animale; pour la houille, notre consommation varie avec la température (hiver 28-29, par exemple), l'importation aussi; mais en outre celle-ci peut dépendre de notre propre production.

Pour l'augmentation des importations de ces deux produits, on ne peut incriminer dans la même mesure le régime douanier; il a cependant influé pour la houille. La réduction des entrées de charbons en 1931 est nettement provenue des contingentements (1) (décret du 10 juillet 1931), bien qu'ils n'aient pas fonctionné correctement; il en est de même en 1932.

Le deuxième groupe est celui des fers et aciers dont il n'est pas surprenant, vu leur nature, qu'ils aient suivi le sort des objets fabriqués. On peut dire qu'ils ont bénéficié largement du régime douanier qu'ils subissaient.

Le troisième groupe est celui de produits réellement bruts, dont la transformation est entièrement réservée à notre industrie, et desquels, en conséquence, l'importation est regardée comme un signe favorable; nous voulons parler des produits textiles. Nous avons vu ci-dessus que le déclin des entrées de ces marchandises avait été plus précoce et plus rapide que les autres.

Ces remarques permettent d'isoler en partie l'un de

(1) Puisque ces contingentements ont eu pour objet de réserver une part de réduction due à la diminution de la consommation, à la houille étrangère, qui sans cela serait entrée en France autant ou même plus qu'en 1930, malgré cette diminution.

l'autre ces deux facteurs de l'importation : activité industrielle et régime douanier.

L'activité industrielle totale est allée en croissant de 1921 au milieu de 1930, puis a décru, mais l'activité de l'industrie textile a décru dès 1928, les marchandises dont l'augmentation des importations a été déterminée par l'accroissement d'activité industrielle sont en petit nombre. La houille paraît être la plus importante. D'autres comme les fers et les aciers montrent qu'une branche, la métallurgie, a été active, mais ces importations se sont faites aux dépens de notre industrie sidérurgique qui, par la suite, a au contraire montré plus de fermeté.

Il reste pour les autres, au moins jusqu'en l'année 1929, la facilité d'entrée qu'offrait notre régime douanier. En 1930, cette facilité a été renforcée par le décalage qui s'est produit dans les prix à cause d'un élément nouveau : la crise, traduite par l'effondrement des prix mondiaux, et nécessitant les mesures protectionnistes dont nous avons parlé.

En 1931, le facteur activité industrielle a disparu pour tous les produits, et il est resté en présence, d'une part les prix, d'autre part le régime douanier qu'on essaie d'ajuster tant bien que mal à la nouvelle situation économique, et qui péniblement, arrive à jouer un peu le rôle de frein.

Nous avons maintenant à nous occuper de cette autre catégorie de produits qui n'avaient pas fait l'objet de consolidations de droits, c'est-à-dire surtout les denrées alimentaires.

Malgré le renforcement continu de la protec-

tion, le mouvement général des importations a été l'augmentation, une bonne récolte ne ramenant jamais l'importation au niveau correspondant à la bonne récolte précédente, et au contraire chaque mauvaise récolte amenant une recrudescence considérable de l'importation. Il est permis de penser que, bien que l'action des mesures de protection ne soit pas niable, elle n'a pas été ce qu'elle aurait pu être. Les mesures ont toujours été prises sur la réclamation des intéressés; or, la situation changeait si rapidement que ces mesures ne s'appliquaient plus qu'imparfaitement au jour de leur mise en œuvre. Il semble que tout l'arsenal de restrictions d'importation n'ait commencé à donner de résultats certains qu'en 1932. Auparavant il n'y a guère eu que des effets fragmentaires, sporadiques et insuffisants.

D'ailleurs, le contrôle des contingentement n'était pas encore au point (exemple des vins italiens dont l'importation en trois mois en 1931 avait déjà dépassé le contingent fixé pour l'année).

D'autre part, l'octroi des licences d'importation amène des difficultés et prête le flanc à la critique. On reproche en particulier au système de constituer une sorte de monopole de fait entre les mains d'un ou de quelques commerçants au sujet d'un produit déterminé, et ceci est un facteur de prix élevés et de profits abusifs pour quelques privilégiés.

En somme, l'augmentation des importations jusqu'en 1929 a été favorisée par le régime douanier dans la mesure où cette augmentation portait sur les produits manufacturés, les demi-produits ou ceux que notre sol

peut fournir, miniers ou agricoles. Pour les autres produits on peut dire que l'importation dans la même période a été réglée par l'activité industrielle et la prospérité.

En 1930, les mêmes causes ont continué à agir, mais singulièrement renforcées par la baisse des prix provoquée par la crise mondiale.

En 1931, l'excès des importations des années précédentes ayant provoqué un gonflement anormal des stocks qui ne pouvaient s'écouler à cause de la réduction des exportations, les importations se sont réduites sous l'influence :

De la réduction des besoins due à la réduction d'activité, la crise ayant gagné la France;

De la baisse des prix elle-même;

Des mesures de protectionnisme qui viennent corriger le régime douanier et commencent à produire leur effet.

§ 4. — LA POLITIQUE D'EXPORTATION

DE NOS PRINCIPAUX FOURNISSEURS

Le régime douanier établi en 1927 et 1928, puis la crise avaient tendu à développer les exportations étrangères en France. Mais nos fournisseurs ont fait tous leurs efforts pour profiter de ces circonstances favorables. D'ailleurs, ils y étaient poussés par la nécessité de se faire concurrence entre eux sur ce marché qui était particulièrement alléchant depuis 1929 surtout : le marché français.

Quelques-uns des moyens employés dans ce but ont été :

1° Le développement du crédit à l'exportation;

2° L'usage intelligent de la propagande commerciale, le développement de la technique et de l'organisation de la vente.

1° *Développement du crédit à l'exportation.* —

Un moyen sûr de prendre un client à un concurrent c'est de consentir à l'acheteur un délai plus grand pour s'acquitter, quand bien même, souvent, on demanderait un prix plus élevé que ne le fait le concurrent. Cependant, il faut, bien entendu, que le commerçant qui accepte de n'être payé qu'à une longue échéance puisse tout de même équilibrer sa trésorerie, et pour cela il lui faut le secours des banques. Mais en outre l'augmentation du délai de paiement augmente les risques de non-paiement, et il est tout naturel de recourir à l'assurance pour parer à ces risques, soit en payant le créancier à l'échéance, soit en désintéressant la banque pour le crédit qu'elle a consenti si le client est défaillant. Les pays étrangers ont largement usé de ce moyen pour placer la marchandise dont ils étaient de plus en plus encombrés.

Les premières réalisations ont pris la forme d'une aide gouvernementale à l'exportation.

Dès 1919, en Angleterre, l'Etat donne une aide financière et accorde sa garantie pour les opérations avec l'extérieur. Puis après un recul, l'Etat se contente d'accorder sa garantie et pour une part seulement de la créance.

En 1921, la Belgique se lance dans cette voie. Il est créé un organisme de *ducroire* d'Etat fournissant une garantie partielle de la « bonne fin » des opérations.

En 1926, l'Allemagne, profitant des expériences précédentes, s'oriente plus nettement vers l'assurance où les organismes privés ont une part. Les risques dits politiques sont écartés, et l'assurance crédit est faite au profit du vendeur seul, et non de la banque.

En 1927, une évolution se produit dans les systèmes allemand et anglais; au lieu d'assurer une affaire déterminée qui nécessite de longues et coûteuses enquêtes, on assure l'ensemble des transactions d'un vendeur avec un certain nombre de clients déterminés.

C'est en cette année qu'en Italie apparaît l'assurance crédit à l'exportation. C'est une assurance d'Etat garantissant la bonne fin de l'opération au profit du vendeur seul, qui ne s'applique qu'aux commandes importantes intéressant la grosse industrie. On organise en outre un système mi-étatiste, mi-privé, pour les autres opérations.

Il est très difficile de définir l'influence exacte du crédit à l'exportation sur les importations françaises; on peut seulement constater qu'à l'origine de notre période il était déjà très développé chez nos principaux fournisseurs, et d'autre part, le marché français constituait de par la stabilisation du franc d'abord, puis de la prospérité plus longtemps conservée, un excellent marché sur lequel les risques étaient réduits au minimum, au sujet duquel, donc, les crédits pouvaient être le plus largement accordés.

2° La propagande commerciale et l'organisation de la vente. — L'art de la présentation a une importance qui n'est ignorée de personne. Cependant, il faut reconnaître qu'il est exploité beaucoup plus à fond à l'étranger que chez nous. Et cela se fait sous plusieurs formes.

D'abord il s'agit de faire connaître le produit : les moyens modernes s'y prêtent admirablement pour celui qui n'hésite pas à avancer les fonds nécessaires; c'est la réclame sous toutes ses formes : presse, affiches, T.S.F., etc. Mais ceci ne suffit pas, il faut en outre que le produit réponde aux descriptions qu'on en a faites, qu'il soit présenté de façon alléchante, qu'il soit constant, toujours égal à lui-même.

D'un autre côté, il faut diminuer les frais de vente autant que possible par divers moyens : concentration de productions disséminées, envoi par wagons ou trains complets, vente par des organismes à grands rayons d'action.

Nous donnerons comme exemple d'efforts de ce genre, ceux faits par les Italiens non pas seulement en vue de nous envoyer leurs produits, mais surtout en vue de concurrencer les nôtres sur les marchés étrangers.

L'Italie constitue une concurrente très sérieuse de la France, en particulier sur le marché allemand. En 1930, les exportations italiennes en Allemagne ont crû de 53 % par rapport à 1928, tandis que les exportations françaises ont diminué de 15 %. Les causes de cet état de choses ont été cherchées dans divers sens. Le contrôle gouvernemental qui porte sur quelques denrées : les agrumes, les pommes de terre, les choux-

fleurs, est responsable en partie seulement du développement des exportations italiennes. L'organisation coopérative de la vente est un facteur plus important, mais il y en a d'autres. Les producteurs italiens ne sont pas plus favorisés que les nôtres sous le rapport de la vitesse des transports, mais les Italiens emploient le froid qui leur permet d'emprunter de cheminements plus longs, mais moins chers. Les Italiens groupent leurs envois par wagons complets, enfin ils font leurs expéditions, emballages perdus, ce qui permet de faire ces derniers légers et bon marché.

D'autre part, les producteurs italiens produisent à meilleur marché, cependant tous les éléments du prix de revient ne sont pas à leur avantage : la main-d'œuvre représente une charge équivalente (les salaires sont plus faibles, mais le producteur est tenu d'entretenir plus de personnel qu'il est nécessaire). Les impôts sont plus lourds pour les propriétaires italiens, les engrais sont plus chers, ainsi que les machines agricoles et l'essence. Mais la terre a un bien meilleur rendement qu'en France. L'ouvrier agricole est plus sobre et plus rustique, et surtout la production est mieux organisée qu'en France, grâce à la coopération et à l'industrialisation. En dehors des coopératives de vente dont nous avons déjà parlé, existent partout en Italie des « consortiums agraires » qui effectuent les achats en gros, possèdent des machines agricoles collectives, des magasins, font des études sur les améliorations à apporter aux produits en conformité des besoins de la clientèle; en outre, l'exportation italienne est faite suivant une technique très étudiée, basée sur

les quatre ordres de faits suivants : l'existence d'un service d'information rapide permettant l'envoi des produits sur les marchés les plus favorables, la suppression presque générale du marché local, ce qui gagne du temps; l'importance de la marque comme garantie de la qualité et de l'homogénéité des produits; enfin l'utilisation rationnelle des déchets sur place, ce qui éloigne l'idée d'exporter des produits de médiocre qualité (1).

Il est encore ici impossible de juger les résultats de la propagande étrangère en France. Il est seulement certain que cette propagande s'est développée chez nous activement surtout en 1929 et 1930, puisque nous étions presque les seuls acheteurs. Bien qu'inchiffable, l'effet de la technique commerciale est certain et fait quelquefois franchir des barrières douanières formées par des taxes pratiquement prohibitives. Or, celles que nous avions ou que nous dressions ne l'étaient pas généralement. Nous rappellerons enfin qu'en plus des moyens licites que nous venons de citer, certains fournisseurs ont employé le procédé malhonnête du dumping ou profité du déséquilibre monétaire pour augmenter leurs envois en France. Pour ce dernier moyen, on peut dire que, dans notre période, il n'a pas été employé systématiquement comme il tendra à l'être dans les années suivantes. Les pays où la dévaluation monétaire s'est fait sentir ont subi ce phénomène et n'en ont tiré des avantages que parce qu'ils ne pouvaient faire autrement.

(1) Etude tirée d'un article sur le commerce d'exportation des produits agricoles italiens, Bulletin du Comité des Conseillers extérieurs, mai, juin 1931.

CHAPITRE II

LES CAUSES

QUI ONT AGI SUR LES EXPORTATIONS

Le montant de nos exportations résulte de la quantité de marchandises que nous avons pu écouler sur les marchés extérieurs et du prix que nous en avons obtenu, mais les fluctuations des quantités dépendent à leur tour de la production française, de la concurrence qu'elle rencontre sur les marchés étrangers, de la politique d'importation des pays étrangers. Les prix que nous obtenons ne peuvent en principe descendre au-dessous du prix de revient. C'est donc ce dernier qui fixe notre position par rapport aux concurrents sur les marchés étrangers.

Nous étudierons donc ici successivement l'action des quantités et des prix sur la valeur des exportations, puis les facteurs qui influent sur les quantités et les prix en traitant à part la politique douanière des pays étrangers.

§ 1. — L'ACTION DES QUANTITÉS SUR LA VALEUR DES EXPORTATIONS

L'étude de la courbe des exportations en volume nous a montré dans la première partie qu'après une hausse en 1927, les quantités exportées s'étaient main-

tenues au niveau atteint jusqu'à la fin de 1929, puis avaient été l'objet d'une réduction progressive, et nous avons constaté que ces mouvements étaient en retard de deux ans sur ceux des valeurs. Ces dernières se sont réduites, en effet, dès 1928.

Nous allons chercher comment les différentes marchandises ont participé à ces mouvements.

1. — *Matières premières*

Le décalage observé entre les valeurs et les volumes pour l'ensemble des exportations ne se retrouve pas pour les matières premières. Les variations sont de même sens et sensiblement de même amplitude. On peut seulement remarquer que la diminution d'ensemble en volume est moins rapide que la diminution en valeur et, de même, l'augmentation au cours de 1927 est moins importante pour les volumes que pour les valeurs. Donc en gros, la valeur des exportations de matières premières a varié comme les quantités. Cependant, toutes les marchandises n'ont pas coordonné leurs mouvements. Les minerais divers, par exemple, montrent les fluctuations suivantes en pourcentage annuel par rapport au chiffre de l'année précédente.

	1928	1929	1930	1931	1932
Valeur...	+21,8 %	— 1 %	+ 3 %	— 15 %	— 31 %
Tonnage..	+ 16 %	— 4 %	— 6 %	— 18 %	— 19 %

Les mouvements de la valeur ne sont donc pas complètement justifiés par ceux du tonnage.

Pour la houille crue, carbonisée ou agglomérée, nous avons les chiffres suivants :

Valeur...	+ 2,4 %	+ 3,3 %	— 20 %	— 16 %	— 27 %
Tonnage..	+ 12 %	+ 6,7 %	— 20 %	— 11 %	— 15 %

Les mouvements relatifs sont, sauf en 1932 inverses de ceux des minerais. C'est ici grâce à une forte augmentation sur les tonnages, en 1928 et 1929, que les valeurs ont pu augmenter légèrement.

Sur les fers et aciers nous notons les variations suivantes :

Valeur....	— 11 %	— 8,5 %	— 8,7 %	— 18 %	— 41 %
Tonnage..	— 9 %	— 17 %	— 3,5 %	— 6,1 %	— 21 %

Sur les fontes :

Valeur...	— 28,4 %	— 8 %	— 7,5 %	— 36 %	— 63 %
Tonnage..	— 24 %	— 11,5 %	— 6 %	— 20 %	— 53 %

Pour ces deux articles les fluctuations sont de même sens, mais elles ont une amplitude deux fois plus grande pour les fontes que pour les fers et aciers. D'une façon générale, les variations des quantités ne suffisent pas pour expliquer celles des valeurs, mais les justifient en grande partie.

Les laines et déchets de laine, qui sont l'objet de réexportations importantes, ont subi les variations suivantes :

Valeur...	— 2 %	— 6 %	— 41 %	— 35,8 %	— 33 %
Tonnage.	— 6,7 %	+ 4,6 %	— 17,2 %	+ 3 %	— 19 %

Les peaux et pelleteries brutes nous montrent les résultats ci-après :

Valeur...	+ 13,8 %	— 11,6 %	— 35,3 %	— 40 %	— 38 %
Tonnage.	— 9,7 %	+ 12,8 %	— 10 %	— 14,8 %	+ 12 %

Ce dernier article est un exemple particulièrement net de l'antinomie entre la première partie de la période : 1927-28, et la seconde, 1929-30-31-32. La hausse de la valeur a lieu d'abord malgré une baisse importante de la quantité. Puis la baisse de la valeur a lieu malgré une augmentation de la quantité. Dans la deuxième période, les variations des quantités n'expliquent que très partiellement la diminution en valeur, pour ne plus la justifier du tout en 1932.

Tous ces exemples montrent qu'il est difficile de tirer des conclusions générales pour les matières premières. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, pour aucun de ces produits (sauf pour la houille en 1930) il n'y a de relation constante entre les quantités et les valeurs.

La diminution des quantités n'a pas lieu pour tous en même temps : pour les produits sidérurgiques elle commence dès 1927. Pour les produits destinés à l'industrie du vêtement (textiles et cuirs), la diminution commence aussi en 1927, mais il y a mouvement en sens contraire en 1930. Pour la houille, elle ne commence qu'en 1930; pour les minerais elle débute en 1929. En 1932 il y a pour tous les articles (sauf les peaux brutes) des diminutions importantes du tonnage

qui ne sont rien cependant au regard des diminutions de la valeur.

Il y a lieu de faire une remarque au sujet des minerais : pour eux, contrairement à presque tous les autres produits, la diminution en quantité est plus forte que celle en valeur, cela veut dire que pour les minerais, c'est la diminution en poids qui a commandé la diminution en valeur. Pour les autres produits, les mouvements des quantités ont, au contraire, freiné les mouvements en valeur.

2. — *Denrées alimentaires*

Nos exportations de denrées alimentaires sont relativement très peu importantes; aussi leurs variations, bien que fort capricieuses, n'influencent pas d'une façon sensible l'ensemble de nos exportations. Ces variations sont naturellement en relation avec nos récoltes, mais d'une façon générale, pour les quantités comme pour les valeurs, nous assistons à une hausse des exportations dans le cours de l'année 1927, puis à une réduction assez lente et progressive dans les années suivantes, comportant cependant une légère hausse momentanée pendant une dizaine de mois à cheval sur les deux années 1929 et 1930.

Ici encore on ne peut pas retrouver le décalage signalé ci-dessus entre les valeurs et les volumes.

Nous allons chercher à déterminer quels sont les produits qui ont le plus influencé les mouvements des quantités :

Œufs de volailles et gibiers :

	1928	1929	1930	1931	1932
Valeur....	+ 19 2 %	— 30 %	— 31 %	— 70 %	— 85 %
Tonnage..	+ 19 4 %	— 36,7 %	— 20 %	— 66,8 %	— 85 %

Les variations des valeurs sont justifiées presque entièrement par celles des quantités.

Fromages :

Valeur....	+ 30 %	+ 13,1 %	— 5,5 %	— 16 %	— 15 %
Tonnage..	+ 37 %	+ 37,5 %	— 39,8 %	— 4,4 %	— 12 %

Ici tantôt les mouvements des quantités favorisent ceux des valeurs et tantôt ils les enrayent. C'est la même chose pour les beurres :

Valeur....	+ 10,8 %	— 28,7 %	— 31,4 %	— 11,7 %	— 28 %
Tonnage..	+ 5,9 %	+ 32 %	+ 17,3 %	— 71,5 %	— 28 %

Pour les pommes de terre :

Valeur....	— 8 %	— 33,6 %	— 25 %	+ 50 %	— 75 %
Tonnage..	+ 35,5 %	— 30 %	— 13 %	— 10 %	— 56 %

Pour les légumes frais :

Valeur....	+ 40 %	+ 8,2 %	— 20,6 %	— 7 %	— 56 %
Tonnage..	— 16,5 %	— 2,7 %	+ 6,1 %	— 7,5 %	— 50 %

Pour les sucres :

Valeur....	+ 13,2 %	— 1,3 %	— 15,9 %	— 15,4 %	— 1 %
Tonnage..	+ 20 %	+ 17,2 %	— 6,7 %	— 3,9 %	+ 5 %

Au contraire pour les fruits de table :

Valeur....	— 7,5 %	+ 9,5 %	—20,8 %	—2,2 %	—43 %
Tonnage..	—15,4 %	+ 5,7 %	—12 %	—3 %	—25 %

Et pour les vins :

Valeur....	+ 9 %	+ ,6 6 %	—24,6 %	—24,9 %	—36 %
Tonnage..	+ 7,5 %	+ 1 %	—21,6 %	—24,5 %	—14 %

nous voyons la valeur des importations se régler assez régulièrement sur le tonnage qui est ainsi le principal chef de ses variations, sauf en 1932.

Nous remarquerons que les envois de presque tous les produits sont en augmentation en 1928; nous voyons là le résultat d'une bonne récolte, et du fait que la liberté d'exportation est rendue au cours de l'année 1927. Presque seuls les fruits de table ne profitent pas de cette liberté à cause de la concurrence étrangère; la récolte en avait été relativement mauvaise d'ailleurs.

D'une façon générale, les exportations ont été en augmentation en 1929 (excellente récolte); elles sont au contraire l'objet de fortes diminutions en 1930, 1931 et 1932. Cependant, comme nous l'avons déjà remarqué, il n'y a pas parallélisme, sauf en 1932, entre les fluctuations des divers produits, et cela amène souvent des compensations qui font que, dans l'ensemble, les mouvements des valeurs sont réglés par les mouvements des quantités. Il n'y a que sur le sucre, produit semi-industriel, qu'on peut remarquer le décalage de deux années entre les mouvements en valeur et les mouvements en quantité, ceux-ci étant en retard par rapport à ceux-là.

Pour l'année 1932, les réductions en tonnage et en valeur sont du même ordre de grandeur pour tous les produits, sauf les fruits et les vins; de toutes façons elles sont importantes : c'est en grande partie le résultat de la fermeture du marché anglais.

3. — *Produits fabriqués*

La valeur des exportations de produits fabriqués a décliné légèrement pendant les trois premières années de notre période, puis plus rapidement pendant les trois dernières. De 1927 à 1929, cette valeur avait à peine baissé de 4 %, mais elle s'est réduite de tout près de 40 % de 1929 à 1931, et de 29 % de 1931 à 1932.

Les quantités au contraire ont marqué une tendance à l'augmentation pendant les trois premières années, et une tendance relativement modérée à la réduction par la suite. L'indice des volumes qui se tient au-dessous de 140 pendant le premier semestre 1927, oscille autour de 150 pendant les deux années suivantes. Puis il retombe aux environs de 110 pendant l'année 1931, pour s'effondrer à 90 en 1932. Ceci donne une réduction d'environ 40 % entre 1929 et 1932.

C'est pour les objets fabriqués que nous retrouvons le décalage de deux années entre le mouvement de baisse des volumes et des valeurs. Or nos exportations d'objets fabriqués forment environ les 3/5^e de nos exportations totales; leur influence est donc prépondérante.

Dans l'ensemble, le mouvement de hausse des quantités tendait au début à enrayer la baisse en valeur; pour les trois dernières années, la réduction des quan-

tités ne justifie pas complètement la diminution en valeur.

Quels sont les produits qui ont particulièrement imposé leur action sur l'ensemble? Nous allons passer en revue les principaux articles de nos exportations et examiner pour chacun d'eux comparativement les mouvements en valeur et en tonnage.

Nous allons pouvoir, pour la première partie de la période, distinguer plusieurs catégories d'articles qui présentent des ressemblances entre eux, et qui se sont comportés de la même façon : les produits métallurgiques, les produits textiles, les produits de luxe et divers.

Machines motrices à vapeur et autres :

	1928	1929	1930	1931	1932
Valeur....	+ 7 %	+ 11 %	— 6,7 %	— 21 %	— 37 %
Tonnage .	— 1,8 %	+ 12,8 %	— 11,3 %	— 17,6 %	— 38 %

Pièces détachées et organes de machines :

Valeur...	+ 12 %	+ 15,6 %	— 1,1 %	— 32,3 %	— 45 %
Tonnage .	+ 8,7 %	+ 7,5 %	— 9 %	— 29,4 %	— 36 %

Outils et ouvrages en métaux :

Valeur....	— 1 %	+ 7 %	— 6,5 %	— 27,7 %	— 38 %
Tonnage .	— 4,9 %	— 1,5 %	— 10,5 %	22,9 %	— 32 %

Carrosseries (voitures automobiles):

Valeur....	— 10 %	+ 2,7 %	— 30 %	— 25 %	— 35 %
Tonnage .	— 12,6 %	+ 7,2 %	— 30,5 %	— 24,4 %	— 26 %

Tissus de laine :

Valeur...	+ 3,2 %	— 10 %	— 21,8 %	— 30,6 %	— 62 %
Tonnage .	+ 7 %	— 8 %	— 11,1 %	— 18 %	— 52 %

Tissus de soie :

Valeur...	+ 6,2 %	— 11,7 %	— 17,4 %	— 31,2 %	— 48 %
Tonnage .	+ 8,4 %	+ 1,1 %	— 8,8 %	+ 1,2 %	— 20 %

Tissus de coton :

Valeur...	— 15,9 %	— 6,5 %	— 21 %	— 34,5 %	— 32 %
Tonnage .	— 6,7 %	— 8,2 %	— 35,3 %	— 19,4 %	— 10 %

Fils de laine :

Valeur...	— 16 %	— 12,4 %	— 20,4 %	— 26,7 %	— 61 %
Tonnage .	— 19,6 %	— 6,1 %	— 5,7 %	— 8,1 %	— 52 %

Lingerie et vêtements :

Valeur...	— 2 %	— 7 %	— 9,8 %	— 58,4 %	— 12 %
Tonnage .	+ 5 %	0 %	— 10,4 %	— 22 %	— 30 %

Pelletteries ouvrées :

Valeur...	+ 11 %	— 6,1 %	— 24,8 %	— 22,5 %	— 50 %
Tonnage .	— 4 %	— 12 %	— 19 %	— 11,8 %	— 40 %

Ouvrages en peau :

Valeur...	— 38,2 %	+ 0,8 %	— 12 %	— 36,8 %	— 75 %
Tonnage .	— 9,6 %	— 6,1 %	— 7,7 %	— 15,5 %	— 76 %

Ouvrages en caoutchouc :

Valeur...	— 19,5 %	— 17,7 %	— 8,6 %	— 33,1 %	— 33 %
Tonnage	— 10 %	— 9,7 %	— 17,2 %	— 10,4 %	— 24 %

Médicaments composés :

Valeur...	+ 15,7 %	+ 7,4 %	— 8 %	— 19,6 %	— 21 %
Tonnage	+ 6,4 %	+ 9,2 %	— 17,9 %	— 11,5 %	— 27 %

Parfumerie :

Valeur...	+ 4,6 %	+ 6,5 %	— 15,6 %	— 27,6 %	— 40 %
Tonnage	+ 6,6 %	+ 0,6 %	— 6,9 %	— 7,2 %	— 15 %

Nous pouvons faire les remarques suivantes :

Pour les produits métallurgiques, il y a en général augmentation en quantité en 1929, alors qu'en 1928 il y avait réduction. Pour l'article principal : les outils et ouvrages en métaux, il y a pourtant en 1929 une diminution légère.

Au contraire, les années 1930, 1931 et 1932 amènent des réductions en quantités d'abord plus importantes, puis moins importantes que les réductions en valeur. Les premières sont donc seules responsables des secondes en 1930; il n'en est plus de même en 1931 et 1932.

Les exportations de produits textiles et dérivés sont toutes en diminution à partir de 1929; cette diminution est faible pour certains d'entre eux en 1929, mais devient forte pour tous en 1930, 1931 et 1932. En 1928, certains produits accusent de l'augmentation.

En somme, pour les textiles les quantités diminuent nettement dès 1929 et favorisent ainsi la diminution de la valeur des exportations.

Les pelleteries ouvrées et les ouvrages en peau ne se différencient des textiles que parce que la diminution des quantités exportées est déjà considérable en 1928.

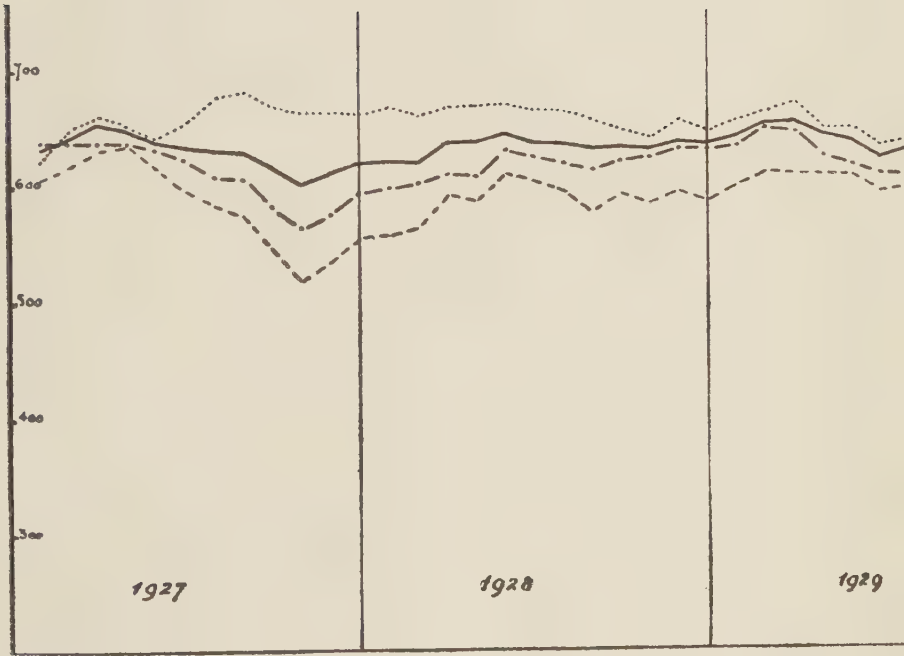
Enfin, pour certains autres produits ayant assez d'importance, la réduction ne commence qu'en 1930; elle est d'ailleurs, surtout pour 1931, bien inférieure à la diminution en valeur. C'est ce qui se reproduit en 1932.

L'observation de tous ces chiffres montre encore que pour l'année 1931, la réduction en valeur se chiffre toujours aux environs de 30 %, au contraire, la réduction en quantité se tient en général entre 10 et 20 %. Mais, alors que les chiffres correspondants pour les produits métallurgiques sont assez rapprochés les uns des autres, ils sont au contraire éloignés pour les produits textiles.

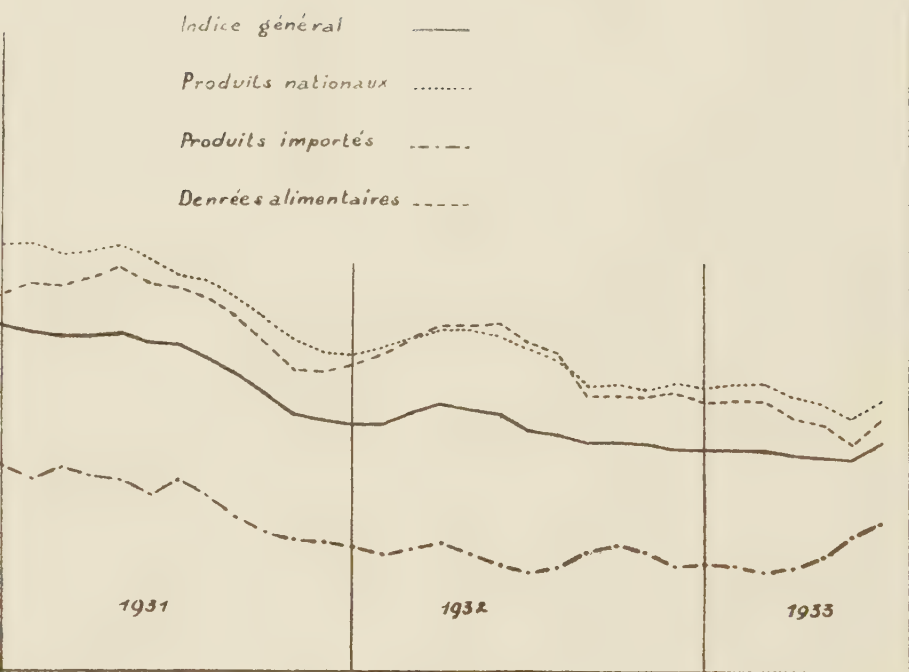
Cela revient à dire que les mouvements des quantités ont eu plus d'influence sur les mouvements des valeurs pour les produits métallurgiques que pour les autres.

En résumé, l'augmentation de la valeur des exportations a été permise en partie en 1928, grâce à l'augmentation des quantités pour un certain nombre d'articles appartenant à tous les groupes, en 1929, grâce à l'augmentation des quantités intervenue surtout pour les produits métallurgiques et quelques produits divers (en particulier chimiques).

INDIC



S. G. F.



La réduction des quantités qui s'affirme en 1930, 1931 et 1932 est générale, mais elle est insuffisante pour justifier complètement la diminution de la valeur des exportations. C'est sur les produits textiles qu'elle est maxima.

§ 2. — L'ACTION DES PRIX SUR LA VALEUR
DES EXPORTATIONS

Le paragraphe précédent vient de mettre en lumière l'action des quantités sur la valeur des exportations, et nous avons vu que le mouvement des quantités ne suffisait pas pour expliquer celui des valeurs. C'est qu'en effet les prix ont subi pendant notre période des fluctuations considérables. Nous l'avons constaté implicitement pour chacun des principaux produits; les comparaisons du paragraphe précédent nous ont amené à penser que, pendant les trois premières années, les prix avaient haussé pour certains articles : les produits métallurgiques, les produits sidérurgiques, par exemple, et baissé légèrement sur tous les autres. Puis, pendant les trois années suivantes tous les prix avaient baissé, et certains dans des proportions considérables, ceux des textiles en particulier.

Nous avons remarqué d'autre part que c'est pour les denrées alimentaires que les prix ont le moins influé sur la valeur des exportations.

Les courbes des prix de gros de la statistique générale de la France nous permettent de vérifier ces constatations et de prendre une idée d'ensemble.

Après une ascension assez nette au cours de l'année 1927 (environ 10 %), l'indice des prix des produits

nationaux est descendu très faiblement d'abord, et jusqu'au début de 1930, puis plus rapidement jusqu'au milieu de 1931, très rapidement jusqu'en fin 1931, s'est relevé assez nettement au premier semestre 1932, pour redescendre et atteindre un minimum en mai 1933.

L'indice des prix des denrées alimentaires a subi des fluctuations assez diverses où se retrouve nettement l'effet des bonnes récoltes de 1927 et 1930, mais somme toute, n'est pas touché par une réduction considérable. L'indice moyen pour une année n'atteint pas au maximum 600, et cela en 1928, et ne descend pas à 500 en 1931, alors que l'indice des produits nationaux est en 1928 au-dessus de 650, descend presque à 500 en 1931, puis à 400 en mai 1933.

Ainsi, pour les denrées alimentaires, les fluctuations des prix ont seulement atténué un peu les variations dues aux quantités. Pour les autres produits, l'action des prix sur la valeur des exportations est assez peu nette pour les années 1927, 1928, 1929 (il y a cependant une tendance à l'augmentation de cette valeur en 1928), au contraire, elle est très nette en 1930, et surtout en 1931 en faveur de la réduction de cette valeur.

§ 3. — COMMENT S'EXPLIQUENT LES FLUCTUATIONS DES QUANTITÉS ET DES PRIX

Nous avons incidemment mentionné ci-dessus que les prix des denrées alimentaires comme les quantités exportées, étaient en rapport avec l'abondance plus ou moins grande des récoltes. A une bonne récolte correspond une forte exportation en quantité et une baisse

des prix; la combinaison amène un amortissement relatif des fluctuations de la valeur qui dépend cependant surtout des quantités.

L'abondance plus ou moins grande des récoltes en France n'est certes pas le seul facteur qui influe sur la valeur des exportations, et s'il est le principal, il faut ajouter : le niveau des récoltes chez nos clients et chez les concurrents, et comme pour tous les produits, la politique d'importation des clients, la politique d'exportation de la France, le niveau des prix de revient en France et à l'étranger, etc..

Nous avons déjà signalé que la surproduction agricole mondiale s'est fait sentir dès 1929, et s'est continuée; nous avons également mentionné que le gouvernement français avait rendu la liberté d'exportation des produits agricoles au cours de l'année 1927.

Nous rencontrerons plus loin d'autres facteurs à propos des autres produits, car il nous faut rechercher quelle est l'origine des mouvements de quantité et de prix relatifs aux matières premières et surtout aux produits fabriqués.

1. — *Origine des mouvements en quantité*

Deux chefs de variation peuvent « a priori » être retenus en dehors de la politique douanière; il s'agit d'abord de la production française; d'autre part de la concurrence étrangère.

On peut immédiatement éliminer le premier. Les indices de la production décrivent des courbes analogues à celles des exportations en « volume », mais il y a lieu de remarquer que ces dernières sont légère-

ment en avance (deux ou trois mois) sur les premières. C'est donc en partie l'exportation qui a réglé la production, et non l'inverse.

L'effet de la concurrence étrangère nous est indiqué nettement par les fluctuations comparées des indices des prix de gros des produits nationaux d'une part, et des produits importés d'autre part. Nous avons déjà noté l'effet de cette cause sur les importations, nous pouvons dire ici que si au cours de l'année 1927, l'avantage est aux produits importés, c'est-à-dire à la réduction des importations, de 1928 au milieu de 1929, cet avantage se réduit graduellement, d'où tendance légère à l'augmentation des exportations. Ensuite, l'avantage est repris très nettement par les prix des produits importés, et grandit constamment, d'où tendance progressive à la réduction des exportations.

2. — *Origine des mouvements des prix*

Les prix de vente résultent naturellement des conditions du marché et de la concurrence. Mais ils sont d'autant plus bas, et, partant, permettent la vente d'une plus grande quantité de marchandises, que les prix de revient, en principe au moins, sont plus réduits.

Or, si les prix de vente ont pu légèrement hausser dans l'ensemble jusqu'au début de 1929, poussés sans doute par les prix de revient, ils ont dû baisser ensuite mais ont été retenus dans cette baisse par les prix de revient qui se sont relativement peu réduits.

Il nous faut donc rechercher les raisons de la hausse des prix de revient en 1927 et 1928, et de la moindre baisse, relativement à l'étranger, de ces mêmes prix.

Les facteurs que nous allons étudier s'appliquent plus spécialement aux produits fabriqués. Nous avons vu d'ailleurs que pour les produits agricoles les récoltes fournissaient l'explication essentielle. Quant aux matières premières, d'une part, les variations de prix ont été relativement faibles; d'autre part, ces prix interviennent dans l'établissement du prix de revient des objets fabriqués.

Nous passerons en revue les principaux éléments du prix de revient : le prix des matières premières, les salaires, les impôts. L'intérêt des capitaux ne nous retiendra pas, car il a relativement peu varié pendant notre période, sauf à la fin. L'organisation de la production n'a pu progresser d'une façon considérable. Ce n'est qu'en 1931 que la nécessité d'un aménagement plus économique s'est fait sentir.

1° *Les prix des matières premières.* — L'étude des importations des matières nécessaires à l'industrie a déjà renseignés sur ce point.

Nous avons vu que les prix des produits textiles avaient augmenté jusqu'en 1929, puis avaient subi une baisse considérable de 1929 à 1932. Pour les autres produits, il y a eu en général une légère hausse de prix pendant les deux premières années, et une baisse ensuite, mais moins importante que pour les textiles.

Quant aux matières premières que nous trouvons en France, leurs prix ont varié aussi dans le même sens, mais de façon beaucoup moins violente.

En somme donc, les prix des matières nécessaires à l'industrie ont aidé à l'augmentation du prix de revient pendant la première partie de la période, et à la diminution dans la seconde.

2° *Les salaires.* — En France les salaires nominaux ont suivi une marche ascendante depuis 1924 jusqu'en 1930, et même encore en 1931, mais avec une amorce de baisse qui se poursuit en 1932.

Le coût de la vie, après une baisse considérable due à la dépréciation de la monnaie en 1926, est revenu à l'indice 104 en 1927, indice qui passe à 110 en 1928, puis 116 en 1929, 126 en 1930. L'augmentation est un peu moins rapide que pour le salaire nominal; donc le salaire réel est en légère progression, avec une faible régression en 1928; les indices sont 110 en 1927, 104 en 1928, 112 en 1929 et 114 en 1930. En 1931, stagnation; en 1932, baisse très légère.

Le coût de la vie n'a donc cessé de croître (sauf à la fin de 1932), mais un peu moins vite que les salaires. Le prix de revient n'a donc pu de ce chef être réduit. Ceci ne pouvait qu'amener de graves difficultés dont les premières sont apparues dans le textile, puis dans les houillères.

La hausse des salaires (1), qui s'est combinée avec un moindre rendement des industries dû à une réduc-

(1) Salaires comparés (d'après les évaluations des Conseils de Prud'hommes et des Maires):

	1921	1927	1928	1929	1930	1931	1932
1° Villes autres que Paris.	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble de 38 professions masculines	4,61	27,34	28,57	31,34	33,66	33,60	32,54
Ensemble de 7 professions féminines	2,29	14,84	16,06	18,30	19,79	19,73	19,03
2° Paris.							
Ensemble de 21 professions masculines	8,12	41,70	42,75	49,56	53,99	53,83	50,72

tion de la production, a entravé considérablement la baisse des prix de revient pendant les années 1930 et 1931. Pourtant cette baisse aurait été très désirable pour lutter avec des armes moins inégales contre la production étrangère.

Ce facteur défavorable a encore été renforcé par l'établissement en 1930 des assurances sociales qui sont venues augmenter les charges de la production à un moment où les salaires ne se réduisaient pas comme ils le faisaient à l'étranger.

Ce n'est qu'en 1932 que les salaires ont été orientés vers la baisse. A vrai dire, le mouvement avait été amorcé en 1931, mais n'était sensible que dans certaines industries.

3° *Les impôts et la politique fiscale.* — Le système fiscal qui pèse sur la production en général a été l'objet d'âpres critiques; en particulier la taxe sur le chiffre d'affaires est trouvée bien lourde surtout par suite de sa répétition aux différents stades de la production et de la circulation; en outre, les impôts sur les valeurs mobilières viennent s'y surajouter pesamment.

Les années d'excédents budgétaires ont bien été mises à profit pour demander de larges dégrèvements, mais il n'en a été obtenu que de légers, sporadiques qui n'ont pas donné le résultat désiré.

En 1928 sont intervenues deux lois qui ont étendu les catégories de contribuables privilégiés : les lois du 19 mars et du 30 décembre 1928 exonèrent de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la patente, certaines œuvres d'utilité sociales. Mais surtout, au bénéfice des entreprises industrielles et com-

merciales, le législateur a corrigé « quelques dispositions de textes aux incidences particulièrement lourdes et injustes » (1); il a décidé l'application de l'exercice commercial à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et a autorisé le report du déficit sur trois exercices successifs.

En outre, pour permettre certaines fusions de sociétés, la loi de décembre 1928 prévoit des réductions et suppressions importantes de droits.

Enfin, une loi de février 1928 édicte une réduction de moitié des tarifs d'impôts sur les prix des transports. Cette réduction était énergiquement demandée, en particulier pour le transport des charbons. En effet, l'existence des tarifs trop élevés de transport et les impôts correspondants combinés avec des droits d'entrée insuffisants permettaient aux charbons anglais de concurrencer par trop victorieusement nos houilles françaises dans tout le Sud-Ouest de la France.

La persistance des excédents budgétaires a permis encore en 1929 de faire quelques abaissements de taxe. La loi du 31 juillet 1929 a supprimé la taxe à la production des farines, dite taxe de mouture. La loi du 29 décembre supprime l'impôt sur les céréales panifiables. Elle établit également des dégrèvements sur le commerce de luxe et un abaissement spécial pour l'industrie automobile. Enfin, elle exempte d'impôt sur les transports les expéditions en pays étrangers et les expéditions en transit par fer et par eau.

(1) L. TROTABAS. — *La Législation fiscale*. Annuaire R.E.P., Année 1931.

Un autre abaissement de taxe a été fait non pas en tenant compte de l'état du budget, mais pour augmenter la protection accordée à l'industrie du sucre. La loi du 31 juillet 1929 réduit de 25 francs par quintal les droits de consommation sur le sucre. La loi du 29 décembre augmente cette réduction de 15 francs, si bien que les droits sont passés de 125 francs à 85 francs, les droits sur les glucoses sont parallèlement passés de 33 fr. 60 à 23 francs. Ces abaissements de droits intérieurs ont permis d'augmenter d'autant la protection contre les produits étrangers sans que le consommateur en pâtît.

Ce mouvement timidement amorcé en faveur des réductions des taxes fiscales est malheureusement bientôt enrayé. L'année 1930 apporte avec elle la vision du spectre de la crise qui va se précisant en 1931. Au reste, l'ère des plus-values budgétaires s'achève, et l'année 1931 se clôt avec un déficit. L'année 1932 en supporte un plus important. Il est regrettable qu'un geste plus large n'ait pas été fait, qui aurait permis d'abaisser le prix de revient, ce qui aurait reculé l'entrée de la crise en France et en aurait atténué les effets.

Nous voyons donc que, des trois principaux éléments qui déterminent les prix de revient, seuls les prix des matières premières ont agi dans le sens de la baisse à partir de l'année 1929. Au contraire, les salaires ont agi dans le sens de la hausse jusqu'en 1931, et les réductions sur quelques impôts en 1928 et 1929 ont été trop minimes pour avoir une action notable.

Cependant, les prix de vente ont baisse. Cela n'a pu se faire qu'au dépens du profit des entrepreneurs, et

en partie au dépens du salaire total distribué aux ouvriers au cours de 1931, car le nombre des chômeurs inscrits, qui était de 32.292 en février 1931, est passé à 259.482 en février 1932. Il ne s'est arrêté de croître qu'en juin 1933.

En définitive, les prix ont légèrement haussé jusqu'en 1929 sous l'influence des prix de revient, mais c'est ensuite l'âpreté de la concurrence qui a imposé la baisse des prix de vente.

§ 4. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE NOS PRINCIPAUX CLIENTS

Les éléments d'ordre interne ont donc tendu à limiter nos exportations après les avoir légèrement favorisées.

La politique d'importation de nos clients a tendu d'une façon générale à réduire les achats en France, et ceci surtout à partir de 1929. Certains pays, par des mesures appropriées, ont développé le protectionnisme; d'autres, par suite, de leur état financier et économique, sont devenus peu à peu incapables de faire des achats à l'étranger, et en particulier en France.

1° *Angleterre*. — L'Angleterre a vu ses marchés extérieurs se rétrécir peu à peu, mettant sa balance commerciale en déficit et ses industries en difficulté. Un mouvement protectionniste déjà amorcé avant la guerre, puis amplifié par celle-ci (tarif Mac-Kenna) se prononce de plus en plus pour la défense des industries-clés qu'il faut protéger même sur le marché intérieur.

On se rend compte que la politique de libre échange pratiquée par la Grande-Bretagne est simplement une politique de libre importation, car les pays européens surtout élèvent des barrières douanières qui sont un obstacle, non seulement au développement des importations anglaises, mais à leur simple maintien. D'autre part, la politique du dumping, pratiquée par certains exportateurs étrangers, vient nuire encore aux industries anglaises sur le marché extérieur. Un tarif douanier protecteur apparaît donc comme une mesure de légitime défense. Mais la doctrine protectionniste répugne particulièrement à l'esprit anglais. Un moyen de tourner la difficulté est présenté sous la forme du libre échange impérial basé sur ce fait que les exportations vers les Dominions croissent (quoique moins que les exportations des autres pays), et qu'alors en enfermant l'Empire dans une ceinture douanière plus ou moins lâche et en pratiquant à l'intérieur l'abolition des barrières tarifaires, la Grande-Bretagne regagnerait dans les Dominions la place perdue en Europe.

Seulement les Dominions sont surtout exportateurs de matières premières et denrées alimentaires, et ils ont une jeune industrie à protéger. Or, les matières premières et les denrées alimentaires n'ont jamais été taxées à l'entrée dans la métropole, on ne peut donc donner un avantage aux Dominions qu'en taxant les importations de ces produits en provenance des pays étrangers à l'Empire.

La Grande-Bretagne s'engage dans cette voie bien que timidement, car d'une part, cela revient à élever le coût de la vie en Angleterre, d'autre part cela met

en difficulté des pays comme la République Argentine où les capitaux investis sont en grande partie anglais; enfin cela provoque les réclamations de certains pays européens comme la France qui voient se réduire un débouché à leurs produits agricoles. La Grande-Bretagne s'est contentée d'abord de prendre des mesures de protection indirectes : interdictions d'ordre sanitaire sur les denrées alimentaires.

Pour les objets fabriqués, des droits de sauvegarde qui avaient été votés en 1925 et 1926 pour une période de cinq ans n'ont pas été renouvelés en 1930 et 1931. Mais il faut dire que la baisse de la livre est venue tenir lieu de tarif protecteur en septembre 1931 et qu'un peu plus tard a été voté un tarif applicable au début de 1932. D'ailleurs avant que des mesures positives soient prises, une campagne plus ou moins officielle est venue inciter l'acheteur anglais à « Buy English », boycottant partiellement les exportations étrangères.

C'est tout particulièrement nos exportations textiles et vêtements qui sont les victimes de ces manœuvres. Egalement on note des réductions sur les exportations de produits alimentaires (légumes et beurres).

2° *Allemagne*. — La politique commerciale allemande s'est tournée résolument vers le développement de l'exportation. Mais si la balance est devenue créditrice, surtout par le développement des exportations, c'est aussi par la réduction des importations pour laquelle tous les moyens ont été employés : protectionnisme administratif, propagande antifràn-

çaise, protectionnisme agraire et « Treibhaus Politik », crédits à la grande culture, enfin contrôle des devises dont le commerce est pratiquement mis aux mains de la Reichsbank en octobre 1931.

Les effets de ce protectionnisme se sont surtout fait sentir sur nos exportations agricoles de luxe (fruits et vins) et sur les produits de la filature. L'industrie automobile est aussi très touchée.

En outre, un droit de 33,5 % sur les produits métallurgiques a été établi le 22 avril 1932 pour six mois puis prorogé pour deux ans.

3° *Etats Centraux et Nordiques.* — Les Etats Centraux sont, depuis quelques années, dans une situation monétaire et financière telle que leurs importations ne peuvent être payées qu'avec difficulté, aussi se limitent-elles d'elles-même. Les exportations souffrent de la surproduction générale et se font avec une telle « perte de substance » que le pouvoir d'achat qu'elles donnent est extrêmement restreint. Aussi beaucoup de ces Etats pratiquent une politique de contrôle de la sortie de l'or et des devises plus ou moins compliquée, plus ou moins sévère qui leur permet de limiter la valeur des importations à celle des exportations et qui organise une sorte de troc mais qui a pour effet de mettre une grande incertitude dans les paiements. Les relations avec l'extérieur en sont très restreintes et les marchés se ferment. La pratique du contrôle des devises a été depuis extrêmement généralisée au grand détriment des exportations françaises.

La Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Autriche ont des industries qui se sont artificiellement développées grâce à des investissements de capitaux étrangers. La situation est devenue périlleuse et les faillites sont nombreuses, il est extrêmement imprudent de faire des exportations vers ces pays d'autant plus que la crise agricole y a été très grave et que le pouvoir d'achat s'y est beaucoup réduit. D'ailleurs la sortie des devises y est sévèrement contrôlée et les paiements de fournitures sont, en général, échelonnés sur des périodes allant jusqu'à cinq années. La Roumanie est dans une situation analogue, sinon plus grave : telle firme française ayant fait, en 1931, un envoi de produits métallurgiques a dû accepter le paiement en tabac.

Les Etats du Nord de l'Europe constituent un marché plus intéressant; par l'amélioration de leur situation et le fait qu'ils sont à peine touchés par la crise, ils sont en état d'intensifier de plus en plus leurs envois chez nous. L'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie paraissent former un marché intéressant pour les machines agricoles et les produits de luxe, bien que ces pays souffrent un peu de la concurrence russe. La Finlande, malgré la crise qu'elle subit depuis 1928 est aussi un bon débouché, mais la prohibition de l'alcool cause un préjudice aux exportateurs français.

La Russie pratique le monopole du commerce extérieur; les importations russes sont relativement restreintes et surtout elles ne sont faites que si on accorde des crédits de longue durée.

4° *Autres pays européens.* — Quelques pays européens ont encore une part honorable dans notre commerce extérieur. L'Espagne est toujours très protectionniste et la nécessité où elle se trouve d'exporter ses vins amène souvent entre France et Espagne une tension regrettable et des pourparlers fréquents; en outre, la crise monétaire espagnole est venue renforcer la protection. La convention de 1922-1926, entraînant un déséquilibre profond des échanges, exagéré encore par l'élévation du tarif espagnol du 22 juillet 1930 sur certains produits fabriqués et les vins de champagne, a dû être dénoncée. Des pourparlers ont été entrepris qui ont abouti à un arrangement signé le 23 octobre 1931 et mis en vigueur à partir du 10 novembre.

La politique du gouvernement fasciste tend à grouper toutes les forces de production italienne; la stabilisation de la lire à un taux trop élevé en 1927 a réduit fortement les exportations italiennes. Mais, malgré la crise qui sévit durement en Italie depuis le début de 1929, ce pays fait des efforts considérables pour développer l'agriculture et surtout pour organiser la vente à l'extérieur des produits agricoles : fruits, primeurs et autres. Les moyens employés pour ruiner le commerce français des mêmes produits en Allemagne n'est pas toujours empreint de la plus grande honnêteté. Enfin le gouvernement fasciste poursuit énergiquement une politique de réduction du prix de revient et s'attaque résolument à l'abaissement des salaires corrélativement à la diminution

du coût de la vie. Il en résulte que l'Italie s'efforce de se passer des produits agricoles et des produits fabriqués venant de l'étranger. Pour nous, ce sont nos envois de laines et de joaillerie qui ont le plus baissé.

La Suisse constitue un marché qui s'est progressivement fermé depuis 1928 à nos marchandises, non pas par suite d'une politique protectionniste délibérée, mais par suite de la réduction du pouvoir d'achat des principaux clients de la Suisse qui sont surtout les pays d'outre-mer, de l'élévation du tarif douanier des Etats-Unis et de la forte dépression économique en Allemagne et en Italie, surtout à partir de 1930.

5° *Pays d'outre-mer.* — Les pays d'outre-mer nous intéressent fort inégalement. Les Etats-Unis d'Amérique ont une politique de plus en plus protectionniste et nos exportations de luxe ne cessent de s'en ressentir. En plus des tarifs très élevés, souvent prohibitifs, les Etats-Unis pratiquent un protectionnisme administratif des plus sévères : en particulier, l'institution des « Appraisers », ces agents administratifs qui viennent contrôler les prix de revient en France. Nous avons cependant réussi à obtenir au milieu de l'année 1929 la même faculté pour notre administration des douanes. Cette politique si restrictive est basée sur ce fait que les Etats-Unis ne voient dans l'exportation qu'un à-côté de leur commerce, sauf pour quelques industries comme l'automobile; malgré l'extrême développement de leurs exportations pendant la guerre et l'après-guerre ils continuent à considérer que le marché intérieur est beaucoup

plus intéressant que l'autre et leur politique a été de le protéger et de l'étendre, d'où : théorie des hauts salaires augmentant le pouvoir d'achat des individus, développement des ventes à crédit qui investissent les salaires par avance pour de longs mois et dans un autre ordre d'idée, protection de l'agriculture principale cliente de l'industrie. La crise agricole devait venir rompre toute l'harmonie du système en amenant un renforcement du protectionnisme et une réduction de la richesse générale ayant sa répercussion d'une part sur les importations d'articles de luxe (soieries) d'autre part sur les exportations invisibles de capitaux faites par les touristes américains en France.

Les Etats de l'Amérique du Sud, gros producteurs de denrées alimentaires furent de bons clients, tant que la crise de surproduction n'est pas venue déclencher des faillites nombreuses. En 1930 le Brésil a élevé des barrières douanières contre les importations de produits de luxe qui sont particulièrement menaçantes pour les soieries lyonnaises. La République Argentine a vu, en 1930, son pouvoir d'achat grandement diminué par la baisse de prix des matières premières et, en particulier, de la laine. Nos exportations ne peuvent y être que réduites, tant que la situation du pays ne sera pas meilleure.

Dans l'ensemble, tant que la crise n'a pas atteint son plein développement, les marchés étrangers restent ouverts à nos produits : la réduction de nos exportations ne provient donc pas de nos clients, mais de nos concurrents. Au contraire, au fur et à mesure

que la crise les atteignait, soit par des mesures de protection lorsqu'il s'agit de pays industriels ou s'industrialisant, soit par réduction du pouvoir d'achat amenant quelquefois des mesures tarifaires contre les produits de luxe, ces marchés se restreignaient parfois jusqu'à la fermeture presque totale. Déjà handicapée par son progressif recul antérieur, l'exportation française avait à lutter plus que jamais contre la concurrence des autres pays exportateurs qui essayaient de maintenir malgré tout les positions atteintes.

Il est difficile de dire quelle est la part de ces mesures restrictives dans la réduction de nos exportations. En effet, comme nous l'avons indiqué, tous ces pays étaient plus ou moins protégés par la baisse du prix de revient chez eux. La politique douanière a, semble-t-il, surtout opéré comme complément des effets naturels de la loi du marché. Mais ce complément a pris une place de plus en plus importante en 1932 et au début de 1933, si bien qu'on est arrivé à une sorte de paralysie du commerce extérieur.

TROISIEME PARTIE

LES REPERCUSSIONS DU FLECHISSEMENT

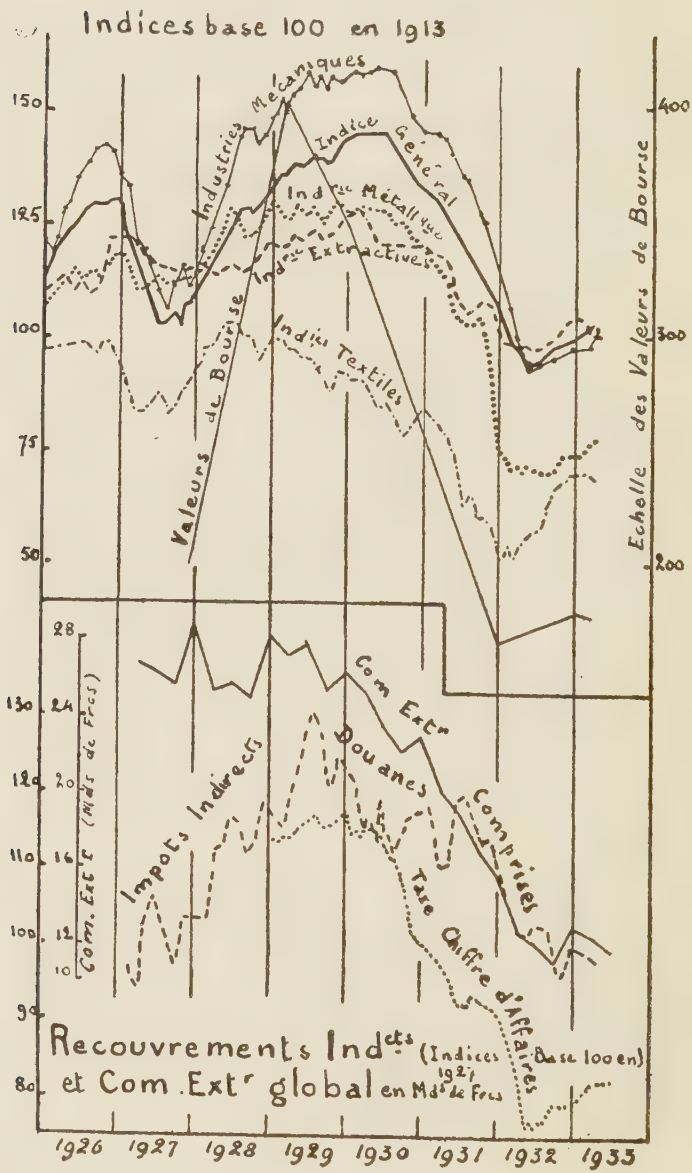
DU COMMERCE EXTERIEUR

SUR LA VIE ECONOMIQUE

La contraction assez brusque du commerce extérieur français consécutif à une période de prospérité marquée n'a pas été sans provoquer des perturbations importantes dans notre économie nationale. A la faveur des périodes de prospérité, la solidarité internationale se développe car le volume des échanges augmente. Elle pousse au libéralisme économique qui entretient et encourage le développement des affaires, jusqu'au moment où la vitesse acquise fait dépasser le but. L'excès qui s'est ainsi manifesté amène une réaction violente qui atteint directement ou indirectement presque tous les domaines de l'économie.

C'est l'effet de cette réaction que nous voulons exposer ici succinctement, au sujet de quelques-uns, les plus typiques, des aspects de la vie économique : nous étudierons les répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur l'activité industrielle et financière, sur le budget de l'Etat, et sur quelques problèmes d'ordre social.

TABLEAU VI
**PRODUCTION INDUSTRIELLE
 ET VALEURS BOURSIÈRES**



CHAPITRE PREMIER

REPERCUSSIONS DU FLECHISSEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR SUR LA PRODUCTION

Les facteurs de l'activité économique qui paraissent refléter le mieux la situation générale sont la production industrielle et l'état des banques d'affaires. Ces deux facteurs dépendent l'un de l'autre au moins partiellement et tous deux subissent assez fortement l'influence de l'état du commerce extérieur.



L'évolution défavorable du commerce extérieur agit sur la production industrielle par deux moyens. D'une part, l'augmentation du volume des importations vient gêner les industries qui travaillent pour le marché intérieur, d'autre part la réduction du volume des exportations vient limiter la production des industries qui ont des débouchés sur le marché mondial. On estime que l'industrie française exporte ses produits dans la proportion de 20 à 30 %. Les différentes branches sont très inégalement exportatrices : l'industrie de la laine exporte 50 % de sa production, l'industrie cotonnière seulement 10 %, les in-

dustries sidérurgiques environ 20 %, les industries chimiques 25 % (1).

Les fluctuations des exportations peuvent donc avoir une influence assez considérable sur la production. Celle-ci subit en outre l'action du marché national. Les débouchés intérieur et extérieur se sont rétrécis à peu près dans les mêmes proportions mais le second beaucoup plus tôt que le premier. Pour re hercher les rapports de cause à effet entre le commerce extérieur et la production industrielle, nous allons comparer entre eux différents graphiques et indices. D'abord, la courbe des importations des matières nécessaires à l'industrie (en volume) et celle de la production des industries extractives.

Sans doute, les matières premières que nous importons ne sont pas toutes des minéraux mais la part de ces articles est grande et n'a cessé d'augmenter. De moins de $1/5^e$ en 1927, elle a dépassé le $1/3$ en 1932. D'autre part, les textiles forment une autre partie qui de très importante (le $1/3$ en 1927) est devenue faible en 1932 (le $1/6^e$) (2). L'intérêt de la comparaison réside en ceci qu'elle permet de voir fléchir nos industries extractives sous l'influence des importations de matières premières, car ce n'est guère que pour les minéraux que la concurrence étrangère se fait sentir, notre production en textiles (ou caoutchouc) étant inexistante ou faible.

(1) Cf. Art. de M. P. JÉRAMEC. *La Production Industrielle*. — R. E. P., mai, juin 1933.

(2) Nous rappelons que le total de ces importations n'est en 1923 que les $2/5$ de ce qu'il était en 1927.

Les entrées de matières nécessaires à l'industrie présentent une première baisse en 1931 relativement peu importante, suivie d'une plus grave en 1932, puis d'une tendance très nette à la reprise à la fin de cette dernière année et au début de 1933.

La production minière baisse dès le commencement de 1930. L'allure est relativement modérée mais se maintient jusqu'aux premiers mois de 1932 qui amorcent un renversement du mouvement mais beaucoup moins vif que pour les importations. Notre production minière a donc reculé constamment depuis 1930 devant les importations qui n'ont commencé à diminuer qu'en 1931 et qui ont gardé ce décalage jusqu'au début de 1932 (1). La situation, qui paraissait devoir s'améliorer à ce moment, n'a pu l'être car les importations ont repris plus vite que la production. Il est vrai qu'il faut tenir compte que cette reprise des importations est en partie due à celle des textiles.

Il est également intéressant de comparer les exportations de produits fabriqués (en volume) avec la production des industries mécaniques en tenant compte de l'évolution de la production des industries textiles.

Le rapprochement des trois graphiques correspondants permet les constatations suivantes :

Les exportations de produits fabriqués croissent jusqu'au milieu de 1929 puis décroissent à une allure à peu près constante jusqu'en avril 1932, esquissent

(1) L'exemple des houilles est typique. La proportion des quantités de charbons étrangers dans notre consommation a constamment augmenté malgré les mesures douanières prises.

enfin une reprise au 4^e trimestre 1932 et au début de 1933.

La production des industries mécaniques hausse jusqu'en septembre 1930 puis se réduit, dessine un palier au premier semestre 1931, subit une chute rapide jusqu'en avril 1932 pour marquer une lente reprise ensuite.

La production textile décroît depuis 1928 jusqu'en 1932 et marque une assez vive reprise au cours de cette dernière année.

C'est donc l'augmentation des exportations des produits finis qui entraîne la production des industries mécaniques (les textiles perdant du terrain) vers la hausse jusqu'en 1929 et la maintient par vitesse acquise à un niveau élevé jusqu'en septembre 1931 bien que ces exportations aient déjà assez fortement diminué à ce moment. Ensuite la baisse des exportations a presque toujours précédé donc entraîné celle de la production.

Enfin on cherche souvent à rapprocher les mouvements des importations de matières nécessaires à l'industrie de ceux des exportations d'objets fabriqués. Nous venons de voir que les premières ne décroissent que depuis la fin de 1930 tandis que les secondes se réduisent depuis juillet 1929. C'est la constatation brutale du fait que le marché intérieur a suppléé quelque temps, près d'un an et demi, à la déficience du marché extérieur. En gros, donc, et nous l'avions déjà constaté, la production n'a souffert du rétrécissement du commerce extérieur qu'à partir de l'année 1931.

Nous pouvons avoir un peu plus de précision en recherchant l'ordre chronologique des maxima des différents graphiques étudiés.

Production de l'industrie textile, juillet 1928.

Exportations d'objets fabriqués (volume), juillet 1929.

Production des industries extractives, mars 1930.

Production des industries métallurgiques, juin 1930.

Production des industries mécaniques, septembre 1930.

Importations d'objets fabriqués (vol.), septembre 1930.

Importations de matières premières (vol.), octobre 1930.

D'une façon générale, l'ordre ainsi constitué reste immuable jusqu'en 1933, seulement l'intervalle de temps diminue progressivement et se réduit presque à zéro en mars-avril 1932. Cet échelonnement dans le temps nous indique assez bien que le processus des réactions du commerce extérieur sur la production. La production des articles textiles semble faire exception, mais c'est que l'exportation de ces articles diminuait, sauf pour la soie, depuis 1927. Elle rentre donc dans la règle.

Ainsi, les exportations d'objets fabriqués fléchissant, entraînent la réduction de notre production industrielle avec un certain retard dû à la prospérité, légèrement accrue d'abord, puis ne s'affaiblissant que peu à peu, de notre marché intérieur. Ce n'est que lorsque la réduction de ce marché, amenée partie par la constitution de stocks, partie par l'affaiblissement des revenus, devient suffisante que les importations d'objets fabriqués reculent. Elles ont d'ailleurs jusque là participé, elles aussi, à amener la paralysie de notre production. Cette paralysie est devenue suffi-

sante pour entraîner la réduction des importations de matières nécessaires à l'industrie.

Dans la reprise qui s'amorce en 1932-33, les mouvements se font dans le même ordre, mais s'ils sont individuellement d'envergure assez petite, leur décalage est en outre très réduit.

Les producteurs sont, en effet, obligés de pratiquer une politique extrêmement prudente tant dans leurs commandes de matières premières que dans leur activité propre.

Il est tout à fait intéressant de remarquer que le niveau auquel tendent à se stabiliser les différents indices de la production (caoutchouc et autos exceptés) et du commerce est le niveau d'avant-guerre. Ainsi, les outillages créés pendant la guerre et l'après-guerre qui n'ont pas strictement remplacé des outillages rebutés, sont réduits à l'inaction. On ne peut mieux mesurer la ruine amenée par la réduction du commerce extérieur. Il y a cependant, d'un autre point de vue, dans ce fait, un aspect consolant : malgré le suroutillage des pays étrangers déjà industrialisés et l'industrialisation de nouveaux pays, notre commerce extérieur et notre production sont redevenus à peu près ce qu'ils étaient en 1913 : nous n'avons donc pas cédé le pas.

*
**

La situation des banques d'affaires ne peut être mieux exprimée que par les fluctuations du niveau des cours de leurs actions. Or, les valeurs de banque ne se sont guère désolidarisées de l'ensemble des valeurs françaises de 1928 à 1933; les résultats de leur

étude peuvent donc être généralisés et n'en sont que plus probants. L'indice des cours des valeurs de banque a été l'objet d'une importante augmentation au cours de l'année 1928, le maximum ayant été atteint en février 1929. L'année 1929 a été une période d'ajustement et d'évaluation plus raisonnable : on note une baisse relativement modérée de cet indice. Mais les années 1930 et 1931 présentent une baisse foudroyante, moins rapide cependant que la hausse de 1928. Enfin, en 1932, se place une légère reprise qui s'atténue en 1933.

Ainsi la baisse des valeurs de banque (1) a été concommittante à celle des exportations de produits finis en volume, mais n'a fait que suivre celle des mêmes exportations en valeur. L'activité des banques immédiatement impressionnée par la réduction des exportations (et même des commandes des clients étrangers) a eu, à son tour, sa répercussion sur la production, et sa première action a été la suppression des nouveaux investissements. Evidemment, ceux qui étaient faits ont continué à servir un certain temps, et c'est ce qui explique, en partie, la persistance de la bonne tenue de la production pendant une année.

Les volume des opérations de bourse, évidemment influencé par d'autres facteurs que le commerce extérieur, avait atteint son maximum en 1928 et s'était rapidement réduit jusqu'au milieu de 1930 pour rester à peu près constant jusqu'en 1933 le minimum avait été atteint en mars 1932. Le baromètre très sen-

(1) Cf. J. DESSIRIER. *La Bourse des valeurs*. — R. E. P., mai, juin 1933.

sible de la Bourse reflétait la diminution des profits tirés de la production, cette diminution étant, comme nous l'avons vu, antérieure de près de deux ans à la réduction de la production elle-même.

Notre vie économique est sous l'étroite dépendance de la vie économique internationale. Le volume de nos opérations commerciales vient-il à baisser? notre production doit se réduire. La valeur de ces mêmes opérations se réduit-elle? notre activité financière décroît immédiatement. Peut-on se soustraire à l'action de l'économie mondiale? Non, car le fait de s'isoler en s'entourant de barrières douanières ou autres, tout en étant un moyen de défense, n'en est pas moins un résultat de cette action. On ne peut protéger le marché national sans provoquer dans les autres pays des réactions amenant de leur part la protection de leur propre marché, donc sans nuire à notre commerce d'exportation. Ceci réduit donc les profits et entraîne le resserrement du marché national, qu'on avait voulu protéger. L'ensemble de la production s'en ressent, la paralysie se généralise, tous les domaines la subissent l'un après l'autre et réagissent ensuite l'un sur l'autre, augmentant les difficultés jusqu'à ce qu'on arrive à un minimum correspondant à une sorte de vie végétative dans laquelle l'activité économique semble s'endormir. Et le poison de la crise pénètre partout, aussi bien par la circulation que par la répartition des richesses qui, d'ailleurs, se ralentissent elles-mêmes, comme se figeant peu à peu.

Les chapitres suivants vont nous faire toucher du doigt ces phénomènes d'interpénétration et de répercussion mutuelle.

CHAPITRE II

REPERCUSSIONS DU FLECHISSEMENT DU COMMERCE SUR LE BUDGET DE L'ETAT

Le budget de l'Etat français est dans une situation difficile depuis plusieurs années. Indépendamment de l'exagération des dépenses très souvent dénoncée, la réduction des recettes a une part importante dans le déficit.

Cette réduction des recettes est déterminée dans une certaine mesure par le commerce extérieur, directement par les recouvrements des douanes, directement et indirectement par les autres taxes.

Il est difficile de comparer le mouvement des recettes douanières avec le commerce d'importation, car les tarifs douaniers sont l'objet de changements très fréquents, et les ajustements sont à peu près impossibles. Les modifications ont, en général, été dans le sens de la hausse, aussi la diminution des recettes douanières a été moins rapide que celle de la valeur des importations.

Il peut être assez instructif de comparer au mouvement de l'ensemble du commerce extérieur en valeur, celui des impôts indirects, douanes comprises, et et celui de la taxe sur le chiffre d'affaires. Il y a une liaison assez étroite entre ces divers mouvements.

La valeur totale du commerce extérieur manifeste dès 1927 une tendance à la baisse, enrayée seulement et momentanément pendant l'exercice 1929. La réduction reprend ensuite à une allure accélérée jusqu'en avril 1932; à partir de cette époque on observe des variations sinusoïdales autour d'un axe horizontal : c'est la stabilisation.

Les recouvrements des impôts indirects, douanes comprises, sont en ascension rapide, de 1927 au milieu de 1929. Puis succède un recul jusqu'en juin 1930, qui cesse pour ne reprendre qu'en septembre 1931. Cet arrêt est dû uniquement aux recettes douanières augmentées grâce aux élévations de tarifs permises par les nombreuses déconsolidations et les décisions unilatérales du gouvernement. La chute se ralentit en 1932, mais sans cesser.

Ainsi, le mouvement de baisse des recouvrements s'est déclenché aussitôt après celui du commerce extérieur. Il n'a été enrayé momentanément que par des mesures vigoureuses et qui n'ont pu empêcher la baisse de reprendre, et même n'ont pas permis l'arrêt qui aurait dû normalement accompagner celui des recettes indirectes (douanes exceptées).

Quant aux fluctuations de la taxe sur le chiffre d'affaires, elles permettent de constater que l'augmentation d'activité du marché intérieur a, pendant un certain temps, compensé la contraction du marché extérieur, puisque la baisse des recouvrements ne se déclanche franchement que vers le mois de juin de 1930, alors que celle du commerce extérieur débute nettement en 1929.

On observe un fait analogue en 1932-33. Les recettes reprennent assez vivement à partir de mai 1932. Les transactions intérieures se rétablissent plus vite que les échanges extérieurs. Il n'y a d'ailleurs là rien qui doive surprendre, puisque ces derniers sont sous le coup de règlements très sévères et très étroits. Le déficit budgétaire est donc pour une large part dû à la réduction du commerce extérieur. Les indications fournies par la taxe sur le chiffre d'affaires valent en elles-mêmes, mais aussi à titre d'exemple. On peut faire des constatations analogues au sujet d'autres taxes, en particulier toutes celles qui s'appliquent aux valeurs mobilières, aux transports, et même de certains impôts directs comme l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Tous ces impôts s'appliquent à des activités qui dépendent assez étroitement du volume des transactions avec l'étranger (1).

Par l'intermédiaire de la réduction des recouvrements budgétaires, de nouveaux plans de l'économie nationale sont atteints par la crise et de nouvelles réductions de recettes en découlent : l'Etat doit ajourner les engagements de dépenses, retarder la réalisation de travaux ou d'approvisionnements tels que ceux prévus par les plans d'outillage national ou nécessités par la défense du pays, des entreprises restent en chômage, des fournisseurs gardent leurs stocks, et au lieu d'accuser des bénéfices, signalent des pertes. D'autre part, l'Etat doit réduire le recrute-

(1) Lire J. DESSIRIER. *La conjoncture budgétaire*. — R. E. P., mars, avril 1933.

ment des fonctionnaires, penser même à diminuer les traitements, etc...

Indépendamment de l'effet matériel produit par la réduction des revenus distribués par l'Etat, un malaise général se répand, qui peut atteindre jusqu'au crédit de l'Etat et avoir des influences fâcheuses sur la monnaie. S'il en était ainsi, les recouvrements budgétaires subiraient encore des diminutions sérieuses parce qu'ils seraient effectués en monnaie de plus en plus dépréciée. Les avantages tout relatifs apportés dans ces circonstances par la réduction effective du service de la Dette seraient largement compensés par l'obligation de faire des emprunts dans des conditions onéreuses.

CHAPITRE III

REPERCUSSIONS DU FLECHISSEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR DANS L'ORDRE SOCIAL

Sous ce titre nous étudierons l'évolution du nombre des faillites, celle du nombre des chômeurs, et enfin les salaires.

*
**

Il n'existe pas de statistiques qui distinguent les maisons de commerce et les entreprises par la destination de leurs produits. Aussi ne pouvons-nous comparer d'une manière rigoureuse l'évolution du commerce extérieur avec celle du nombre des faillites : ces deux grandeurs ne dépendent pas directement l'une de l'autre. Néanmoins, elles sont en partie liées, et de toute façon la tenue des entreprises résulte de l'état florissant ou déprimé des affaires.

Le nombre des faillites n'a cessé d'augmenter entre 1927 et 1933. En 1930, le nombre moyen mensuel était du même ordre qu'en 1913. Ce même nombre est passé de 474 en 1928 à 799 en 1933 (six premiers mois seulement).

Mais, si l'on veut bien admettre que le chiffre de 1913 est un chiffre normal, l'évolution du nombre des faillis s'explique tout à fait par l'allure du mou-

vement commercial, il est à peu près exactement l'inverse de l'évolution de la valeur totale du commerce extérieur (celle-ci décline dès le début de 1930). Le nombre inférieur à la moyenne de 1913 pendant les années précédant 1930 est justifié par l'extrême facilité des affaires à ce moment qui, d'une part, maintenait en activité des entreprises peu viables, d'autre part favorisait l'éclosion d'entreprises nouvelles.

Après 1930 le nombre des faillites a rapidement augmenté. Cet accroissement se restreint un peu en 1933, cela tient d'une part à ce que les maisons les plus mauvaises ont disparu, et qu'il s'est déjà fait une sorte d'écramage, d'autre part à ce que le déclin de l'activité économique semble s'arrêter.

Il est curieux de comparer le mouvement des faillites respectivement en France et en Allemagne. Dans ce dernier pays, le chiffre de 1913 a été atteint en 1929, et le maximum a été touché en 1931, et suivi d'une réduction extrêmement sensible dans les années suivantes, ramenant dès 1932 un chiffre bien inférieur à celui de 1913. Autant qu'on puisse assimiler la vie économique de deux pays différents, ceci tendrait à prouver que l'ère des difficultés commerciales n'est pas close en France, puisque, s'il semble bien que le maximum doive être atteint en 1933, nous ne sommes encore pas sur la partie descendante de la courbe.



A l'autre bout de l'échelle sociale se trouvent les salariés. Deux éléments agissent sur leurs moyens

d'existence : les salaires et le chômage. On retrouve ici aussi des fluctuations en conformité avec celles du commerce extérieur, et décalées dans le temps par rapport à elles. On peut donc en déduire que les premières sont des conséquences plus ou moins directes des secondes.

Les salaires (1) ont subi une hausse assez importante jusqu'en 1930, et les positions acquises se sont sensiblement maintenues en 1931. Ils ont subi une baisse de 3 % en province (ensemble de trente-huit professions masculines) et de 6 % à Paris (ensemble de vingt et une professions masculines) en 1932. Nous voyons que si le mouvement est dans le même sens quoiqu'avec deux ans de retard, il est d'une amplitude beaucoup plus faible. Il semble bien qu'il ne doive pas s'arrêter là, et qu'il continuera vers la baisse tant que le problème du chômage ne se résoudra pas par une augmentation suffisante de l'activité des industries.

Le chômage a marqué une recrudescence importante en 1932, après avoir été en augmentation déjà en 1931. Vers la fin de 1932 et au début de 1933, on a observé une diminution assez notable du chômage partiel qui s'était beaucoup développé en 1932. La faible reprise de la production entraînée par celle du commerce extérieur a donc profité surtout aux ouvriers en travail, les patrons ont préféré faire travailler davantage les ouvriers dont ils avaient précé-

(1) D'après les enquêtes faites par la statistique générale de la France auprès des Conseils de Prudhomme et des Maires.

demment réduit la durée du travail, plutôt que de réembaucher des chômeurs complets, apparemment de valeur moindre. Ils ont été poussés à agir ainsi pour diminuer leur prix de revient et, en dépit de la théorie qui prétend que mieux vaut avoir beaucoup d'ouvriers travaillant peu qu'un nombre moindre travaillant pendant la durée normale. Cette solution fournit sans doute beaucoup de consommateurs ayant des moyens de consommer, cela vaut mieux que d'en avoir peu ayant des revenus plus larges. Cette théorie est exacte en elle-même, mais elle ne vaut que dans un espace économique complètement clos. Ce qui n'existe pas. Il faut donc bien tenir compte du prix de revient et en comparer les expressions chez les différents pays producteurs concurrents.

La légère reprise constatée ne permet donc pas d'amélioration bien sensible. La charge sociale des secours de chômage reste à peu près inchangée. Le nombre des consommateurs ayant un pouvoir d'achat suffisant n'a guère augmenté. Seul le montant des salaires distribués s'est légèrement accru, et ceci peut fournir un point de départ intéressant pour un mouvement favorable de la demande qui renforcerait la reprise.

Malheureusement, ce mouvement n'est pas appuyé comme il devrait l'être par un abaissement suffisant du coût de la vie. A une réduction considérable des prix de gros n'a correspondu qu'une baisse insignifiante des prix de détails, même en 1933.

Ceci tient à l'organisation défectueuse du commerce de détail en France, la trop grande multipli-

cité des détaillants, mais surtout, — et ici nous retrouvons l'action de l'Etat et de son budget en déficit — à ce que leurs charges n'ont point diminué. Et l'on se trouve dans ce cercle apparemment sans issue : les ouvriers ne peuvent accepter de réduction sensible de leurs salaires tant que le prix de la vie ne diminue pas; d'autre part, le prix de la vie ne peut diminuer tant que les charges des commerçants ne se réduiront point notablement : salaires, impôts, frais généraux. A la vérité, un mouvement dans le sens de la baisse est dessiné, et tous les éléments réagissent les uns sur les autres pour augmenter mutuellement l'amplitude de leur fluctuation comme l'effort de l'enfant qui se balance renforce le balancement déjà obtenu, mais doit être proportionnel à l'amplitude des oscillations.

Tous les efforts accomplis dans le sens de la baisse agissent immédiatement sur le facteur auquel ils s'appliquent, mais ne produisent d'effet sur les autres qu'au bout d'un certain délai. La réaction ne se produit qu'après un autre délai, il faut donc attendre avec patience les résultats définitifs des efforts accomplis et ne pas se décourager en voyant la lenteur avec laquelle ils se produisent; car tout se tient, et il faut que le cycle complet des opérations de la vie économique soit parcouru au moins une fois.

CONCLUSIONS

Le commerce extérieur français a subi un véritable effondrement. De bénéficiaire, la balance commerciale est devenue déficitaire, puis très déficitaire; de prospère et volumineux, le commerce lui-même s'est resserré. La troisième partie de notre étude nous a montré comment ce fléchissement s'était répercuté sur notre économie tout entière : « La crise » chez les autres nations paralysant notre commerce, nous gagnait rapidement par son intermédiaire.

Après une période de prospérité et de fièvre économique favorisée par la dépréciation du franc, l'activité générale de la nation continue à s'affirmer, et notre commerce, malgré le retrait de la protection due au change, reste en excellente posture : l'année 1927 est une année de prospérité commerciale. Toutefois, il faut reconnaître que cette même année semble apporter un plafond à nos exportations.

L'année 1928 est moins brillante, car si nos exportations ne perdent pas trop de terrain, nos importations progressent, grâce surtout aux entrées d'objets fabriqués. Indépendamment de l'inconvénient d'avoir une balance commerciale en déficit — ce qui, cependant, n'est pas toujours un indice défavo-

rable, nous avons tout lieu de regretter l'existence de ce déficit, car il correspond à la fois à une augmentation des importations d'objets fabriqués et à une diminution des exportations des mêmes produits, légère sans doute mais indéniable.

Notre production n'en souffre pas encore, car le marché intérieur, signe d'une prospérité matérielle très grande, est fort avide et compense largement les pertes consenties sur les marchés extérieurs. Notre production continue à croître, et elle n'éprouve pas le besoin de réduire ses prix de revient qui croissent également.

La même situation se retrouve amplifiée en 1929. Le même signe défavorable s'affirme, et on peut déterminer nettement l'industrie qui souffre le plus de cet état de choses : c'est l'industrie textile. Cependant, le marché intérieur toujours avide fait que les importations de matières nécessaires à l'industrie ne diminuent pas.

La crise, par contre, est complètement déclarée à l'étranger, et cela se voit à trois signes sur notre commerce extérieur : nous sommes de plus en plus envahis de produits manufacturés de l'étranger, nous éprouvons de plus en plus de peine à écouler les nôtres, nous exportons de moins en moins de matières premières, ce qui prouve que l'industrie étrangère est atteinte et perd des débouchés.

Pour nous, l'industrie textile commence à éprouver des difficultés pour placer sur le marché français ce qui était destiné à l'extérieur; les industries mécaniques continuent à augmenter leur production, mal-

gré la peine croissante qu'elles ressentent à l'écouler à l'extérieur. Des stocks commencent à se former. Les commandes se raréfient.

L'année 1930 arrive. L'industrie française n'a pas réduit ses prix de revient, et brusquement le déséquilibre s'affirme entre elle et l'industrie étrangère. La crise extérieure fait que nos articles ne trouvent plus preneur, cependant nous en achetons presque autant qu'en 1929. Par contre, nous sommes obligés de réduire nos achats de matières premières, tout en en important encore des quantités considérables, car les prix ont beaucoup diminué et réduisent ainsi la valeur de ces importations.

La production étrangère continue à décroître, ce qui se traduit pour nous par la réduction en valeur et en quantité de l'exportation de nos matières premières. Mais la nôtre, cette fois, est atteinte dans sa généralité, d'autant que sur le marché intérieur elle est gravement concurrencée par une augmentation formidable du volume des importations d'objets fabriqués : la crise s'installe chez nous !

Et 1931 nous montre la crise installée : toutes nos exportations continuent leur réduction. Quant à nos importations, elles se maintiennent en quantité au niveau de l'année 1930 grâce à une augmentation aux denrées alimentaires qui compense une réduction aux objets fabriqués. Toutes nos productions sont atteintes, le chômage se développe ; on croit même que certaines industries, celle du coton par exemple, ne peuvent subir de réduction plus grave. Pour les autres, les stocks emmagasinés, la concurrence étran-

gère sont tels qu'on ne peut prévoir le point jusqu'où il faudra descendre. C'est au printemps 1932 que semble se placer le minimum. Il y a une reprise ensuite jusqu'au début de 1933. On croit assister aux variations finales d'une onde amortie. 1934 amènera sans doute un nouveau minimum qui, espérons-le, si la comparaison se maintient valable, sera moins bas que celui de 1932.

La crise n'a atteint la France qu'en 1931, sauf pour l'industrie textile, qui l'a subie beaucoup plus tôt. Depuis 1931 on sentait sa venue prochaine. La solidarité internationale impose la répercussion sur les nations de ce qui se passe de favorable ou de défavorable dans l'une d'elles. En outre, notre économie était prédisposée à la crise, ainsi que le montre le mouvement du commerce extérieur dès 1928. Le régime auquel était soumis notre commerce n'était pas établi en vue d'éviter une crise. D'une part, il était relativement libéral, d'autre part le tarif servant de base aux discussions avec l'Allemagne avait été établi dans une période où les exportations allemandes en France diminuaient : les négociateurs français étaient donc en partie désarmés pour la conclusion des conventions tarifaires d'autant qu'ils étaient poussés dans la voie des concessions par l'idée qu'ils assuraient ainsi la paix politique en plus de la paix économique.

On peut se demander même comment la crise ne s'est pas implantée en France plus rapidement. C'est que le marché intérieur était remarquablement intéressant. Certaines branches d'activité, la construction et le bâtiment, par exemple, étaient insatiables,

Ce marché intérieur n'a donné de signes de faiblesse que lorsqu'il a été engorgé de produits étrangers et lorsque les bénéficiaires du commerce d'exportation virent leurs revenus diminuer.

Naturellement, en face de ces événements, la réaction s'est produite. Elle est apparue sous la forme du renforcement du protectionnisme dont nous avons parcouru les différentes étapes, et dont nous avons vu les résultats. D'ailleurs, ceci n'était s'attaquer qu'à l'un des côtés de la question, et peut-être au plus mauvais, puisque notre balance commerciale s'aggravait plus par la réduction de nos exportations d'objets fabriqués que par l'augmentation des importations des produits finis ou demi-finis. Il faut reconnaître que c'était là la politique la plus facile à suivre, surtout pour le gouvernement.

Il était d'autres efforts à faire qui incombaient beaucoup plus aux producteurs eux-mêmes qu'au gouvernement, et pour lesquels ce dernier aurait cependant pu apporter une aide substantielle : il s'agissait de développer les exportations, ou tout au moins d'en limiter le recul. Le problème consistait ou à conserver les débouchés acquis, ou à en trouver ou élargir d'autres.

Certains auteurs ont proposé l'élargissement du marché colonial.

L'empire colonial de la France comprend une population de soixante millions d'habitants. Le problème dans toute sa simplicité, consiste à en faire des consommateurs de plus en plus comparables aux consommateurs français dans un avenir aussi proche que possible.

Il est tentant de penser à réaliser un tout économique de la métropole et de ses colonies. Les colonies françaises sont loin d'être arrivées au développement dont elles sont susceptibles, et cependant leur commerce avec la métropole est déjà intéressant.

Le mouvement de ce commerce pendant les six années que nous étudions est tout à fait susceptible de susciter de vastes espoirs, car pour certaines colonies l'accroissement de nos exportations s'y est maintenu malgré la crise.

La balance du commerce avec nos colonies est nettement créditrice. Corrélativement, la balance de nos colonies avec l'étranger est déficitaire jusqu'en 1931. Les colonies sont donc des débouchés intéressants pour notre commerce d'exportation, et il est possible d'en faire des producteurs de matières premières. L'idéal pour certains serait d'en faire nos fournisseurs exclusifs pour les marchandises qu'elles sont susceptibles de produire. Ceci leur conférerait un pouvoir d'achat considérable qui les mettrait à même d'absorber l'excédent de notre production. A tout le moins, il est raisonnable de chercher à évincer nos concurrents étrangers dans notre domaine colonial par des mesures appropriées, commerciales ou éventuellement douanières.

Malheureusement, les chiffres prouvent qu'il n'est pas possible dans un avenir rapproché ou simplement proche, de substituer nos colonies à nos clients étrangers. D'abord, malgré leur richesse naturelle, il y a certaines denrées qui ne seront jamais à la hauteur de notre consommation, et inversement certains

produits coloniaux devront toujours chercher des débouchés ailleurs que dans l'ensemble métropole-colonies. Il y a là un argument général contre la formation de toutes les ententes ou unions douanières qui se présentent comme des entités économiques, indépendantes et susceptibles de s'isoler. Il ne semble guère possible de régler la production d'une contrée quelconque, si vaste fût-elle, d'après la consommation, tout simplement parce que la production et la consommation ne sont pas régies par les mêmes lois. Il paraît seulement exact de dire que plus l'étendue est vaste, plus les compensations peuvent se faire facilement.

Quoi qu'il en soit, et si les espoirs formés par certains sont quelque peu chimériques, l'extension de nos relations commerciales avec nos colonies est tout à fait désirable. On ne peut que souhaiter le développement d'organismes tels que l'Association cotonnière coloniale qui se préoccupe tout particulièrement de l'extension de la culture du coton aux colonies, et spécialement au Sénégal, et la création d'organisations semblables pour les autres branches de la production.

Quelques pas ont déjà été faits dans cette voie par l'autorisation d'émission d'emprunts coloniaux qui rendront possible le développement de l'outillage économique des colonies pour les mettre à même de produire à meilleur compte.

Dans le cadre des mesures tarifaires, lequel est formé par la loi du 13 avril 1928, les dérogations demandées par les colonies du premier groupe ne doi-

vent être accordées qu'avec beaucoup de circonspection. Quant aux tarifs applicables dans les colonies du second groupe, ils devront être soigneusement étudiés pour ne pas défavoriser le commerce entre colonie et métropole.

La politique d'expansion coloniale apparaît donc comme un remède partiel, mais sûr, d'améliorer notre balance commerciale d'une part, parce qu'elle fournit un débouché élargi à nos exportations; d'autre part, parce qu'elle réduit nos importations de l'étranger. Il est donc tout à fait désirable du point de vue du commerce extérieur comme de bien d'autres points de vue, qu'elle soit pratiquée avec persistance et énergie.

Mais elle ne saurait suffire, et nous avons vu que nos débouchés à l'étranger s'étaient restreints à cause de la baisse insuffisante de notre prix de revient. Nous avons remarqué que le seul élément qui ait permis de le réduire était le prix des matières premières, l'effort de l'Etat pour la diminution de l'impôt a été minime et vite arrêté. Les prix des transports n'ont pas baissé, les salaires ont même augmenté (1), ainsi que les charges sociales.

Sur quoi peut porter la réduction? Les producteurs doivent réduire la marge des bénéfices, comprimer les frais généraux, mieux utiliser la machine (sans toutefois créer du chômage!); mais il faut en outre que les salaires diminuent.

La politique de la baisse du prix de revient peut

(1) Jusqu'en 1931.

être utilement complétée par une action heureuse sur l'organisation de la vente.

Il s'agit d'une part de la standardisation des articles susceptibles d'être faits en série, d'autre part de la coopération des producteurs qui unissent leurs efforts et leurs moyens pour vendre avec le minimum de frais et pour faire de la propagande collective.

Les moyens sont nombreux et diversement efficaces. On peut citer l'utilisation des marques syndicales, leur diffusion par les foires et les expositions.

Particulièrement pour les denrées alimentaires, les producteurs de denrées agricoles exportables doivent renoncer à la monoculture (1), développer l'emploi des machines, ne produire que les variétés qui plaisent à la clientèle, améliorer la technique de préparation, d'emballage et d'expédition des produits, améliorer les procédés commerciaux de vente par suppression des marchés locaux et groupement des envois en provenance d'une même région, par organisation d'un service d'information rapide.

On a escompté aussi obtenir des résultats par le développement du crédit à l'exportation, en particulier par le moyen de l'assurance-crédit. Il ne semble pas que cela ait rendu de grands services. Les conditions de l'assurance, même sous forme de mutuelle, sont trop onéreuses quand le nombre des mauvais payeurs se multiplie; l'assurance elle-même devient inutile si ce sont les gouvernements qui réglementent la sortie des devises, et entravent ainsi les paiements.

(1) C'est un des aspects de la tendance à la réalisation de l'économie complexe.

Le développement de notre commerce colonial, la baisse du prix de revient, l'organisation rationnelle de la vente, le crédit à l'exportation et tous les autres facteurs qu'on peut essayer de faire jouer pour développer nos exportations doivent être soigneusement coordonnés si on veut en obtenir le rendement maximum. Il s'agit de savoir par qui. C'est là un des principaux points d'interrogation qui se posent à la suite des théories d' « économie dirigée ». L'Etat dont la tendance indéniable est de s'occuper de tout, se tourne vers le commerce extérieur. En dépassant le minimum d'action qui semble lui échoir raisonnablement, il est intervenu en amenant quelquefois des améliorations et des soulagements, mais aussi, bien souvent, des perturbations. Des protestations nombreuses se sont, par exemple, élevées au sujet des contingentements qu'on a accusés d'avoir été édictés à tort et à travers. Quel que soit le résultat de l'action gouvernementale, il se trouve toujours des gens pour demander à l'Etat d'agir encore soit pour généraliser une influence heureuse, soit pour remédier à des résultats mauvais. C'est ainsi que l'Etat est pris dans un engrenage qui l'amène à intervenir de plus en plus. Cependant, l'ensemble des commerçants et des producteurs est hostile à l'ingérence de l'Etat dans leurs affaires; dans ces conditions, c'est à eux que revient la charge de constituer l'organisme de direction et de contrôle qui orientera la production dans la bonne voie et canaliserà les exportations et les importations.

La création de cet organisme suppose de la part du producteur un esprit d'organisation et d'associa-

tion très développé, le sentiment de la solidarité et quelquefois le goût du sacrifice.

Les éléments de cet organisme existent d'ores et déjà. Nous avons nommé l'Office national du commerce extérieur, le Comité des Conseillers du commerce extérieur, les nombreux services de statistique de différents ministères et offices, les grands syndicats industriels (par exemple le syndicat de l'industrie textile, le syndicat de l'industrie cotonnière), etc.

Un effort de groupement et d'organisation est à faire. De sa réussite dépend en grande partie la prospérité de la France. Les années de crise que nous traversons ne peuvent que hâter sa réalisation. Il faut espérer que ce sera bientôt chose faite, et que la reprise du mouvement commercial en sera considérablement aidée. Les débuts de l'année 1933 semblent autoriser cet espoir. La situation tend à se rétablir d'elle-même. Les efforts peuvent être dirigés et canalisés si on veut bien observer les mouvements spontanés qui se développent au cours de 1933.

Quelle devrait être la politique de cet organisme de direction? Il est difficile de répondre par un mot, car ce mot ne peut être ni libéralisme, ni protectionnisme. Une indication peut être fournie par les essais fragmentaires d'entente entre industriels de différents pays relativement à l'organisation de la production et du partage des débouchés.

A la tête de l'économie complexe formée dans la nation, cet organisme serait en mesure de traiter avec la même force que l'Etat lui-même avec des organismes analogues créés à l'étranger.

Ces offices directeurs seraient à même, en transformant les contingentements en « instruments de conciliation et de répartition » (1), de réaliser « des adaptations mutuelles, semblables à celles qui se sont produites spontanément, avec l'aide du temps, dans les économies nationales » (1).

Ces adaptations rendraient peu à peu inutiles, dans un délai très long sans doute, les mesures de protectionnisme sans amener d'ailleurs le « libre échange ». Elles permettraient simplement des relations commerciales judicieusement et rationnellement organisées et mesurées qui engendreraient pour l'avenir une ère de paix économique indéfinie.

(1). L. BROCARD. *Nouveaux fondements du protectionisme industriel*. — R. E. P., mars, avril 1933.

Nancy, le 16 novembre 1933.

VU, LE PRÉSIDENT :

BROCARD

VU, LE DOYEN :

Nancy, le 17 novembre 1933.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 18 novembre 1933.

Le Recteur de l'Académie,

BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université,

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS STATISTIQUES

Annuaire statistique.

Bulletins de la Statistique générale de la France.

Tableau général du commerce et de la navigation.

OUVRAGES

AFTALION. — *Les crises périodiques de surproduction.*

BAYLE. — *Les hauts salaires.*

BROCARD. — *Principes d'économie nationale et internationale.*

GIGNOUX. — *L'après-guerre et la politique commerciale.*

LESCURE. — *Les crises générales et périodiques de surproduction.*

MEYNIAL. — *La balance des comptes française.*

MOLIERAC. — *Traité de législation douanière.*

NAUDIN. — *La politique commerciale française.*

NOGARO et MOYÉ. — *Le régime douanier de la France.*

PARANAGUA. — *Politique commerciale internationale.*

THIERS A. — *La revanche du franc, la vie chère, les impôts lourds.*

TRUCHY. — *Cours d'économie politique.*

WEILLER. — *Influence du change sur le commerce extérieur.*

REVUES ET PERIODIQUES

Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris.

1929 (nos 50-52). — GARNIER : « Crise douanière ».

1931 (nos 10-11). — « La clause de la nation la plus favorisée ».

Bulletin de la Statistique générale de la France :

Juillet-septembre 1929. — DUGÉ DE BERNONVILLE : « Les variations des prix en France depuis la stabilisation ».

Octobre-décembre 1930. — P. JÉRAMEC : « Quelques aspects du commerce international d'après les statistiques ».

Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques :

5 septembre 1929. — « Transactions commerciales entre la France et l'Allemagne ».

21 octobre 1929. — Le retour des « Appraisers ».

28 novembre 1929. — « La dénonciation du Cartel du zinc ».

Bulletin du Comité national des Conseillers du commerce extérieur (années 1926 à 1933).

Bulletin du Syndicat de l'industrie cotonnière française (années 1926 à 1933).

Le Capital (édition économique) :

10 avril 1931. — AFTALION : « Les balances commerciales de la France et de l'Allemagne ».

L'Economie Nouvelle :

Mai 1931. — E. GENDRE : « Le crédit à long terme à l'industrie et au commerce ».

L'Economiste Français :

Articles de J. COUSIN sur « Le commerce extérieur de la France ».

L'Europe Nouvelle :

27 avril 1928. — « L'accord commercial franco-belge du 28 février 1927. »

25 octobre 1930. — R. NATHAN : « Les barrières douanières et la vie économique ».

Journal des Economistes :

15 avril 1929. — J. PIERRE : « Le commerce extérieur des principaux pays ».

Revue d'économie politique. Annales de 1927 à 1933 :

Mars-Avril 1933. — E. ALLIX : « La clause de la nation la plus favorisée ».

L. BROCARD : « Nouveaux fondements du protectionnisme industriel ».

P. JÉRAMEC : « Les principaux courants du commerce extérieur français : leur stabilité, leur évolution ».

H. TRUCHY : « Les ententes douanières ».

A. AFTALION : « Les variations cycliques irrégulières dans les relations internationales ».

Revue économique internationale :

Novembre 1927. — A. TRUCHY : « Vers l'entente douanière des pays ».

Novembre 1932. — Mossé : « Le commerce extérieur de l'Allemagne ».

Revue de Paris :

15 février 1930. — P. LYAUTEY : « Les ententes industrielles ».

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages 5
--------------------	------------

PREMIERE PARTIE

<i>L'évolution du commerce extérieur français de 1927 à 1933 et la statistique.....</i>	9
---	---

CHAPITRE I. — L'évolution d'ensemble du commerce extérieur français de 1927 à 1933.....	13
---	----

CHAPITRE II. — Les variations du commerce extérieur français de 1927 à 1933 par nature de marchandise.....	23
--	----

CHAPITRE III. — Les variations du commerce extérieur français avec les différents pays.....	43
---	----

DEUXIEME PARTIE

<i>Comment s'explique l'évolution du commerce extérieur français de 1927 à 1933.....</i>	71
--	----

CHAPITRE I. — Les causes qui ont agi sur les importations.....	73
--	----

CHAPITRE II. — Les causes qui ont agi sur les exportations.....	117
---	-----

TROISIEME PARTIE

<i>Les répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur la vie économique.....</i>	147
CHAPITRE I. — Répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur la production.....	149
CHAPITRE II. — Répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur le budget de l'Etat.....	157
CHAPITRE III. — Répercussions du fléchissement du commerce extérieur dans l'ordre social.....	163
CONCLUSION.....	167

